

Journal
belge
mondial!

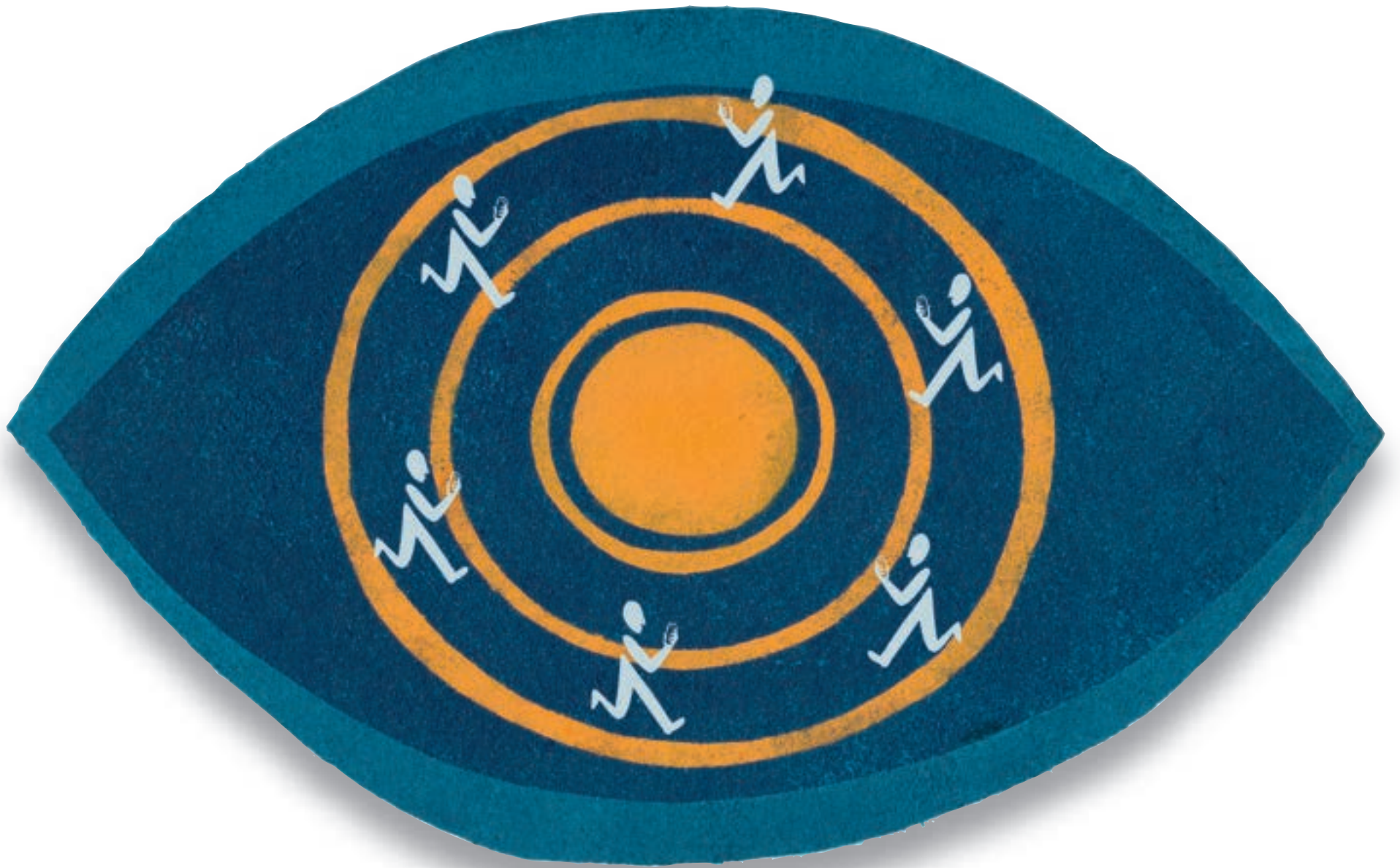
Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

Le Covid à l'aune du passé totalitaire et de la résistance présente

Pages 10 à 18



**Vaccinez ! Vaccinez,
quoi qu'il en coûte !**

Celtibère
Pages 4 et 5

**Histoires de
Codeco**

Alexandre Penasse
Pages 8 et 9 + 20

SOMMAIRE

Soumission vaccinale pour asservissement total

Alexandre Penasse / Pages 2 et 7

Une gestion libérale de la pandémie

Kenny Cadinu / Page 3

Vaccinez ! Vaccinez, quoi qu'il en coûte !

Celtibère / Pages 4-5

La liberté est la première des sécurités

Michel Weber / Pages 6-7

Poésie

Marie-Ange Herman / Page 7

Histoires de Codeco

Alexandre Penasse / Pages 8-9 et 20

DOSSIER

1) Le Covid à l'aune d'autres expériences: RDA, Roumanie, Chili

Dossier coordonné par Bernard Legros et Alexandre Penasse / Pages 10 à 11

De quelle forme (anti)politique le covidisme est-il le nom ?

Marc Weinstein / Pages 12-13

2) Associations résistantes

Page 14

Notre bon droit... ne se négocie pas

Pages 14 et 15

CovidRationnel : retour à la raison

Pages 16 et 17

Children Health Defense débarque en Europe

Pages 17 et 18

Réinfocovid, de la France à la Belgique

Page 18

Diabolique duo du mépris et de la méprise

Jean-Guy Divers / page 19

Le jour où Huntington sonna le glas de la fin de l'Histoire

Alain Gailliard / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Assange: privé de liberté pour avoir dit la vérité

Annie Thonon / Page 24

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!Soumission vaccinale
pour asservissement total

— Papa, pourquoi a-t-on dû partir ?
— ... Parce qu'ils sont devenus fous.

Le journal Kairos fut l'un des premiers médias à signaler le problème majeur des tests PCR, qui conduiront à une gestion dramatique de la crise, étayée sur une vision totalement erronée de la situation sanitaire¹. En somme, et c'est très grave : les cycles d'amplification beaucoup trop élevés des tests PCR ont amené et mènent encore aujourd'hui à voir des « cas » partout, soit des malades, alors que la méthode des PCR ne « détecte que la présence des gènes du virus SARS-CoV-2, mais en aucun cas n'informe sur la condition physique de la personne testée² ». Si celle-ci n'a pas de symptômes, un résultat positif au test n'indique rien en termes de maladie ou de contagion. « En conclusion, la PCR est un outil de confirmation diagnostique et pas un outil de screening de masse ». Martin Zizi, qui écrivait ses mots il y a plus d'un an, mettait déjà la communauté scientifique belge au défi d'apporter des preuves que ses explications étaient erronées. Depuis, personne ne l'a contredit, mais tous, scientifiques, médias et politiques, ont continué à faire la même chose, aboutissant à cette situation délirante où tout et son contraire peut s'exprimer, la vérité n'ayant plus aucune espèce d'importance, la fin justifiant les moyens (menaces, mensonges, contradictions...).

Installant l'angoisse dans les foyers, se basant sur des chiffres de saturation d'hôpitaux dont les mêmes politiques diminuèrent depuis des années les moyens, empêchant la première ligne, les médecins généralistes, de travailler et prescrire librement, renvoyant par un effet logique les patients vers les centres hospi-

aliers et participant de cette saturation, interdisant ou dénigrant les traitements préventifs et curatifs, ils ont créé la crise de toutes pièces. Les gouvernements ont calqué leurs mesures politiques liberticides sur l'agenda industriel de la production vaccinale par la mafia pharmaceutique. Rien à faire dès lors des avertissements quant aux risques de leurs choix en regard de leurs bénéfices supposés, « on fera l'analyse après de quel a été le coût global de la pandémie covid et si les mesures qu'on a prises étaient les bonnes mesures ou pas » (cf. Conférence de presse du 24 mars). Ils ne le disaient pas, mais acceptaient de sacrifier des vies pour soi-disant en sauver. En vérité : sacrifier une jeunesse, des petits indépendants, les vieux, la vie sociale, ce qu'il restait de valeurs morales, nous mettre la tête au ras de l'eau pour nous faire sentir qu'on ne peut presque plus respirer et nous proposer alors la bouée de sauvetage : le « vaccin ».

Thérapie génique s'il en est dont les effets secondaires remontent et laissent ces pantomimes gouvernementaux encore silencieux, pour une maladie dont le taux de mortalité réel oscillait entre 0.3 et 0.6%. Soit, rien qui ne demandait de mettre à l'arrêt la société entière et de vacciner planétairement une humanité désormais prise dans une expérience grandeur nature.

1 Notamment : , octobre 2020 <https://www.kairospresse.be/pcr-inutiles-si-on-est-asymptomatique/?highlight=pcr>

2 <https://www.kairospresse.be/a-propos-des-tests-par-pcr-lettre-ouverte-a-mes-collegues-qui-conseillent-nos-gouvernements/>

→ suite page 7

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre + un n° spécial à
parution aléatoire/ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été
tiré à 6.000 exemplaires

Route : Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 104,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Nadia, Alain, Patrick, Sarah

Gestion : Guillaume D.

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be



Notre publication bénéficie de l'aide à la
presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs/Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Paul Lannoye,
Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Inès
Trépan (I.T.), Michel Weber (M.W.), Alain
Gailliard (A.G.)

Ont contribué à ce numéro

François Massoulié, Kenny Cadinu, Celtibère,
S. Kimo, Senta Depuydt (Children Health De-
fense), Bernard Rentier, Stella, Marc Weinstein,
Annie Thonon, Jorge Palma, Anke Hermann,
Maria, Réinfocovid, Notre Bon Droit, Covidra-
tionnel, Jean-Guy Divers

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera
jamais tomber!

Illustrations :

Lara Pérez Dueñas, Julie Dall'Arche, Chanic,
Philippe Debongnie, Pascale Vanhal, Roland De
Wind, Louis Trouveroy, Claire Cordel, Gabrielle
Lacombe, Antoine Demant, Marni, Barbara
Prévitali, Blandine Denis

Illustration: Julie Dall'Arche

Une gestion libérale de la pandémie

Nous reprendrons ici les fondements du libéralisme selon les philosophes Dany-Robert Dufour et Jean-Claude Michéa afin d'exhumer neuf principes de cette doctrine et de les relier à la gestion de la pandémie. Dufour nous apprend¹ que Bernard Mandeville, l'un des précurseurs du libéralisme, voyait dans les vices privés le terreau des vertus publiques. Pour l'économiste Adam Smith, lui aussi prodrome du laisser-faire, « *ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme* ». Selon Michéa², le libéralisme est axiologiquement neutre. Il est guidé par une seule logique : *chacun fait comme il lui plaît*. Cette doctrine n'encourage pas l'homme à réaliser un difficile travail sur lui-même qui lui permettrait de prendre distance avec ses passions, étant donné qu'elles sont jugées indispensables à l'harmonie de la société.

Principe n° 1 : La politique libérale est, tout comme le reste de son royaume, animée d'une rationalité creuse et froide

L'homme politique se désintéresse de la philosophie. Il n'est expert en rien, si ce n'est dans le fait d'être télégénique. Il s'agit d'une image plate dénuée de pensée. Le même type de fonctionnement acéphale domine les politiques sanitaires depuis le début de la pandémie. Alors que les bilans chiffrés et que les injonctions paradoxales pullulent, on ne décèle aucune pensée dans les mesures appliquées. Il aurait été vain d'espérer que le libéralisme profite de l'événement afin de questionner la crise, étant donné sa neutralité axiologique initiale. Sa réaction face au Covid-19 n'aurait donc pas pu consister en autre chose qu'un passage à l'acte dont l'objectif est de restaurer la prétendue toute-puissance du modèle (en le rendant *comme maître et possesseur* du virus).

Principe n° 2 : Le sujet libéral est un sujet ego-grégaire

Le libéralisme n'est pas l'individualisme (qui suppose un sujet pensant et individualisé) et repose sur la célébration collective de l'égoïsme. Le sujet ego-grégaire règne aussi sur le royaume covidien. Quoi de moins illogique à ce qu'il continue à prêter allégeance au culte de la jouissance quand le gouvernement propose des concerts de DJ's au sein des vaccinodromes afin d'encourager la jeunesse à se faire vacciner ? C'est sans vergogne que les politiques se prétendent sanitaires et que les sujets ego-grégaires suivent étourdiment ces procédés ô combien altruistes et vertueux.

Principe n° 3 : La fabrication du sujet libéral présuppose un anéantissement de l'École

À l'origine, l'École avait un objectif primordial : permettre au petit homme d'apprivoiser ses passions (ce qui n'est pas recommandé par le libéralisme). Plutôt que substance agissante, les politiques sanitaires sont agies par l'angoisse de la mort, et il ne semble pas infondé de considérer que le discours qu'Emmanuel Macron a formulé au début de la pandémie (« *Nous sommes en guerre* ») était plus particulièrement animé par l'affect que par la raison. Il est à craindre que l'ensemble de la gestion de la crise soit régenté, non pas par le *logos*, mais par le *pathos*. C'est ainsi que la *scholè* a été sacrifiée au même titre que la culture pendant la crise, alors que déferlaient sur les ondes de vagues discours pathétiques.

Principe n° 4 : La « morale » du libéralisme est de soutenir la jouissance du sujet

Le Surmoi libéral ne répond pas à un interdit mais à une loi : la jouissance. Il s'agit d'une instance tyrannique. Ce surmoi ne s'est pas subitement modifié. Beaucoup se font vacciner, moins dans le souci du prochain que pour continuer à répondre favorablement aux injonctions du libéralisme à jouir, peu importe s'il incombe pour cela de présenter un passeport sanitaire.



Principe n° 5 : Le libéralisme constitue un retournement pervers de la morale kantienne

Là où le libéralisme convie le sujet à considérer autrui comme un moyen et non comme une fin, Dufour, citant Kant, rappelle qu'il en était autrement pour les Lumières : « *Agis uniquement d'après la maxime qui fait que tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle* » et « *Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans la personne de toute autre toujours en même temps comme une fin et jamais simplement comme un moyen* ». Guidé par le premier impératif moral, une question cruciale se pose à notre conscience : est-ce que le fait de conditionner la visite d'un proche dans un hôpital à la présentation d'un passeport est une loi que chacun pourrait agir et en même temps souhaiter qu'elle devienne universelle ? Cela fait longtemps que le deuxième impératif est détourné par le libéralisme. Celui-ci suit le même chemin depuis le début de la crise : la campagne de vaccination vise avant tout à retrouver le monde d'avant et utilise, à cette fin, l'autre comme un moyen. L'impératif sanitaire « *Pense à moi, fais-toi vacciner* » représente plus volontiers un majestueux retournement pervers de la morale kantienne qu'un geste solidaire et généreux.

Principe n° 6 : Le libéralisme favorisera la création d'un sujet liquide. Quant aux autres, il n'en aura que faire

Pour Dufour, le Divin Marché nécessite de la flexibilité. Ce n'est plus l'ancien sujet indécis et névrosé qui est ici requis, mais la personnalité schizoïde. Il s'agit d'un sujet pâte à modeler, dressé pour renouveler ses formes à chaque instant afin de préserver ses intérêts personnels. Comment ne pas s'apercevoir que c'est le même sujet liquide qui est appelé à la rescousse par les sirènes sanitaires ? En adoptant massivement le pass, l'homme libéral démontre sa dextérité, quitte à consentir à ce qui fut autrefois perçu comme inacceptable et à défigurer son humanité, pour peu que l'on lui laisse la possibilité de continuer à faire ce qu'il lui plaît.

Principe n° 7 : Le libéralisme n'est pas issu de l'imaginaire de l'homme mais de la main de Dieu

Selon Cornelius Castoriadis, les significations imaginaires relient les individus de la société entre eux afin d'apaiser leur douloureuse angoisse d'exister. Les hommes n'ont, la plupart du temps, pas conscience des significations qui les guident, bien que ce soient eux qui les ont créées. Tel est le cas du Divin Marché. Tout se passe comme si les mesures « sanitaires » avaient pris place au côté du Divin Marché dans l'imaginaire collectif. Il devient dès lors grossier de les remettre en question, un peu comme s'il s'agissait d'entités rassurantes et extérieures à l'être, bien qu'elles furent engendrées par lui. Croyant avoir tué Dieu et s'être affranchi de son joug, l'homme n'a pas tardé à lui en substituer un autre : le Divin Marché. Rien ne pouvait *a priori* menacer la toute-puissance de celui-ci, si ce n'est le retentissement affectif que le Covid-19 a eu sur les êtres. Ceux-ci furent à deux doigts de commettre un nouveau déicide lorsqu'ils ont confiné. Engluée dans ses propres tourments, la société libérale s'est néanmoins empressée d'imaginer un compromis afin de ne pas laisser crever ce qui lui tient le plus à cœur. Elle a donc créé un troisième dieu (le Vaccin accouplé au passeport sanitaire), dont l'objectif est d'éviter que le deuxième (le Confinement) ne vienne définitivement faucher le premier (le Divin Marché).

Principe n° 8 : Le libéralisme s'aiguillera de l'efficacité de la Science postmoderne et de la protocolisation des existences pour assouvir son divin dessein : le bonheur de l'humanité

Le totalitarisme et le nazisme (qui a poussé à l'extrême les critères d'utilité, d'efficacité et de rentabilité de la Science) s'orientent autour de deux piliers : la novlangue et la soumission totale de la société à la raison ainsi qu'à l'agir opératoire. Ces deux pivots convergent inconsciemment vers un lieu précis : l'anéantissement de la pensée et donc de l'individu. La gestion de la crise a exacerbé cette logique déjà à l'œuvre dans le libéralisme. Les protocoles ont envahi les sphères publiques et privées, et la Science ne questionne pas le Vrai. Son unique objectif est d'atteindre une efficacité et une rentabilité maximale dans la lutte totale engagée contre l'agent infectieux afin de rétablir la « normalité » du modèle.

La guerre (contre le virus) c'est la paix, l'ignorance (de la pensée) c'est la force, le passeport sanitaire et l'obligation vaccinale c'est la liberté.

Principe n° 9 : Le libéralisme dénier les limites et replongera l'humanité dans l'onctuosité de l'enfance

Smith et Mandeville ont été les premiers à mettre le doigt sur ce principe pacificateur des âmes qui se trouve au fondement du libéralisme : la glorification de l'égoïsme. La jouissance invite le sujet à dénier le manque et le rapproche de l'enfance. Il est à ce titre interpellant de constater que le monde politique rabâche le même mot quand il s'agit de décrire la stratégie en matière de vaccination : *pédagogie*. Ce vocable est issu du latin *pae* (enfant) et de *dagogus* (*ago* signifiant conduire). Ceci laisse suggérer que la pédagogie du monde covidien consiste à conduire les enfants du libéralisme, non pas vers la voie du Bien, mais vers celle qui sera jugée la plus utile afin d'éviter au système du laisser-faire de s'évanouir dans les bras du trépas.

Voici que s'énonce l'intime injonction paradoxale du libéralisme en matière de « politique sanitaire » : « *Ne sois pas égoïste, pense à moi et fais-toi vacciner, afin d'obtenir ton pass sanitaire et de satisfaire tes envies égoïstes* ».

Kenny Cadinu

¹ Dans son ouvrage *Le Divin Marché*, Denoël, 2007.

² Voir son ouvrage *Les mystères de la gauche*, Climats, 2013.

Vaccinez ! Vaccinez, quoi qu'il en coûte !

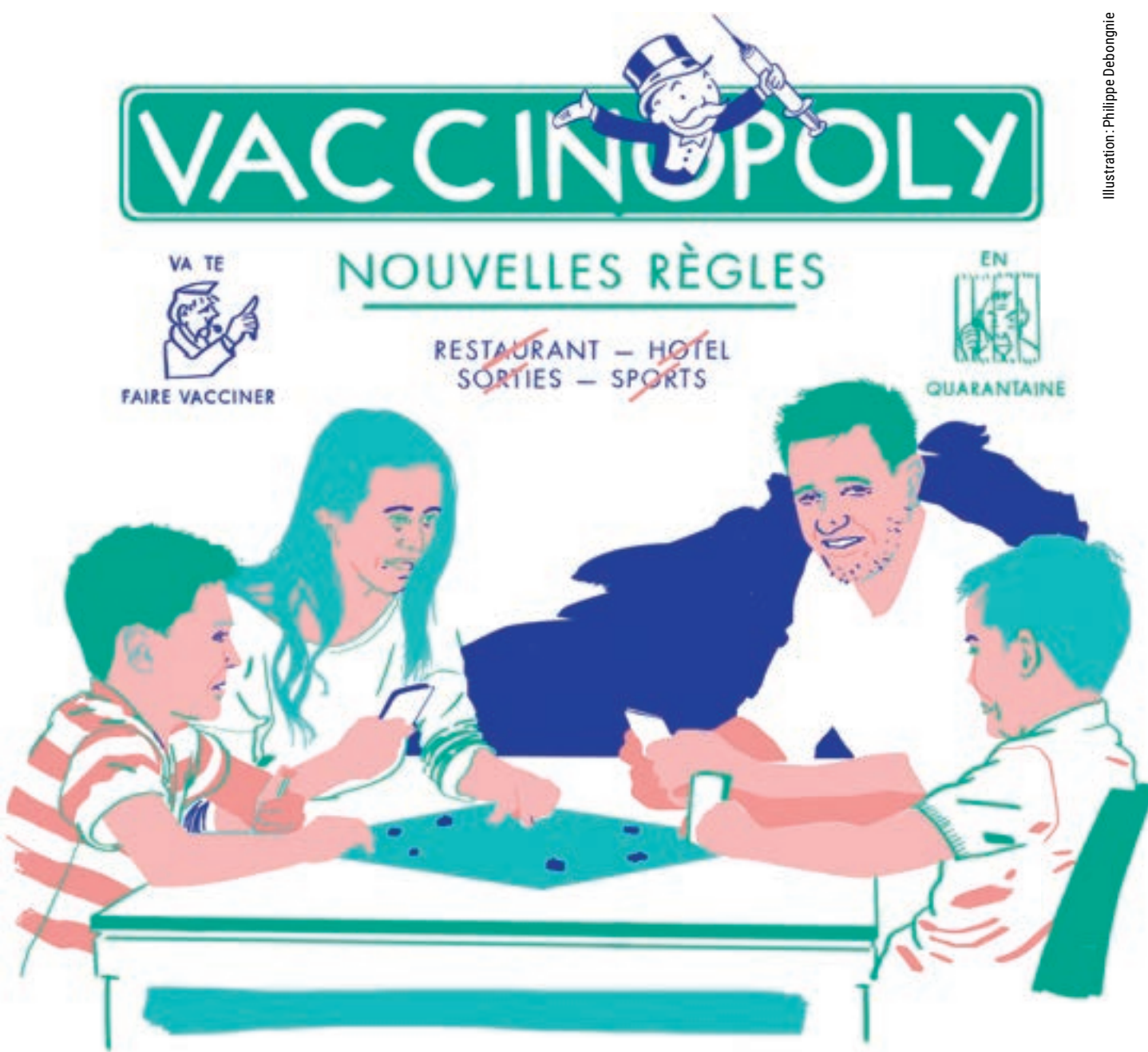
Selon la Commission européenne, le «*principe de précaution*» est une approche de la gestion du risque qui prévoit que, si une politique ou une mesure présente un risque potentiel pour la population ou l'environnement et qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur la question, elle ne devrait pas être poursuivie »¹.

Justifié pour des raisons de santé publique ou pour la protection de l'environnement, ce principe, introduit depuis le Traité de Maastricht en 1992, est une disposition phare des Traités européens. Il a notamment permis d'interdire le bœuf aux hormones ou encore les organismes génétiquement modifiés (OGM) sur le continent, sans preuve scientifique irréfutable d'une quelconque dangerosité. Un principe noble qui a rapidement eu du plomb dans l'aile. Outre-Atlantique, il est notamment considéré comme un « obstacle commercial », de sorte que les accords commerciaux de nouvelle génération — par exemple l'Accord de libre-échange UE-Mercosur, le CETA — le rendent quasiment « hors la loi ». Un des leviers, c'est notamment l'insertion d'un « mécanisme de coopération réglementaire ». Sous cette appellation innocente, les États ont sciemment laissé entrer le loup dans la bergerie. Car il revient de facto à changer l'ordre de préséance dans le processus législatif. En permettant au secteur privé des pays partenaires de s'immiscer, en amont, dans la préparation, l'évaluation et la mise en œuvre des réglementations, il sape l'autorité des parlements nationaux et européen, qui attendront leur tour. C'est que les multinationales sont un poids lourd de l'économie : environ 80% du commerce mondial est lié à leurs réseaux de production internationaux². En bout de chaîne, c'est le citoyen européen *lambda* qui en fera les frais. Pour preuve, les législations sur les OGM, les produits chimiques ou encore, les pesticides, jugées trop contraignantes, se sont retrouvées dans le collimateur des partenaires commerciaux.

Le « mécanisme de coopération réglementaire » symbolise ainsi le nouveau visage de la démocratie 2.0, celle qui s'exerce dans les marges imparties par le secteur privé. Il est le sésame de l'affaiblissement des normes sociales, environnementales ou de santé publique. Autre victime collatérale : le « principe de précaution ». En atteste, par exemple, la volonté de la Commission européenne d'affaiblir la législation sur les OGM, en excluant les nouvelles technologies génomiques du champ de la réglementation, ce qui permettrait aux semences issues de ces techniques d'échapper aux procédures d'évaluation de risques, d'étiquetage et de traçabilité. Une offrande pour les entreprises de l'agro-business qui veulent introduire en douce des aliments génétiquement modifiés dans nos champs et nos assiettes. Mais un bras d'honneur à la Cour de Justice européenne, dont le jugement rendu le 25 juillet 2018³ statue que la réglementation européenne doit s'appliquer à ces nouvelles techniques, sous peine de compromettre le principe de précaution et de nuire potentiellement à la santé humaine et à l'environnement. L'aliénation des États aux intérêts privés. Un principe de précaution bafoué. La gestion de la crise sanitaire en cours nous en apporte deux exemples criants.

FEU VERT POUR LA 5G

La 5G est le catalyseur de l'économie numérique et du déploiement de l'intelligence artificielle. Malgré les nombreux appels de scientifiques de tous bords à multiplier les études sur son impact sanitaire et sur l'environnement, la Commission européenne poursuit méthodiquement son plan d'action : positionner l'Europe à l'avant-garde des réseaux 6G⁴ ! Que sait-on de l'impact de la 5G sur le Vivant ? Une question *a priori* cruciale dès lors que l'UE ambitionne d'être le porte-étendard international du climat et de la biodiversité. Qu'à cela ne tienne. Peu importe à la Commission européenne si les données scientifiques sont lacunaires. Oublié le serment vert « ne pas nuire » de sa présidente, Ursula Von Der Leyen, quand bien même elle en fait un principe phare du « Pacte



vert pour l'Europe »⁵. La 5G est non négociable. La *realpolitik* est le réacteur de sa stratégie économique.

Quant aux États membres, ils ont classé le dossier des « risques potentiels de la 5G dans le tiroir des « fake news » en décrétant, lors du Conseil de ministres de l'UE du 9 juin 2020 « qu'il importe de lutter contre la diffusion de désinformations concernant les réseaux 5G, surtout eu égard aux allégations fallacieuses selon lesquelles ces réseaux constitueraient une menace pour la santé ou seraient liés à la COVID-19 »⁶. C'est qu'on ne badine pas avec le positionnement géostratégique de l'UE sur l'échiquier mondial. Dans la quatrième révolution industrielle en cours, la Chine a gagné la première manche. Un retard que l'UE entend bien rattraper. La gestion de la crise sanitaire, à coups de confinement, télétravail, *e-education*, etc... a miraculeusement permis de lever les obstacles à la généralisation du numérique dans toutes les sphères de notre vie. Du même coup, l'autorisation de la 5G est passée comme une lettre à la poste avec, aux commandes, deux ministres écologistes, la ministre des Télécoms Petra De Sutter

(Groen) qui désire visiblement ne plus perdre de temps (pour éviter le retard sur nos voisins européens)⁷, et le ministre de la Santé et de l'Environnement bruxellois Alain Maron (Écolo).

VACCINS COVID-19 : EN AVANT TOUTE !

Reflétant les dangers d'une évolution scientifique et technique mal maîtrisée, le « principe de précaution » devrait être chevillé au corps des autorités publiques dans la gestion de la crise sanitaire en cours. Pourtant, elles l'ont durablement bafoué.

Acte 1. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs

En amont, pour accélérer la production de vaccins, les autorités politiques ont assoupli les règles, dynamitant au passage

VACCINEZ ! VACCINEZ, QUOI QU'IL EN COÛTE !

Celtibère

quelques balises du Règlement 2020/1043 relatif à la conduite d'essais cliniques. Revu selon une procédure d'urgence, sans possibilité d'amendements et de débat du Parlement européen, il permet aux producteurs de vaccins et de traitements anti-covid contenant des OGM de se passer de produire une étude d'impact environnemental et de biosécurité⁸ avant le démarrage d'essais cliniques. Une démarche irresponsable sur le plan sanitaire et environnemental. Mais l'urgence est invoquée pour passer outre les précautions d'usage. Il faut agir. Et vite ! Et puis, « *On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs* ». Tambour battant, les gouvernements en Belgique, partis de droite ou de gauche confondus, mènent leur croisade vaccinale. Ils nous martèlent, à l'unisson, que les vaccins sont sûrs et efficaces ; qu'en dépit d'« accidents malheureux », la balance « bénéfices/risques » penche clairement en faveur de la vaccination de masse. Les invitations à la vaccination, sans rendez-vous, dans les écoles, les centres commerciaux, etc..., pullulent. C'est le miracle de la multiplication des pains. Dans leur ferveur vaccinale, les socialistes se détachent du peloton de tête. La vaccination est devenue leur mantra. Avec eux, les garde-fous volent en éclat. En vaut pour preuve, la préparation, par le ministre socialiste Frank Vandenbroucke, d'une modification de la loi afin de permettre aux pharmaciens d'administrer des vaccins, faisant fi, comme le rappelle l'Association belge des syndicats médicaux (Absym), que « *la vaccination est un acte médical qui comporte des risques d'effets secondaires, de contre-indications et de complications impliquant la présence d'un médecin capable de poser un diagnostic rapidement et de traiter le patient* »⁹. Peu lui chaut, la troisième dose de vaccin à imposer à toute la population est dans les *starting blocks*. Et comme le martèle la ministre wallonne de la Santé, Christie Morreale (PS) : « *Il faut continuer à vacciner, encore et encore* »¹⁰.

Acte 2. Tuer dans l'œuf l'opposition

Dans le domaine financier, la diminution du risque en portefeuille passe par la diversification de l'investissement. Ce n'est pas la voie suivie par les gouvernements en place dans la gestion de la crise sanitaire. Négliger massivement l'investissement public dans la prévention, le renforcement de l'immunité naturelle et les traitements précoces sied à l'objectif de rendre la vaccination incontournable. Un narratif qui ne saurait souffrir d'aucune critique. Mais voilà, le virus continue à circuler, y compris dans les pays ultra-vaccinés, à l'instar d'Israël, l'Islande ou l'Irlande. À qui la faute ? Le non-vacciné ! Pour le premier ministre, Alexander De Croo et le ministre-président wallon Elie Di Rupo, aucun doute n'est permis. Son portrait-robot : il est dangereux et incivique. Piqure de rappel.

Le 18 septembre dernier, Alexander De Croo assénait : « Cette épidémie devient une épidémie des non vaccinés. On ne peut accepter que des gens fassent le choix de mettre d'autres personnes en danger. Ce sont ceux qui ne se sont pas fait vacciner qui sont responsables de la prolongation de certaines mesures de restriction » [...]. Cette situation "nous ne pouvons pas l'accepter en tant que société", alors que les vaccins contre le coronavirus sont "sûrs, gratuits et disponibles partout"¹¹ ». Le lendemain, Elio Di Rupo en remettait une couche, en appelant les Wallons qui ne se sont pas encore fait vacciner à faire leur « examen de conscience ». Les non-vaccinés sont frappés d'ostracisme, un procédé orchestré par les autorités publiques, aussi dangereux qu'injuste. Dangereux d'abord, car il souffle sur les braises de la division de la population, en rompant les canaux de discussions entre les deux « camps ». Injuste, car elle évacue entre autres des débats une question de taille. Le risque que de nouveaux variants du SARS-CoV-2 ne se développent dans les réservoirs animaux et ne soient potentiellement réintroduits dans la population humaine, contre lesquels les vaccins actuels seraient inefficaces¹². Selon l'expression anglaise consacrée, c'est « *The elephant in the room* » que tout le monde feint de ne pas voir.

Acte 3. Tous les œufs dans le même panier

La déliquescence du bon sens collectif, c'est de « mettre tous les œufs dans le même panier ». Une option clairement assumée par les autorités publiques. L'avis du Commissariat Corona au gouvernement « *aux personnes qui ne peuvent pas être vaccinées contre la COVID-19 en raison d'une allergie ou d'effets secondaires graves après une première vaccination* » est symptomatique de l'absolutisme vaccinal¹³. « *Dans des situations exceptionnelles, certaines personnes ne peuvent être vaccinées contre la Covid19 pour des raisons médicales strictes [...]. Ce n'est que si une allergie au PEG ou au polysorbate est connue et prouvée, ou si un effet secondaire grave est survenu après la première vaccination, que l'on considère que cette personne ne peut être vaccinée en toute sécurité (même en milieu hospitalier)* »¹⁴.

Pour éviter toute échappatoire à la vaccination, la procédure est ultra-centralisée. Un médecin généraliste ou un spécialiste qui

suit le dossier d'un patient se voit écarté de la procédure. Seul un médecin de référence/allergologue figurant sur une liste préétablie par le gouvernement est habilité à décider si la vaccination est appropriée ou non. Dans le cas où celle-ci reste à proscrire, le patient pourra disposer de tests PCR gratuits à volonté. Mais « *dès que des vaccins contre le Covid-19 ne contenant plus de PEG ou de polysorbate seront disponibles sur le marché, la vaccination des personnes allergiques à ces substances sera possible* ». Ouf ! On est rassuré ! La voie de la guérison, c'est le vaccin ! Vous en avez peur ? Vous craignez des effets secondaires cardio-vasculaires en raison de votre dossier médical personnel ou des antécédents familiaux ? Comprenez : la seule contre-indication médicale reconnue, c'est exclusivement l'allergie au produit inoculé par le vaccin. Point à la ligne. Le terrain allergique ou inflammatoire du patient ne compte pas, ni d'ailleurs ses vulnérabilités cardio-vasculaires. Vous avez peur du manque de recul, des effets indésirables potentiels, voire irréversibles, à moyen ou à long terme, notamment pour vos enfants ? Des fadaises, tout ça ! La seule peur légitime reconnue par le gouvernement est celle du virus et de la mort. Ferment de la « servitude volontaire », du consentement citoyen aux mesures liberticides, elle est même encouragée. Par contre, la peur du vaccin est *proscrite* !

Dans cette logique, le gouvernement fait la guerre à une minorité de citoyens non-vaccinés. Coupable de la circulation du virus, fossoyeur de la reprise économique et des lendemains qui chantent, c'est la brebis galeuse à isoler. Ce qui justifie, à leurs yeux, la mise au ban des non-injectés de l'accueil hospitalier, des théâtres, cinémas, restaurants, des salles de sports, etc... L'enjeu : leur faire mordre la poussière, leur pourrir la vie, de façon à les acculer au « repentir ». La délivrance ? Accepter, de guerre lasse, l'injection pour retrouver provisoirement la liberté. Tel est l'enjeu du passe « sanitaire », dont le corollaire est la mise en quarantaine de la parole critique.

Acte 4 : Un principe de précaution passé à la moulinette

« Les réfractaires » à la vaccination : une étiquette infamante accolée par le gouvernement De Croo, qui marque une fracture entre « bons » et « mauvais » citoyens. Pourtant, dûment vaccinés contre une série de maladies infantiles, nombreux sont ceux qui ne se reconnaissent pas dans le clivage « anti/pro-vax ». Car c'est nier qu'il existe une différence de taille entre ces nouvelles technologies vaccinales et les classiques : le respect des garde-fous et des étapes préalables à l'autorisation de mise sur le marché. Les premiers sont toujours en phase expérimentale (jusqu'en 2022 ou 2023 selon les marques), et sont autorisés à titre provisoire. Les seconds ont respecté méthodiquement les étapes successives préalables à leur mise sur le marché, dont l'autorisation remonte à des dizaines d'années.

Dans la mesure où les effets secondaires à moyen et à long terme de ces nouvelles technologies sont méconnus, et que le gouvernement engage, par ses choix, l'ensemble de la population, on est en droit d'attendre des autorités politiques qu'elles tempèrent, au minimum, leur stratégie vaccinale par la mise en œuvre du « principe de précaution ».

À cette heure, 86% des adultes sont complètement vaccinés¹⁵. N'est-il pas dans l'intérêt public de faire preuve de prudence, en préservant, au minimum, les jeunes, — la relève ! —, de la vaccination massive ? Sachant qu'il est essentiel d'avoir une pharmacovigilance¹⁶ robuste pour certifier de l'efficacité et l'innocuité des vaccins à moyen et à long terme, pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il, dans sa rage vaccinale, à supprimer l'existence d'un « groupe contrôle » non-vacciné ? Pourquoi ne s'inspire-t-il pas des protocoles des essais cliniques, sachant que sans « groupe de contrôle », il sera d'autant plus hasardeux d'établir une causalité possible entre les effets secondaires et les vaccins ? Bref, n'est-il pas dans l'intérêt collectif d'affiner les études scientifiques, en tolérant une minorité « non vaccinée », dans le respect du « principe de précaution » ? De toute évidence, celui-ci n'est pas dans l'écran radar des autorités politiques. Rien ne peut les faire dévier de leur foi vaccinale. En instantant le passe sanitaire (le « Covid Safe Ticket »), ils sont passés à la vitesse supérieure : rendre (indirectement) obligatoire la vaccination pour tous.

« *Il faut forcer le cheval à boire* », dit le socialiste Rudi Vervoort, ministre-président de la Région bruxelloise. Les « jeunes pou-
lains », épris de liberté, sont singulièrement dans sa ligne de
mire. Les activités sportives et récréatives sont essentielles à
leur santé physique et psychique. Le CST les confisque pour les
non-vaccinés. Question de les mettre au pas. Un « dressage »
perfidie qui marche du tonnerre, et qui ravit la socialiste Christine
Morreale : « *Depuis l'annonce du Covid Safe Ticket, quatre fois plus
de personnes s'inscrivent à la vaccination* ». Et d'ajouter, sans rire :
« *Le CST, c'est une adhésion encore un peu plus importante à la
vaccination. Et cela, c'est positif* ». Et de conclure « *La vaccination*

obligatoire ne doit pas être tabou »¹⁷. Seulement voilà, le CST présente des avantages sérieux par rapport à la voie légale.

PETIT PRÉCIS DU MACHIAVÉLISME À L'ÈRE COVID

Parce que les vaccins contre le Covid-19 ont été élaborés dans un délai « exceptionnellement court », les contrats d'achats anticipés négociés entre la Commission européenne et les grands groupes pharmaceutiques prévoient des clauses d'exonération de responsabilité financière liée aux effets indésirables des vaccins. Lesquelles ? Difficile à dire précisément. Car la règle en vigueur, c'est l'opacité des contrats vaccinaux¹⁸. Une certitude cependant. Leur trame, c'est la « privatisation des gains/collectivisation des pertes ». D'un côté, les firmes pharmaceutiques, se voient gratifier de certaines clauses d'irresponsabilité sur les effets secondaires des vaccins, qui se reportent en l'occurrence sur les États. L'argent public massivement investi dans la production de vaccins génère des profits d'autant plus plantureux pour les firmes pharmaceutiques, qu'aucune contrepartie n'a été exigée en matière de transfert des technologies pour faciliter la production dans les pays tiers. D'un autre côté, les États se gardent de rendre directement la vaccination obligatoire. Dès lors qu'elle reste volontaire, c'est le candidat au vaccin qui en assume le risque.

La marche forcée de la vaccination passe par le CST. À l'heure où la société fait de la lutte contre les discriminations une priorité stratégique, incarnée entre autres dans les droits LGBTQI+, il est frappant de voir l'apathie générale face à la création d'un statut de citoyen de seconde zone, « le non-vacciné », dépouillé un à un de ses droits fondamentaux, dont celui même de se nourrir, dès lors que l'accès au travail est conditionné à la possession d'un QR code, et dont le « crime » est d'avoir refusé une injection non obligatoire sur le plan strictement légal.

Plus généralement, quand De Croo et Di Rupo reprochent aux non-vaccinés « *leur irresponsabilité et un usage égoïste de leur liberté* »¹⁹, ils affichent *de facto* leur total mépris envers le « principe de précaution », en terme d'action politique ; leur mépris envers la sagesse ancestrale qui préconise la prudence face à des choix technologiques qui pourraient induire de graves conséquences sanitaires dans un horizon plus lointain ; enfin, leur mépris pour les règles d'éthique, en sacrifiant les droits fondamentaux sur l'autel de l'hygiénisme sanitaire. Où sont passés les démocrates de tous bords pour s'en émouvoir ?

Celtibère

- 1 https://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/precautionary_principle.html?locale=fr
- 2 https://unctad.org/system/files/official-document/osg2020d1_en.pdf, p. 72.
- 3 <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2018-07/cp180111fr.pdf>
- 4 Communication de la Commission, « Une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe », 10 mars 2020.
- 5 Communication de la Commission, « Pacte vert pour l'Europe », 11 Décembre 2019.
- 6 Conclusions du Conseil du 9 juin 2020 (9 juin 2020), « Façonner l'avenir numérique de l'Europe ».
- 7 « La 5G dans la dernière ligne droite », in *La Libre Belgique*, 22 octobre 2021, p. 26.
- 8 La biosécurité permet d'appréhender les risques liés aux biotechnologies.
- 9 *La Libre Belgique*, 23 - 24 Octobre 21, p. 6.
- 10 *Idem*, p. 4.
- 11 https://www.rtfb.be/info/belgique/detail_alexander-de-croo-cette-epidemie-devient-une-epidemie-des-non-vaccines-la-situation-a-bruxelles-n-est-ni-acceptable-ni-tenable?id=10844128
- 12 De nombreux cas d'animaux contaminés par l'Homme ont été recensés : chat, chien, hamster, vison, furet, etc... Si aujourd'hui, les animaux sauvages et domestiques ne jouent aucun rôle dans l'épidémie de Covid- 19, l'agence française Anses (Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale) estime que « le risque de constitution d'un réservoir animal existe ». <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-contamination-inversee-cette-menace-pourrait-relancer-epidemie-covid-19-92375/>
- 13 <https://d34j62pgflm3rr.cloudfront.net/downloads/Leidraad+voor+personen+die+zich+niet+kunnen+laten+vaccineren+tegen+Covid.docx-FR.pdf>
- 14 Il est donc possible de se faire vacciner à l'hôpital. Au service de réanimation, la réaction anaphylactique pourra directement être prise en charge.
- 15 Sources : Sciensano (chiffres du 3 nov. 2021).
- 16 Système de surveillance des effets secondaires des médicaments.
- 17 *La Libre Belgique*, 20 octobre 2021, p. 8.
- 18 Sous motif de secret industriel, la Commission européenne refuse de divulguer des informations essentielles comme, notamment, le régime de responsabilité juridique en cas d'effets secondaires et le prix des vaccins.
- 19 *La Libre Belgique*, 30 septembre 2021, p. 38.

La liberté est la première des sécurités

Jamais la question de la liberté n'a été aussi instrumentalisée et donc aussi urgente à redéfinir. Les philosophes sérieux procèdent parfois en trois étapes : d'abord, ils font remarquer leur embarras car la liberté serait indéfinissable ; ensuite, il se réfèrent aux contingences de l'agir tel que le sens commun en rend compte ; enfin, ils proposent un concept qui cherche à faire vivre cette expérience ineffable. Pourquoi vouloir réfléchir à ce qui se donne dans l'évidence de l'agir et se voile dans les limbes de la pensée ? Parce qu'il y va du sens de l'existence personnelle et que celui-ci offre — ou refuse — une direction collective possiblement démocratique. On examinera ici la question de la liberté à l'aide de trois approches convergentes — politique, psychologique, et philosophique — parfois anticipées dans certaines de mes publications¹.

1. Avant d'avoir été l'objet de spéculations éthiques (qu'est-ce que l'agir moral ?), psychologiques (la thérapie peut-elle impulser un changement ? Si oui, comment ?) et métaphysiques (le pouvoir créateur est-il plus ou moins arbitraire ?), le concept de liberté a été historiquement adossé à la mythologie du destin et ancré dans la réflexion politique des premiers philosophes grecs. A minima, l'homme libre n'est ni esclave ni prisonnier, de qui ou de quoi que ce soit. La liberté d'être est celle de penser, d'opiner et d'agir. En Grèce classique, la liberté était un impérieux devoir citoyen, qui consistait à participer à la vie de la cité en promouvant, à sa manière, le bien commun. À la Renaissance (de Cuse à Andreae), on assiste à l'envol d'un nouvel humanisme anarchiste et républicain, accompagné de bien des utopies, qui toutes resteront lettre morte. Avec les Lumières (de Galilée à Goethe), elle est devenue un droit absolu, individuel, si pas égoïste (le libéralisme a toujours été aussi économique que politique). Depuis la fin des « trente glorieuses », la liberté est un oxymore au sens où elle se subordonne à la sécurité, qui constitue sa négation, nous allons le voir en détails.

Prétendre que *la liberté est la première des sécurités politiques* revient bien sûr à inverser la formule que l'on doit à Alain Peyrefitte : « La sécurité est la première des libertés » (1981). Cela permet d'indiquer une double thèse : d'une part, seule la liberté permet de garantir une certaine sécurité ; d'autre part, prétendre que la sécurité est respectueuse de la liberté est une avanie équivalant à liquider la liberté et à rendre la sécurité impossible.

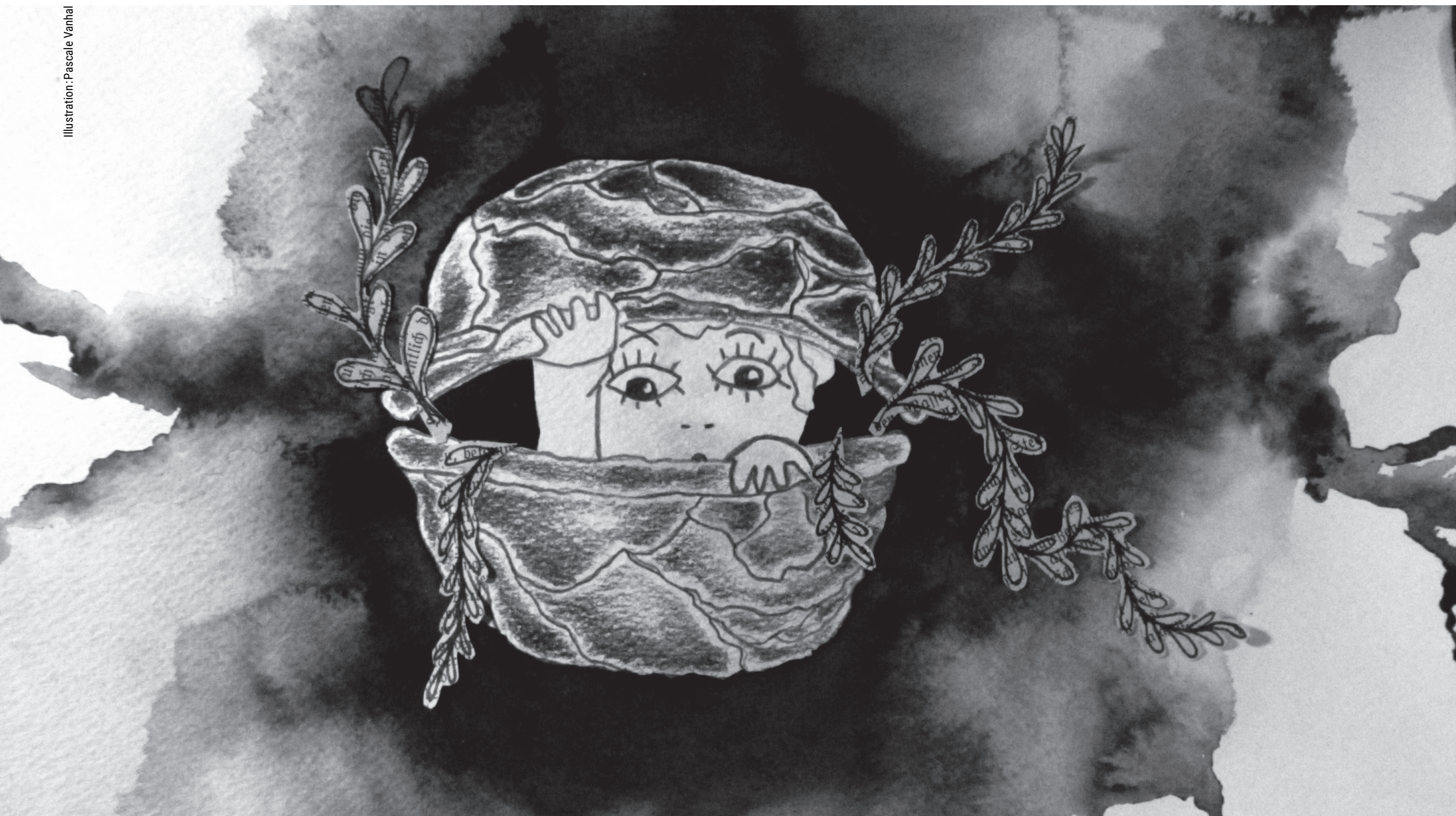
Comment en est-on arrivé là ? Le contexte immédiat de cette rétrogradation, qui revient finalement à mettre le monde politique à l'envers, est à trouver dans les « années de plomb » (1968–1988), qui ont vu l'apparition de mouvements terroristes, apparemment d'inspiration marxiste-léniniste, mais factuellement pilotés de l'extérieur². Terroriser l'opinion publique constitue, de toute évidence, le moyen le plus simple de faciliter une transition économique sans mettre les privilèges des oligarques en danger. Les « années de plomb » s'originent elles-mêmes dans l'autopsie de l'extractivisme pratiquée par le Club de Rome (1968–1972) et la première crise du pétrole (1973). Après trois siècles de libéralisme, le néolibéralisme éprouve donc le besoin de se renier tout en conservant sa vulgate : c'est ce qu'on appelle pratiquer le façadisme. La fin des « trente glorieuses » est ainsi celle de la sécurité sociale et de la démocratie « de marché ».

2. Une approche psychologique est également éclairante ; il suffira de contraster Abraham Maslow et Bruno Bettelheim pour s'en convaincre. Maslow expose pour la première fois sa théorie pyramidale des besoins (« needs », « drives ») en 1943³. Elle relègue, *volens nolens*, la liberté au rang d'épiphénomène de la nécessité. L'être humain aurait d'abord des besoins physiologiques (respiration, faim, soif, sexualité, sommeil, élimination), des besoins de sécurité (environnement stable et prévisible, sans anxiété ni crise), des besoins d'appartenance et d'amour (affection des autres, intimité), et des besoins d'estime (confiance et respect

de soi, reconnaissance des autres) avant de pouvoir exprimer le besoin d'accomplissement de soi (liberté, spontanéité, moralité, créativité). Maslow s'inscrit dans la tradition de l'épistémologie développementale et génétique de Piaget. Dans *Les Origines de l'intelligence chez l'enfant* (1936), Piaget distingue ainsi différents stades (ou périodes) : l'intelligence sensorimotrice (de la naissance à 2 ans), l'intelligence préopératoire (de 2 à 6 ans), l'intelligence opératoire (de 6 à 10 ans), l'intelligence formelle (de 10 à 16 ans). On comprend bien que l'enfant a d'abord besoin d'un environnement stable, d'affection et de confiance en lui avant de pouvoir prétendre voler de ses propres ailes et, plus particulièrement, de se *libérer* de ces contingences⁴.

Admettons que le petit d'homme arrive à l'âge adulte, qui serait donc l'âge de raison, cela veut-il dire que la pyramide des besoins demeure aussi inébranlable que Maslow à Brooklyn College ? Ce n'est pas l'avis de son contemporain Bettelheim qui, pour simplifier, la met sur sa pointe. La différence entre les deux théories tient à une expérience traumatique particulière : l'internement de Bettelheim à Dachau et Buchenwald en 1938-1939⁵. Ses conclusions sont radicales : lorsqu'un individu est pris dans un dispositif déshumanisant et que ses besoins physiologiques, de sécurité, d'appartenance et d'estime de soi ont été systématiquement détruits (comme ils peuvent l'être dans n'importe quel environnement toxique : familial, professionnel, sportif...), il ne reste que le besoin spirituel, entendu au sens large, sur lequel s'appuyer pour survivre. On ne peut vivre, finalement, qu'en donnant un sens à notre existence, que si moralité, créativité, liberté et spontanéité veulent encore dire quelque chose en pratique. C'est ici que réside la véritable sécurité, le socle labile sur lequel on peut prendre appui pour danser la vie. Bien sûr, comme l'image de la pyramide inversée en témoigne, ce socle est instable, incertain, vivant, mais telle est la condition humaine. Rien n'est jamais donné une fois

Illustration: Pascale Vanhal



pour toute ; il faut constamment reconstruire le sens sur lequel pourra exister un équilibre toujours précaire. « *La vie tout entière est risquée. Vivre sans prendre de risque n'est pas vraiment vivre. C'est être à demi-vivant, sous anesthésie spirituelle*⁶. » C'est ce que « liberté » veut dire.

3. On peut alors dépasser philosophiquement les contradictions pratiques et les paradoxes théoriques. Quelle que soit la cosmologie que l'on adopte, la vie ne peut être comprise que comme liberté. S'il fallait simplifier radicalement les schémas possibles, on contrasterait le dualisme — qui met l'esprit, et donc l'humain, en porte à faux avec la matière, et donc le monde —, et le monisme, qui comprend l'esprit et la matière à l'aide des mêmes catégories. Le dualisme pose la supériorité de l'esprit sur la matière et conçoit la liberté de l'homme comme le chiffre de son ascendant absolu (voire de sa transcendance) sur la, ou sur sa création. Le monisme tantôt vide le concept de liberté de son sens, sans toutefois pouvoir l'évacuer complètement, tantôt attribue la liberté à la totalité des êtres : « *Il considéra la vie, et la comprit et la conçut comme porteuse de l'esprit*⁷ ». Plus précisément : si la liberté consiste simplement à choisir — de préférence rationnellement — entre des alternatives pré-existantes, elle ne fait que ratifier l'ordre causal (déterministe) du monde. Politiquement, cela se produit lors des élections, qui constituent un dispositif redoutablement pervers : on abdique son pouvoir citoyen pour un candidat qui ne s'avère jamais fiable longtemps dans un spectre politique de plus en plus monochrome (brun-noir) ; lorsque les décisions liberticides sont prises, le mécanisme pervers classique est sollicité : le bourreau convainc la victime qu'elle est responsable de ce qui lui arrive, que c'est le libre jeu démocratique qui produit ses effets, inéluctablement. Quoi de plus sécurisant que d'abandonner sa liberté aux mains d'un pervers sécurisant, compétent, prospère et, finalement, tellement sympathique ? Psychologiquement, cela équivaut à tourner en rond dans sa prison mentale, à refuser le risque du changement, du franchissement de la porte, de la création de son devenir. François Roustang décrit le travail thérapeutique comme l'incitation à « *emprunter un chemin que vous ne connaissez pas pour aboutir en un lieu que vous ignorez pour y faire quelque chose dont vous êtes incapable*⁸ ». Il faut, au contraire, considérer que l'acte libre brise les chaînes causales passées pour instaurer un nouveau cadre existentiel. L'acte libre n'est donc pas compréhensible *a priori* (la raison rapporte tout au connu, elle ne peut saisir la vie intérieure, ce qui se fait ; elle ne saisit que le déjà fait⁹) ; il est seulement partiellement analysable *a posteriori*. L'acte véritablement libre est rare et

l'appel de la liberté peut être anxiogène, au sens où l'angoisse est le vertige qui accompagne le moment où la porte de notre prison mentale s'ouvre, mais où on refuse d'en franchir le seuil car on renoncerait alors au leurre de la sécurité¹⁰. Vivre exige de dépasser les doubles contraintes instrumentalisées par les politiques totalitaires et les relations toxiques. Vertigineuse liberté donc, qui nous renvoie directement au sens de notre trajectoire terrestre, à sa finitude, et à la responsabilité que nous avons de respecter la vie en nous et, à travers elle, l'élan vital dans sa totalité. Il ne saurait y avoir de sécurité dans l'impératif *Meurs et deviens qui tu seras*.

Michel Weber

- E.g., *Éduquer (à) l'anarchie* (2008), *De quelle révolution avons-nous besoin ?* (2013), *The Political Vindication of Radical Empiricism* (2016), *Pouvoir, sexe et climat* (2017), *Contre le totalitarisme transhumaniste* (2018), *Covid-19(84) ou La vérité (politique) du mensonge sanitaire* (2020), *Pouvoir de la décroissance* (2021), *Théorie et pratique du collectivisme oligarchique* (2021), *Anarchie, gnose et sagesse* (2021).
- Daniele Ganser, *Nato's secret Armies : Operation Gladio and Terrorism in Western Europe*. Foreword by John Prados, New York, Frank Cass, 2004..
- Abraham H. Maslow, « A Theory of Human Motivation » in *Psychological Review*, 50, 1943, pp. 370-396.
- Cette question de bon sens rebondira par exemple chez John Bowlby dans *A Secure Base. Parent-Child Attachment and Healthy Human Development* (London, Routledge, 1988).
- Bruno Bettelheim, « Individual and Mass Behavior in Extreme Situations » in *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 38, 1943, pp. 417-452.
- Anne Dufourmantelle, « Faut-il, comme Trump, jouer son va-tout ? », entretien du 19 octobre 2016 avec *M, le magazine du Monde*.
- Paul Valéry, « Discours sur Bergson » [1941], in *Œuvres I*, Paris, Gallimard, 1957, pp. 883-886.
- François Roustang, *Savoir attendre pour que la vie change*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2006, p.
- Henri Bergson, *L'Évolution du problème de la liberté. Cours au Collège de France 1904-1905*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017.
- « L'angoisse est le vertige de la liberté, qui naît parce que l'esprit veut poser la synthèse et que la liberté, plongeant alors dans son propre possible, saisit à cet instant la finitude et s'y accroche. Dans ce vertige la liberté s'affaisse. La psychologie ne va que jusque-là et refuse d'expliquer outre. Au même instant tout est changé, et quand la liberté se relève, elle se voit coupable. C'est entre ces deux instants qu'est le saut, qu'aucune science n'a expliqué ni ne peut expliquer. L'homme qui devient coupable dans l'angoisse, sa culpabilité est aussi ambiguë que possible. [...] Dans l'angoisse cet infini égotiste du possible ne nous tente pas, comme lorsqu'on est devant un choix, mais nous ensorcelle et nous inquiète. » (Søren Kierkegaard, *Le Concept de l'angoisse*, traduit du danois par Knud Ferlov et Jean-J. Gateau [1844] Paris, Librairie Gallimard, 1935, p. 89-90)

→ suite de la page 2

Rien, si ce n'est l'argent, tenant compte de l'envolée actionnariale du vaccin et de la manne du test PCR pour des laboratoires qui en Belgique en réalisaient 600 à 2000 par jour, à 47€ le test...

Entretemps, le dernier « papers » en date est passé par là, retourné dans les valises de l'histoire aussi vite qu'il est arrivé, Pandora de son petit nom. Car il n'y a que les appellations qui changent, à l'image de ceux qui découvrent l'ouragan avant qu'il ne frappe et le baptise d'un prénom. L'évasion fiscale et les divers trafics tuent évidemment dans des proportions inégales avec le Covid. D'ailleurs, la supercherie du Covid entre dans cette forme de criminalité organisée où, encore, financiers et politiques ont pu faire passer leurs intérêts avant tout. Et refourguer insidieusement leur très lucratif abonnement vaccinal à vie : « Un certificat de vaccination est valable pendant un an, à compter du jour de la vaccination »³. Bientôt, incapable de taire les morts des vaccins, nous diront-ils qu'il fallait en tuer certains pour en épargner d'autres?

Combien de temps tout cela va-t-il encore occuper nos esprits et nos corps, alors que la vie passe, et ne passe qu'une fois ? Sous la trompeuse volonté gouvernementale de sauver tout le monde, cette « déontologie utilitariste » à deux sens⁴, l'ordre politico-médiatique est parvenu à ce que le sujet fasse sien l'injonction gouvernementale à la vaccination. Il ne faut bien évidemment y voir aucune forme de solidarité dans une société où les « travailleurs sociaux », par exemple, pour ne citer qu'eux, s'emploient chaque jour à réparer, et donc pallier, les dégâts causés par des politiques iniques. On voit donc surgir ces « bons citoyens », prompts à obéir au chef quand cela les arrange, à « peu de frais »⁵, mais qui ne trouvaient rien à redire quand ceux qu'ils écoutent aujourd'hui, hier retiraient des moyens aux hôpitaux, favorisaient les multinationales en leur permettant de ne payer aucun impôt (cf. Didier Reynders et les intérêts notionnels), ne mettaient et ne mettent toujours rien en œuvre pour démanteler la fuite fiscale, etc.

Il aura fallu des décennies de matraquage publicitaire (réclames ou discours politiques), pour que le sujet ne soit même plus capable de percevoir ces contradictions évidentes,

qu'ils acceptent que des firmes pharmaceutiques déjà plusieurs fois condamnées dans le passé refourguent leur produit via leurs délégués commerciaux aux commandes politiques.

Deux conditions ont rendu possible cette forfaiture étatique qui laissera des traces dans l'histoire et, souhaitons-le, mettra un jour les responsables politiques et ceux à qui ils obéissent, sur le banc des accusés⁶ :

- une puissance médiatique parlant d'une même voix et se déclinant désormais sur des supports mobiles 24/24.

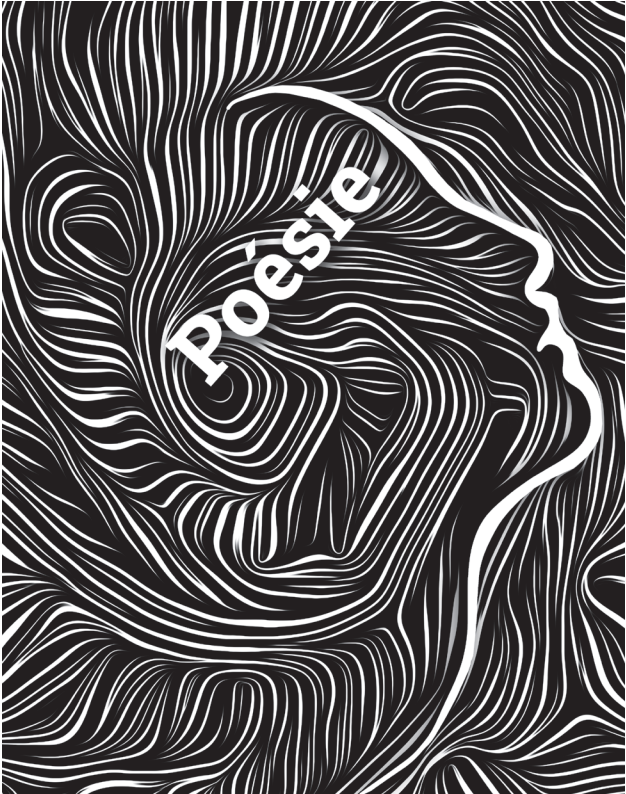
- Une société atomisée où le sujet, réceptacle des mensonges officiels, ne peut plus s'appuyer sur un tissu social hors matrice, pour faire de vrais choix. La liberté c'est l'esclavage, il faut dès lors une « société » désolidarisée pour que le sujet ne trouve plus que des ersatz de solidarité dans ces invitations spéciales à prendre soin les uns des autres.

Ceux qui sont issus des Boston Consulting Group (cf. Decroo), Mc Kinsey, Deloitte, dont le fonds de commerce est d'accroître la compétitivité, donc de se débarrasser de toutes les charges, n'ont aucune crédibilité à nous parler de ce qu'ils s'emploient chaque jour, par leur mesure, à détruire.

Leurs promesses ne sont que des linceuls qui cachent la mort qu'ils sèment.

Alexandre Penasse

- <https://covidsafe.be/fr/questions-frequentes/combien-de-temps-le-certificat-est-il-valable>
- À savoir, la déontologie « toute vie est sacrée » qui était avant l'ère vaccinale tout à fait trompeuse, mais présentée comme des plus altruistes est, à l'ère de la vaccination de masse, de l'utilitarisme qui ne dit pas son nom..
- Enfin, ce qu'on leur en disait, qu'il était gratuit et rapide de se faire vacciner. Les frais réels arrivent...*
- Ce jour-là, la prison remplira une fonction réellement sociale : elle ne servira plus comme aujourd'hui à gérer la misère générée politiquement, mais à punir ces hommes qui par leur politique généraient l'iniquité.



Dystopie... ou pas !

Dans cet ensemble nomade si décalé

Un Monde crispé, peur et sang mêlés

De l'aiguille fine à ton muscle gonflé

Le poison lourd et lent sourd, emperlé.

Matraqués, détraqués, tous hébétés

Tu tends le bras pour te croire en liberté

Et ce maillage qui se trace dans ton corps

Stigmate d'une vie cassée dans le décor.

Masque aux orties, c'est ce qu'ils disent

Ton cerveau figé sur des vacances exquises

Quand tout au fond de toi, rampe un futur

Qui peut-être sera aussi glacé qu'un mur.

Dans cet ensemble en marche si peureux

Un monstre sans tête, aux effets désastreux

Avance sur des douceurs tel un cadeau sucré

Seringue sur plat doré pour mieux te tenter.

Assommés, stupéfiés, tous sans réflexion

Face au sacro-saint vaccin, une gèneuflexion

Il est temps de mettre en suspension la folie

Qui t'entraîne vers des lendemains de sanie.

Dystopie... ou pas !

Marie-Ange Herman

Histoires de Codeco

Presque 600 jours depuis notre première conférence de presse, de nombreuses questions, aucune réponse sous forme d'un dialogue, aucun questionnement ou doute de la part du pouvoir en face. Mémoire de ces heures passées à vous montrer qu'ils travaillent pour autre chose que le bien commun, alors qu'ils nous coupèrent le micro, lancèrent le générique de fin en pleine question, nous empêchèrent de rentrer en conférence pendant plus de huit mois... censure d'État. Imaginez un instant, si toutes ces questions avaient été débattues démocratiquement...

CODECO N°1 - 15 AVRIL 2020

-Alexandre Penasse : Vous remerciez souvent les Belges pour leur participation et leur obéissance, leur civilité. Vous parlez également d'un avant et un après Covid-19. Alors je me demande vraiment s'il y aura un après covid-19 ? Et je vais peut-être être un peu dérangent, je vais vous parler de Monsieur Philippe De Backer qui a travaillé de 2009 à 2011 chez Vesalius Biocapital, et vous le choisissez comme responsable de la task force en charge de la recherche de matériaux indispensables pour lutter contre le coronavirus. Vesalius est un fonds d'investissement spécialisé dans les soins de santé au Luxembourg. Il faut savoir que dans son cabinet média, il y avait Luc Windmolders, ministre des médias, qui travaille pour KPN et qui participe notamment à nous imposer la 5G. Donc je ne vois pas beaucoup de principes de précaution dans votre gouvernement. On peut aussi parler de Bart Vermeulen, responsable politique pharmaceutique au cabinet de Maggie De Block... Il était chef économie chez pharma.be. Parlons aussi de Marc Van Ranst qui était au comité Influenza en 2009 et qui avait été payé par la multinationale GSK. Donc ma question est, par rapport aux décisions que vous prenez maintenant, quelle légitimité démocratique y-a-t-il à prendre ce genre de décisions quand la plupart des membres qui décident et qui réfléchissent font partie des multinationales et de la finance ? (...)

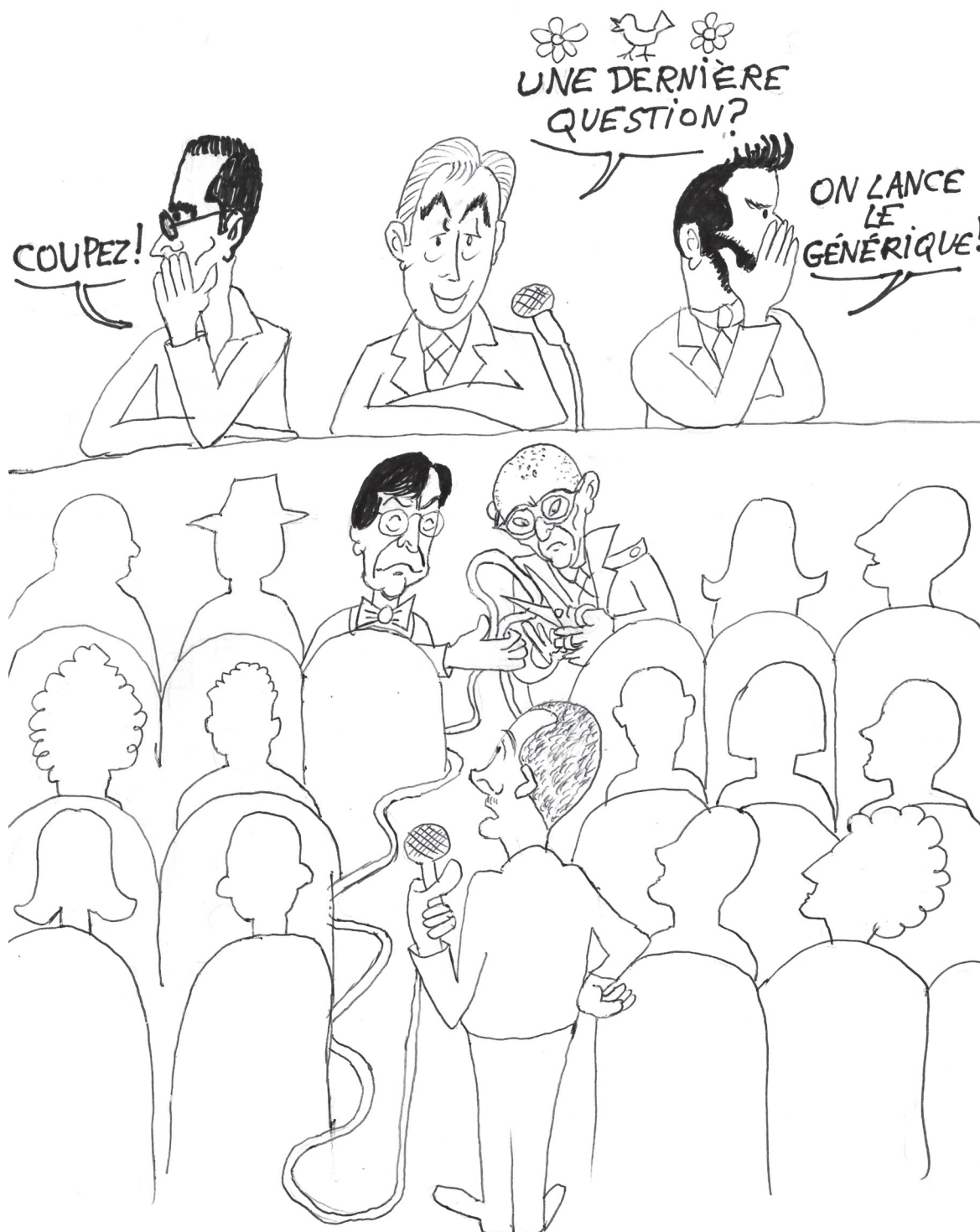
-Sophie Wilmès : Vous venez d'introduire dans cette salle de presse la question biaisée politiquement, ce qui en général, n'est pas l'habitude des journalistes. Soit. Je rappellerai quand même que les gens sont libres de travailler, de changer de carrière, de décider de s'engager pour le bien commun, peu importe ce qu'ils ont fait avant, et je peux vous garantir que ce n'est pas la société pour laquelle vous travaillez qui définit l'homme ou la femme que vous êtes. C'est en tout cas la liberté fondamentale dans laquelle on croit encore dans ce pays. Je rappellerai, pour sortir de la polémique, le processus décisionnel dans lequel nous sommes inscrits, à savoir des groupes d'experts qui, de par leurs connaissances, leurs expériences, leur volonté aussi de se consacrer, en dehors de leurs heures de travail, sans compensation, pour le bien commun. Ils travaillent jour et nuit pour nous apporter des conseils. Derrière cela, la décision politique est ce qu'elle est,

c'est-à-dire qu'elle revient au politique. C'est le politique qui prend ces décisions, et derrière ou avant le politique, il y a des élections, puis il y a aussi des votes de confiance au Parlement. Il y a aussi la volonté en ce qui concerne ce gouvernement fédéral, d'élargir l'adhésion, puisque, alors qu'il n'est pas obligé de le faire, il prend ces décisions d'un commun accord avec les entités fédérées, s'agissant de questions fondamentales pour la santé et la vie de nos concitoyens.

gérée de façon totalement antidémocratique comme de nombreuses autres choses qui devraient nous concerner toutes et tous. C'est la seule solution le vaccin ?

-Alexander De Croo : Oui, on se laisse « adviser » par des scientifiques, et jusque maintenant je n'ai pas encore vu un scientifique sérieux qui m'explique qu'il y aurait une autre solution

- AP: J'en ai vu beaucoup comme journaliste.



CODECO N°2 - 27 NOVEMBRE 2020

-Alexandre Penasse : Des dizaines de milliers de chômeurs, une augmentation massive de suicides, des violences familiales exacerbées, des personnes mises à la rue, un décrochage scolaire massif, divorces, alcoolisme, violences sociales, croissance des cas psychiatriques, perte de repère notamment chez les jeunes totalement incapables de se projeter dans l'avenir, étudiants du supérieur rivés devant des écrans toute la journée, en dépression, paupérisés par l'absence de job. Afin d'évaluer le rapport coûts-bénéfices des mesures politiques prises contre le Covid : quand comptabiliserons-nous les conséquences sociales, économiques et sanitaires de ces mesures ? Ne pensez-vous pas que les effets supposés bénéfiques de vos mesures sont contrebalancés par leurs conséquences négatives ?

-Alexander De Croo : Monsieur, vous savez combien de gens ont perdu la vie à cause du Covid ? Vous savez quel est le coût médical de gens qui auraient dû avoir droit à des soins qui n'ont pas eu droit à des soins ? Je pense que vous sous-estimez ou bien j'ai l'impression que vous êtes en train de nier la réalité, mais on voit que l'impact de société du côté médical de cette crise est énorme et je pense que les mesures que nous prenons sont des mesures qui sont tout à fait justifiées.

CODECO N°3 - 18 DÉCEMBRE 2020

-Alexandre Penasse : Il y a beaucoup de gens qui ont remis en question le schéma vaccinal qui semble inéluctable, mais vous ne répondez jamais à ces interrogations. Le débat semble complètement cadenassé en Belgique. Cette crise du Covid n'est-elle pas

- **ADC**: Vous ...ous en voyez d'autres que moi, mais tous les scientifiques sérieux me disent que la seule solution, c'est le vaccin et on commencerait à vacciner fin de l'année.

- **AP** : Peut-on en débattre démocratiquement, Monsieur De Croo ? Les gens comprennent certainement que vous voulez sauver des vies, mais ils ne comprennent pas pourquoi vous ne l'avez pas fait avant. Vous parlez maintenant d'une troisième vague, à la troisième on parlera de la quatrième peut-être. Qu'avez-vous fait depuis mars pour essayer d'endiguer ça ? Notamment pour les hôpitaux publics.

- **ADC** : On a fait un refinancement des hôpitaux de minimum 4 milliards. On a pris des mesures qui étaient très sévères, et dans une période de 8 semaines, on est passé du pire élève à aujourd'hui. Il y a peu de pays qui font mieux que nous, mais si vous pensez qu'il y a une solution magique pour gérer cette crise, montrez-la moi ! Et montrez-moi un pays qui a aujourd'hui trouvé une solution magique sauf des pays qui sont extrêmement éloignés comme la Nouvelle-Zélande, mais ça géographiquement, c'est un peu différent.

- **AP** : Je n'ai pas dit qu'il y avait une solution magique. Je vous ai posé une question la dernière fois, le direct a été coupé, où je vous demandais les effets notamment collatéraux des mesures qui sont en train d'être prises avec des gens qui meurent, des suicides etc.

- **ADC** : Comme toujours , si vous voulez faire passez des messages, présentez-vous aux élections, vous êtes candidat, vous êtes élu au parlement, vous avez un message. Une conférence de presse, c'est pour poser des questions pas pour faire des déclarations politiques.

CODECO N°4 - 22 JANVIER 2021

- **Alexandre Penasse** : Quels sont vos véritables critères de ce qui est essentiel ou pas en ce sens que la réception du Nouvel An de l'Open VLD était-elle essentielle vu le flagrant délit et le principe d'égalité des Belges devant la loi¹ ? Pouvez-vous nous confirmer que l'organisateur ainsi que les invités ont eu une amende comme les autres ?

- **Alexander De Croo** : Juste comme ici, des événements auxquels je participe, je demande toujours si les règles sont respectées, et c'était le cas.

[...]

- **AP** : Je me mets un peu à la place des barmans, des restaurateurs, des coiffeurs, [...] pour revenir sur ce point d'essentiels et non-essentiels. Comment justifiez-vous qu'il y ait des bus et des supermarchés bondés, alors que les théâtres, cinémas, restos sont vides, que les professionnels du sport puissent continuer à jouer, alors que les enfants, et on sait que c'est essentiel pour l'immunité, ne peuvent plus faire de sport ?

- **ADC** : Il y a certaines activités que l'on veut maintenir, comme les écoles. Je pense qu'il n'y a pas beaucoup de doute au fait qu'on veuille garder les écoles ouvertes. Les transports publics sont nécessaires pour pouvoir se déplacer et que des magasins soient ouverts, je pense que c'est une bonne chose, mais c'est sous conditions de règles qui sont très strictes. Je vois d'ailleurs que les commerçants font tout pour les appliquer.

CODECO N°5 - 5 FÉVRIER 2021

- **Alexandre Penasse** : Comment justifiez-vous dans les faits que les citoyens n'aient plus le droit de manifester librement ? Trouvez-vous cela normal que des déploiements policiers comme ceux du 31 janvier [manifestation] soient systématiques ? Le droit de manifester est inscrit dans la constitution, mais les gens ont peur de prendre des amendes, de prendre des coups ou d'être arrêtés et donc ne manifestent plus ou ont peur d'aller manifester. Qu'est-ce que vous en pensez ?

- **Alexander De Croo** : Il y a un droit de manifester. De manifester d'une manière statique avec un maximum de cent personnes, mais c'est aux villes de décider s'ils pensent que c'est autorisé de faire une manifestation ou pas. Par exemple, dans la commune où j'habite, on a donné une autorisation de faire une manifestation, il y avait douze personnes, mais il y avait l'autorisation de le faire.

- **AP** : Le Premier et son gouvernement sont-ils au courant qu'une des plus grandes études vient de sortir d'un grand épidémiologiste de l'université de Standford ? Il a comparé différents pays entre eux et il a montré qu'il n'y a aucun bénéfice significatif des mesures sociales les plus coercitives sur la propagation du

SARS-cov-2 donc, est-ce que le gouvernement tient compte de ces études ? Est-ce qu'ils vont adapter leurs mesures quand on sait que la fermeture des coiffeurs, des restos et des bars, le confinement et le couvre-feu n'ont aucune preuve d'efficacité (micro coupé), allez-vous tenir compte de ça pour les restaurants ou les bars ?

- **ADC** : Non. J'ai vu un résumé d'étude qui montre clairement que les mesures de confinement sont les seules mesures qui ont prouvé dans tous les pays que ça a des effets. Vous citez une étude que je n'ai pas vue, mais il y a un résumé qui montre que les mesures de confinement sont les mesures qui sont les plus efficaces. On le voit partout. Les pays qui ont une flambée, Portugal, Irlande, Royaume-Uni, pourquoi ça s'est passé ? Parce qu'à un moment donné, ils ont lâché et l'effet a été pratiquement immédiat.

CODECO N°6 - 27 FÉVRIER 2021

- **Alexandre Penasse** : Toutes les mesures politiques sont basées sur des chiffres qui viennent de test PCR, dont M. Van Laethem a dit que le cycle d'amplification était beaucoup trop haut, dans "Ceci n'est pas un complot". Est-ce que vous allez tenir compte d'avis d'autres scientifiques, d'autres études qui disent qu'il faut prendre des cycles d'amplification beaucoup plus bas et qu'on ne confondra plus cas positif et malade du Covid ? Parce qu'en termes de coûts-bénéfices, c'est un peu catastrophique.

- **Alexander De Croo** : Vous pouvez douter de beaucoup de choses, et de beaucoup de faits. Mais si vous lisez les journaux, vous allez voir qu'il y a une chose que l'on voit beaucoup plus, c'est des faire-parts. Vous pouvez douter de beaucoup de choses, mais ça, c'est une réalité que l'on ne peut pas nier.

CODECO N°7 - 5 MARS 2021

- **Alexandre Penasse** : J'ai parfois l'impression d'être à un conseil d'administration d'Astrazeneca ou de Pfizer. Je comprends que vous craigniez pour la population, mais la vaccination n'est pas obligatoire et pourtant je vois dans le communiqué de presse que vous venez de donner aux journalistes que votre plan d'avril, plan plein air et plan d'investissements massifs dans les tests rapides, est conditionné à l'avancement de la campagne de vaccination. Ma question est : si certaines personnes, c'est leurs choix, refusent de se faire vacciner, est-ce que ces plans et donc cette reprise d'une vie normale vont être conditionnés à la vaccination ? Si les gens ne se vaccinent pas qu'est-ce qu'on fait, c'est un droit, c'est un choix ?

- **Alexander De Croo** : C'est un droit, mais heureusement on voit que beaucoup de gens sont en train de se vacciner, c'est une bonne chose. Et comme Monsieur Jeholet l'a dit tout à l'heure, la vaccination est un choix personnel, mais c'est aussi une responsabilité collective. Si à un moment donné on veut que nous tous, et certainement notre population plus jeune, puisse de nouveau avoir la liberté qu'elle espère avoir, il y a un lien direct avec la vaccination. Je vais vous donner un exemple : dans les centres, dans les maisons de repos, on a vu que les hospitalisations ont chuté de presque 80 % grâce au fait que les gens sont vaccinés. La vaccination fonctionne et heureusement une très grande partie des Belges qui reçoivent une invitation acceptent et se font vacciner.

- **AP** : Vous parliez la dernière fois du fait que vos mesures politiques étaient basées sur la rubrique nécrologique et les faire-parts puisqu'il y avait plus de morts. Le bulletin du 3 mars 2021 de Sciensano indique que les morts ne font que diminuer donc ils indiquent moins 29 %. Je me demandais où vous alliez rechercher vos chiffres si on n'a pas les mêmes, et de manière générale est-ce que vous seriez prêt, après un an de situation Covid, à mettre sur le site du gouvernement sur quelles études scientifiques vous vous basez parce que je réitère : nous en avons d'autres nous journalistes, et nous entendons d'autres points de vue qui ne passent pas...

- **ADC** : D'abord le fait que les décès diminuent, ça montre que les mesures fonctionnent. Et heureusement que les décès diminuent parce qu'on a eu des moments où il y en avait des centaines par jour. C'était des personnes, des amis, des frères, des sœurs que les gens devaient quitter. La base scientifique, les rapports de Sciensano sont publics, sont disponibles sur les différents sites web, et vous pouvez les utiliser, scruter et critiquer si vous voulez.

CODECO N°8 - 19 MARS 2021

- **Alexandre Penasse** : Qui représentez-vous Monsieur De Croo.

- **Alexander De Croo** : [hésitations]. Le gouvernement fédéral et

les gouvernements qui faisaient partie du comité de concertation.

- **AP** : Si vous êtes le ministre de tous les Belges, pourquoi n'écoutez-vous pas ceux qui pensent autrement que vous, pourquoi basez-vous vos décisions sur une poignée de scientifiques alors que je vous ai déjà indiqué l'erreur soulevée par de nombreux scientifiques et médecins que je rencontre en tant que journaliste, de baser le comptage sur des tests PCR dont les cycles d'amplification sont beaucoup trop grands. Je ne comprends pas pourquoi toute voix dissidente est censurée et je respecte et comprends votre position, mais normalement en démocratie, il doit pouvoir y avoir du débat et toutes les positions différentes doivent pouvoir être entendues. Ma question est, pour monsieur Vandenberghe aussi, pourquoi toute voix dissidente est censurée ?

- **ADC** : Monsieur j'ai compris votre question. C'est assez grave ce que vous dites : où est la censure ? Où est-ce que vous voyez de la censure ? Est-ce qu'il y a quelque part une voix que j'aurais censurée ? Nous vivons dans un pays libre où les gens peuvent s'exprimer, peuvent poser des questions. J'essaie au maximum d'aller au dialogue et je vois pas vraiment où vous parlez de censure.

CODECO N°9 - 24 MARS 2021

- **Alexandre Penasse** : Le 27 novembre, je vous avais posé une question pour laquelle je n'avais pas obtenu de réponse. Pouvez-vous chiffrer les coûts humains socio-économiques de vos mesures Covid par rapport à ces bénéfices ? Je trouve ça important vu ce que vont subir les Belges maintenant pendant un mois et je voudrais ajouter que d'un point de vue psychologique, les soins de santé de psychiatrie sont débordés et j'ai l'impression que ce qui se passe est gravissime.

- **Alexander De Croo** : En tout cas Monsieur, moi je constate que vous êtes ici, donc on ne vous a clairement pas interdit de venir et vous avez l'occasion de poser des questions donc je ne vois pas très bien ce que vous voulez dire. Le coût ! Estimer un coût humain, c'est difficile. Mais il y a quand même 22.000 personnes qui sont décédées à cause du Covid. Des gens parfois âgés, mais parfois des gens très jeunes aussi... Et certains pays qui avaient pensé à un moment donné que des mesures n'étaient pas nécessaires, ont quand même pris des mesures. On fera l'analyse après de quel a été le coût global de la pandémie Covid et si les mesures qu'on a prises étaient les bonnes mesures ou pas. Mais faire l'évaluation en pleine crise, je pense que c'est un peu difficile. La question que vous posez est clairement une question qui sera répondue à un moment donné.

CODECO N°10 - 14 AVRIL 2021

- **Alexandre Penasse** : Je voudrais un tout petit peu élargir le débat par rapport aux attaches idéologiques qui peuvent justifier certaines décisions... Monsieur De Croo, vous avez été Young Global Leader du Forum économique mondial. Vous avez récemment fait une vidéoconférence avec Klaus Schwab président et fondateur du Forum. Klaus Schwab prédit que 80 % de l'horeca ne se remettra pas du covid, il dit aussi que les pauvres seront beaucoup plus pauvres après le covid, il dit aussi que personne ne sera en sécurité tant que le monde ne sera pas vacciné alors que les résultats dans les pays qui ont vacciné, il faudrait en discuter. Les pays qui ont vacciné massivement comme le Brésil, le Chili ou Israël montrent son peu d'efficacité, ses effets sur les variants et le risque pour la santé, certains disent que nous sommes dans une phase expérimentale et que nous sommes en fin de compte des cobayes, mais ça on pourra en rediscuter...

Ma question est : que représente Klaus Schwab pour vous, Monsieur De Croo, et en quoi les idées du Forum économique mondial influencent-elles les décisions politiques que vous prenez ?

- **Alexander De Croo** : D'aucune manière. On prend nos décisions basées sur des allégations scientifiques, comme je l'ai dit. Sur ce qu'on ressent et sur ce qu'on pense qui sont des décisions prudentes et réalistes. Et c'est ça les décisions que nous avons prises.

CODECO N°11 - 23 AVRIL 2021

- **Alexandre Penasse** : 50 % des gens n'adhèrent pas aux règles du gouvernement, c'est Monsieur Di Rupo qui le rappelait la semaine dernière. Monsieur Van Ranst est lui-même sous protection policière. Des centaines de médecins et scientifiques notamment ne sont pas d'accord avec les analyses et les mesures préconisées

¹ <https://www.lesoir.be/349393/article/2021-01-17/voeux-de-nouvel-de-lopen-vld-la-photo-qui-fait-polemique>

1) Le Covid à l'aune d'autres expériences : RDA, Roumanie, Chili

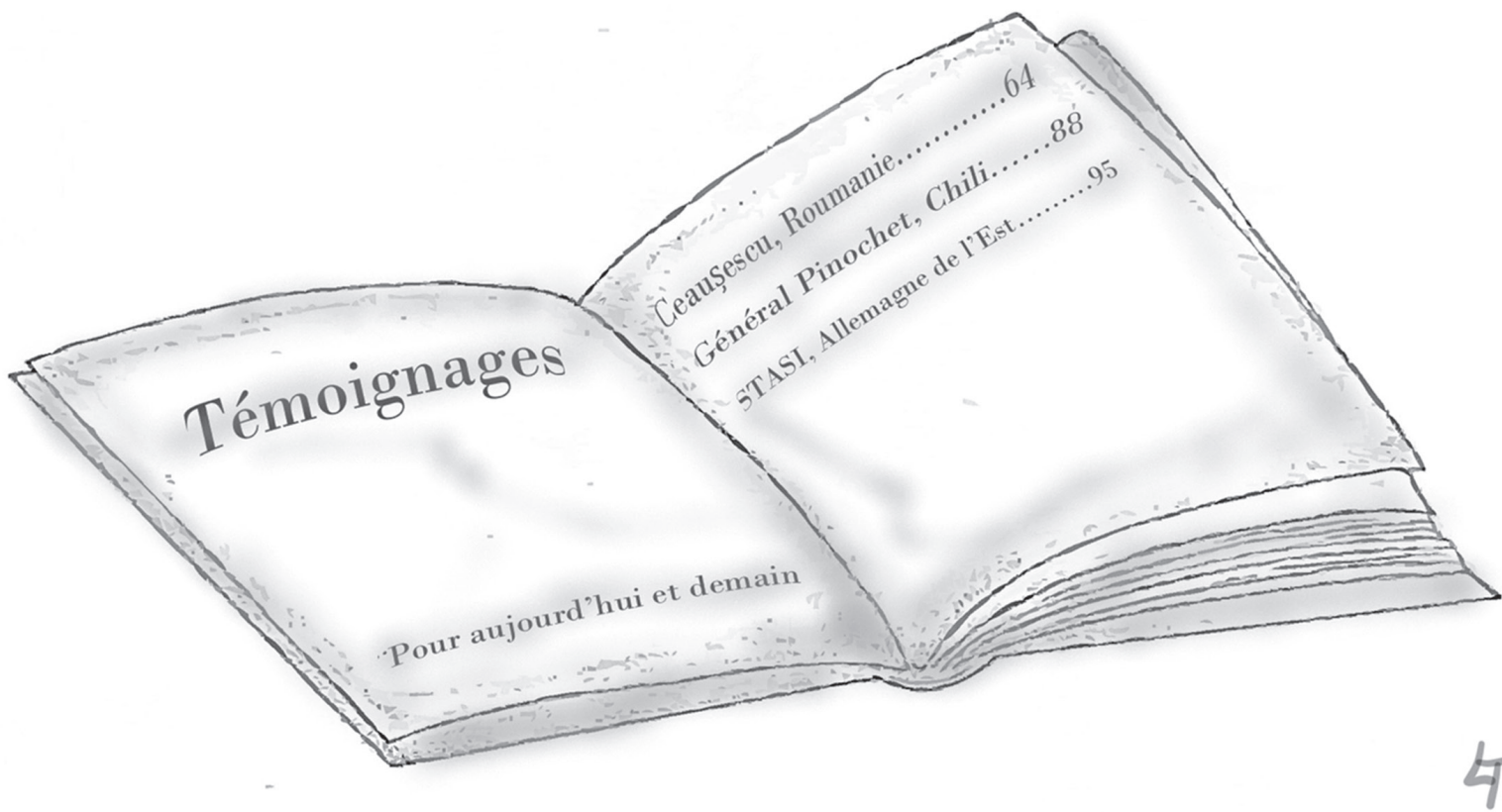


Illustration: Louis Trouveroy

« Je m'inquiète du totalitarisme à prétexte sanitaire qui se renforce de semaine en semaine », confiai-je, en septembre dernier, à une connaissance attablée à la terrasse du Café Randaxhe, dans le quartier liégeois d'Outremeuse que j'affectionne tant. « Meuh non, avec quoi tu viens ?! », ricana-t-elle, « rien à voir, nous en sommes à mille lieux ! Le jour où une police politique t'arrêtera chez toi à six heures du mat' pour t'emmener avec une cagoule sur la tête vers un centre de torture, là tu pourras parler de totalitarisme, ou de dictature, si tu veux ». Par contraste avec ses terribles paroles, elle trempa ensuite ses lèvres avec délectation dans sa bière pression, un acte dont la possibilité même relève de la démocratie, n'est-ce pas ? Il est fréquent de lire ou d'entendre ce genre de propos politiquement rassurants associés à des paroles sanitairesment catastrophistes sur le variant-Delta-qui-a-débarqué-à-la-entrée-2021-pour-faire-remonter-la-courbe-des-hospitalisations-covid (ah, le salaud !). Tiens, chez moi, c'est juste l'inverse ! Très similaire à celui de septembre 2020 — avec la pression vaccinale en plus —, le récit du psychobiopouvoir commence à sérieusement taper sur les nerfs — en tout cas les miens — et devrait pour le moins mettre la puce à l'oreille des « gens ordinaires qui s'éveillent peu à peu à la lutte contre les seigneurs de la propriété et leurs laquais appointés¹ ».

Dans une situation inédite comme la nôtre, où « la réalité elle-même devient irréaliste et délirante » (Michel Freitag, 2003), il est difficile de nommer très précisément ce qui advient, politiquement parlant. Trouver les mots justes, oser ne pas se mentir ni se rassurer à bon compte. L'an dernier, j'avais déjà suggéré que, quitte à avoir peur, mieux valait diriger celle-ci vers le caractère anti-démocratique et liberticide des mesures politico-sanitaires des gouvernements que vers le virus lui-même². Au printemps 2020, on pouvait à la rigueur se contenter, chez les gens lucides, de parler de dérive autoritaire, mais entre-temps nous sommes passés à la vitesse supérieure. Comment dès lors nommer la forme (anti-)politique qui est là et continuera d'évoluer jusqu'à son paroxysme, sauf épisode révolutionnaire ou effondrement généralisé ? Les classifications habituelles de la philosophie politique — dictature, oligarchie, tyrannie, biopouvoir, technocratie, ploutocratie, totalitarisme — sont-elles toujours praticables ? Ne devons-nous pas porter notre attention vers des concepts plus récents comme « logique de régulation systémique » ou « système auto-référentiel fonctionnant sans sujet ni fin » proposés par Michel Freitag³ ?

Pour distinguer le phénomène de l'essence — autrement dit comprendre à partir de l'observation des faits pour ensuite tenter d'atteindre une essence —, nous nous sommes d'abord adressés à trois personnes qui ont vécu jadis dans un régime non démocratique (le Chili, la Roumanie, la République « démocratique » d'Allemagne) et leur avons demandé de comparer ce qu'il ont vécu avec la situation actuelle. Une quatrième a fourni une contextualisation théorique de ces témoignages. De nationalité française, né en 1957, il a toujours connu la démocratie, mais s'est intéressé de près au phénomène totalitaire dans le cadre de ses recherches académiques⁴. Il est par ailleurs collaborateur occasionnel de notre journal.

Bernard Legros

1 George Orwell, *Sur le nationalisme et autres textes*, Payot, 2021, p. 109.
2 Cf. <https://www.kairospresse.be/de-quoi-devrions-nous-avoir-peur/?highlight=Bernard%20Legros>
3 Cf. Michel Freitag, *Formes de la société*. Vol. 3. Totalitarismes, Liber, 2020.
4 Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident. Sacralité politique*, I, Hermann, 2015.

MARIA (PRÉNOM D'EMPRUNT), 61 ANS, CITOYENNE BELGE D'ORIGINE ROUMAINE, ENSEIGNANTE.

Avant de quitter la Roumanie, j'ai exprimé mon profond désaccord avec la politique dictatoriale du régime de Nicolae Ceaușescu, en l'occurrence la privation de liberté du peuple roumain. Comme points communs avec le régime covidiste, j'en vois plusieurs : la peur qui s'installe au niveau de la société, la plupart de la population se résignant et ne questionnant pas les agissements du gouvernement ; la délation, qui conduit à l'installation de la méfiance entre les gens et au contrôle permanent de la population ; la distance qui se creuse entre les élites et la population ; la création d'instances spéciales qui œuvrent au bénéfice de la classe dirigeante en imposant des règlements adoptés par celle-ci ; le renforcement du rôle de l'État, qui adopte une attitude paternaliste à l'égard du peuple, ce dernier ne questionnant même plus les mesures prises par le gouvernement ; le contre-pouvoir est presque inexistant, à l'exception de certaines manifestations ; la perturbation de l'environnement émotionnel des gens,

surtout de celui des jeunes, qui ne voient plus aucune perspective de vie ; enfin, l'obéissance de la société, sa soumission aux exigences des gouvernements et sa résignation devant des provocations qu'elle considère insurmontables. Pour ces raisons, je considère que nous vivons en Belgique dans une démocratie autoritaire. L'utilisation, entre autres, de la santé publique comme prétexte pour imposer la nouvelle réglementation me rappelle les méthodes utilisées par Ceaușescu. Par définition, la démocratie est intimement liée à la liberté. À présent, la liberté est devenue, malheureusement, une notion presque théorique. Des gens rentrent en dissidence politique, alors que celle-ci, par définition, est spécifique des régimes dictatoriaux et totalitaires, mais ne se rencontre normalement pas dans les démocraties occidentales. Cependant, la réaction de la société civile dans plusieurs pays est un bon signe. Les gens se sont rendu compte que leur santé est instrumentalisée par les divers gouvernements comme un

prétexte. La santé a été trop politisée partout dans le monde. De telles mesures n'ont pas été prises à cause d'autres maladies, ce qui est très étrange ! Je n'habite pas en Roumanie, mais je sais que la classe politique roumaine actuelle est en train de s'adapter au statut des pays membres de l'UE, ce qui présente quelques difficultés. Afin de ne pas commettre d'erreurs, elle s'inspire en permanence des actions et décisions prises par d'autres dirigeants européens. Les "left-overs" de la dictature communiste persistent ci et là, ce qui empêche le développement réel et cohérent du pays.

JORGE PALMA, 72 ANS, EXILÉ D'ORIGINE CHILIENNE, DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS, ANCIEN ASSISTANT À L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE.

Comme premier point commun entre la dictature chilienne (1973-1990) et l'involution démocratique actuelle du monde occidental — antérieure à la crise sanitaire actuelle mais accélérée avec force avec celle-ci —, je pense de suite à la phase de préparation du coup d'État de 1973 par la droite chilienne. Dès l'arrivée de Salvador Allende au gouvernement, les médias, qui appartenaient tous à l'opposition de droite (et en partie du centre), suivant directement la ligne Nixon-Kissinger, l'ont attaqué sans merci, le présentant comme un danger communiste à stopper absolument, alors que les réformes structurelles menées en avant par Allende l'ont été dans le cadre du plus strict respect de la démocratie et de l'État de droit.

Tactique de la peur. La campagne médiatique contre Allende était permanente et rapidement est apparue l'idée de l'ennemi intérieur, exacerbée par après en temps de dictature. La propagande de la droite a fait circuler l'idée qu'au sein de la gauche il y avait un noyau dur qui préparait une révolution communiste violente, le prétendu « plan Z » inspiré, dans les têtes fiévreuses de la droite, du titre du film de Costa-Gavras en 1969. Ce plan, pièce d'une tactique de guerre psychologique (Psy-Op), s'est avéré une pure invention. L'Histoire connaît aujourd'hui le nom du journaliste l'ayant rédigé. Ce faux plan a servi toutefois de prétexte pour justifier une répression féroce dès le déclenchement du putsch. « Des membres de l'élite économique allaient être assassinés ». Il y avait, soi-disant, une menace secrète, interne, et on ne savait pas d'où elle allait venir. L'opposition de droite, assistée par les États-Unis, cherchait à unir beaucoup de monde contre cette figure de l'ennemi intérieur, tout comme chez nous le pouvoir se sert aujourd'hui du virus en tant que redoutable ennemi intérieur et catalyseur de politiques. Résultat, tout le spectre de la droite était contre le gouvernement, prêt à tout pour le renverser, avec la promesse de nouvelles élections quelques mois plus tard, élections qui ne vinrent jamais.

Un autre point commun : la propagande médiatique permanente allant crescendo pour formater l'opinion. Il était difficile pour la gauche de la contrer, car elle ne possédait que très peu de médias, alors que les médias de droite étaient financés par les États-Unis. Ajoutons à cela les attentats contre des installations (pylônes, conduites de gaz), qui créaient un climat de chaos. Le président a bien tenté une sortie politique en invitant des militaires dans son cabinet, mais ce fut une arme à double tranchant, une cinquième colonne qui s'est retournée finalement contre lui. À l'époque, le Chili était cité comme un exemple de

démocratie en Amérique du sud. Mais du jour au lendemain, tout fut renversé par un putsch.

Si avant le putsch la propagande anti-démocratique venait de l'opposition au gouvernement, dès l'installation du nouveau pouvoir civil-militaire au Chili, la propagande ultralibérale et anti-gauche a acquis des dimensions gigantesques et est venue du pouvoir, tout comme aujourd'hui en Belgique, en France et ailleurs, la propagande vient du pouvoir politique.

Faisons un saut dans le temps : au Chili, ladite « pandémie » est survenue sous un gouvernement de droite. Or, les plus exigeants au niveau des mesures sanitaires restrictives, qui clament que le gouvernement n'en fait pas assez, ce sont les leaders de la gauche, ce qui est aussi une façon plutôt malhonnête d'embarrasser le pouvoir, en se servant de la crise sanitaire pour lui mettre la pression. Résultat : le pays se classe dans le palmarès mondial en termes de vaccination de masse ; heureusement pour les Chiliens, majoritairement avec un « vrai » vaccin à virus inactivé...

Les points communs entre la situation de déchéance de l'État de droit que nous vivons aujourd'hui en Occident et la dictature chilienne sont troublants. Pinochet stigmatisait par la figure du « terroriste », le gouvernement le fait par la figure du « complotiste » aujourd'hui. Pinochet avait aussi recouru à la culpabilisation du mauvais citoyen, via la figure de l'« irresponsable » qui, par sa conduite, « mettait en péril le succès du gouvernement du Chili » (sic !). C'en est l'équivalent parfait de la figure de l'« égoïste » anti-masque, anti-vax, anti gestes-barrière fabriquée par le pouvoir sanitaire de chez nous à des fins également de culpabilisation/manipulation/soumission. Un autre exemple frappant : la rhétorique hygiéniste utilisée par les idéologues de Pinochet pour désigner leurs ennemis politiques. Ainsi, le « non-vacciné contaminant, dangereux, accusé de pouvoir prolonger la pandémie » ici avait son correspondant médical parfait dans la figure du « cancer marxiste » qu'il fallait extirper à tout prix, comme pour certains « éradiquer » le virus est la mission.

Autre caractéristique commune frappante : le discours économique. Les louanges du « Modèle » étaient devenues le thème unique des médias. La radio et la télévision martelaient les versets ultralibéraux de ces économistes « Chicago Boys » : « économie de marché », « marché régulateur », « avantages comparatifs », « exportations non-traditionnelles », etc. Ici, le

thème unique qui a monopolisé les médias fut la pandémie, le virus, les cas, les hospitalisés, les morts, les gestes-barrières, le confinement, etc. Et, bien sûr, tant là-bas qu'ici, les couvre-feux et les états d'urgence récurrents ad libitum...

En 2021, il est compliqué, rhétoriquement parlant, de catégoriser le régime politique actuel de la Belgique et d'autres pays d'Europe. Si on parle de dictature, les gens pensent immédiatement aux mots fusils, enlèvements, torture, etc. Le terme totalitarisme convient mieux, à mon sens. Un totalitarisme n'est pas obligatoirement sanglant, d'autant plus que les moyens de communication et de surveillance de masse actuels sont bien plus performants que la violence physique. Forme « soft » pour une efficacité maximale ! Si les individus adhèrent aujourd'hui au discours politico-médiatique, c'est surtout à cause de la campagne de la peur et d'une propagande culpabilisatrice qui dispose de moyens physiques et psychologiques énormes.

De ces deux conditions d'un régime fasciste, 1) Une connivence totale entre le grand capital, en particulier multinational, et le pouvoir ; 2) l'existence d'un parti de masse fasciste, au moins la première est remplie. Le patronat commence même à s'intéresser à des fonctions de contrôle, de répression et d'imposition de la vaccination au sein de l'entreprise. Quant à la seconde, elle est bien suppléée par l'existence d'une presse soumise au pouvoir comme jamais auparavant. Ce qu'il convient de souligner est surtout l'us et abus par le pouvoir de l'état d'urgence permanent, l'outrepassement de l'État de droit, les mesures illégales et anticonstitutionnelles violant leurs propres lois, comme, par exemple, l'exclusion, dans un premier temps, de la loi Pandémie car elle ne permettait pas le « Covid Safe Ticket », suivie d'une activation toute aussi illégale de celui-ci (bien que les conditions sanitaires exigées par la loi elle-même ne sont pas remplies) qui permet un état d'exception plus musclé. La ligue des droits humains dirait dans un communiqué que « Le gouvernement se met hors la loi ». En fait, c'est ce qu'il n'a cessé de faire depuis le début de cette crise sanitaire. Il a adopté donc une mesure illégale et anticonstitutionnelle. Je peux vous l'assurer, pour l'avoir vécu dans ma propre chair dans mon pays d'origine : c'est exactement ainsi qu'agissent les dictatures. C'est exactement ainsi que, là-bas, l'état d'urgence fut reconduit chaque année durant 17 ans, jusqu'à ce que le peuple arrête les meneurs de cette politique via un référendum arraché dans la rue.

ANKE HERMANN, 52 ANS, THÉRAPEUTE EN SHIATSU, ANCIENNE RÉSIDENTE DE L'ALLEMAGNE DE L'EST.

J'ai eu une belle enfance, l'Allemagne de l'Est était ma réalité, car je ne connaissais rien d'autre. La vie était beaucoup moins dure qu'en Roumanie, par exemple, où c'était le cauchemar. Nous avions le droit de voyager ailleurs dans le bloc de l'est, mais cela nécessitait quand même beaucoup de bureaucratie, tout était visible, les autorités savaient systématiquement où nous étions. Certaines personnes « sages » étaient autorisées à voyager à l'Ouest. Nous savions que le monde existait ailleurs, mais j'ai grandi avec l'idée que je ne le verrais jamais réellement. J'habitais dans le nord-est, près de la Pologne, un endroit tranquille. Si on se conformait au système, alors tout était assez « lisse ». Moi je rentrais dans ces critères-là : assez jolie, douée en chant, j'ai fait une carrière internationale en tant que chanteuse d'opéra. Cependant, il y a des moments où je me sentais surveillée. À l'âge de 16 ans, la Stasi a essayé de me recruter en tant que collaboratrice. Je me suis sentie comme dans un film, elle me convoquait quelque part, possédait un document avec ma photo et savait tout de moi. Au début, j'y suis allée et ils ont tenté de m'extorquer des renseignements sur mes copains, mais je n'ai jamais rien dit. J'ai commencé à comprendre que quelque chose clochait. Mon sens de la justice et de l'honnêteté primait. En partant étudier à Berlin, j'ai rencontré des gens en résistance contre le système, ce qui m'a fait réfléchir, les deux dernières années avant la chute du mur. J'avais 19 ans à ce moment-là.

La période actuelle a fait ressurgir ces souvenirs, comme d'apprendre par cœur des phrases toutes faites. Comme dans notre projet Sur le Chemin (une maison de soins alternatifs avec des cures et des retraites médicalisées) au début de la première vague, au moment où l'on n'avait officiellement aucun médicament pour soigner les gens. À mon sens, tout était bienvenu pour essayer de sauver des malades, même l'homéopathie. Tout de suite, l'Ordre des médecins nous a menacés ! Je me suis dit

qu'il y avait quelque chose derrière et qu'il ne s'agissait plus du tout du bien des personnes. J'ai bien vu comment les chiffres étaient manipulés, comme le langage : on parlait d'abord des morts, ensuite des contaminés, des cas contacts, etc. On a créé la peur. Avec du recul, j'ai moi-même grandi avec la pression d'être sage, et conséquemment la peur de ne pas être sage, de ne pas dire les bons mots. Ici, j'ai retrouvé cela aussi : il fallait être orthodoxe, sous peine de menaces venant de l'Ordre des médecins. Je n'aurais jamais cru qu'une telle situation serait advenue en Europe de l'Ouest. Je pensais vivre dans un monde où tous ont le droit de s'exprimer et où il n'y a pas qu'une seule vérité. Au contraire, si vous ne parlez pas comme ce qui se dit à la télévision, vous êtes tout de suite mal vu. On évite alors de parler librement, une sensation que j'ai connue à l'époque où on ne parlait pas aux voisins, sauf si on les connaissait intimement. Mon éducation m'inculquait la peur de ne pas dire « la bonne chose ». Être pro-communiste jadis et pro-vaccins aujourd'hui, c'est la même chose. Maintenant je n'ai plus vraiment peur, mais je vois qu'il n'est pas possible de parler librement à tout le monde. Tout de même, j'essaie de faire réfléchir les patients que je rencontre. Aujourd'hui, nous sommes dans quelque chose de pire que ce que j'ai vécu avant, car nous faisons semblant, alors qu'en RDA, les choses étaient plutôt claires. On fait semblant que nous sommes dans un monde ouvert, les gens croient encore être dans une démocratie, or ce n'est plus du tout le cas. Nous vivons dans le mensonge. Les Belges n'ont jamais connu mon ancienne situation, ils sont naïfs, pensent que l'on agit pour leur bien.

Un autre différence est l'usage des technologies, comme le pass si on veut sortir du pays. C'est pire qu'à l'époque ! Les gens croient ce qu'ils lisent dans Le Soir et ne se rendent pas compte que c'est l'État qui contrôle la réalité. Nous, en RDA, savions quand même qu'une Stasi existait, nous faisons semblant mais

pour autant n'étions pas dupes, raison pour laquelle les manifestations ont grandi silencieusement et calmement. Partis de 20 personnes, nous sommes arrivés à 70.000 ! Aujourd'hui, les gens sont séparés, ont peur de voir les autres, n'échangent pas ; ils sont beaucoup plus aveugles que nous à l'époque. Peut-être aussi parce que la vie est devenue beaucoup plus confortable, on n'agit plus, on ne réfléchit plus. Dans le communisme, il y avait des aspects positifs. Nous possédions beaucoup moins, mais chez nous tout le monde avait un toit sur sa tête, personne n'avait faim, et on avait les bases qui ne coûtaient rien du tout. Nous avions la possibilité de manger de bons légumes, qui étaient forcément bio, et de la viande produite dans la famille. Nous étions beaucoup plus dans le partage avec les amis, les voisins. Mais l'Allemagne de l'Est a été vite contaminée par le capitalisme. Tout a été mis en coupe réglée. Aujourd'hui, nous baignons dans une idéologie unique, on ne sait pas à quoi se rattacher. On nous donne des « bonbons » si nous sommes sages. Je ne comprends pas que les gens ne comprennent pas cela ! Je ne juge pas les vaccinés, mais il ne faut pas exclure les autres et continuer d'écouter les opinions divergentes, au lieu d'écraser tout ce qui ne va pas dans leur sens. En RDA, nous n'avions pas accès à l'information vaccinale comme aujourd'hui. Les parents n'étaient même pas au courant, les enfants allaient à l'école, se mettaient en file et étaient vaccinés pour leur bien. Nous n'avions pas le choix, c'était obligatoire. On croyait que cela allait sauver le monde des maladies. Aujourd'hui, les autorités insistent pour ce vaccin anti-covid, mais pas du tout parce que quelqu'un croit encore sauver le monde des maladies, c'est bien différent de mon enfance...

Propos recueillis par Alexandre Penasse et Bernard Legros
Propos de Anke retranscrits par Sarah

De quelle forme (anti)politique le covidisme est-il le nom ?

Pour ouvrir la présente contribution, je me demanderai : de quelle forme (anti)politique le covidisme est-il le nom ? (Le covidisme est la manière dont les gouvernements traitent l'épidémie.)

C'est dans cette perspective que Kairos a interrogé trois témoins particuliers – particuliers parce qu'ils sont originaires de l'ancienne RDA, de la Roumanie de Ceausescu et du Chili de Pinochet. Il s'agissait de savoir s'ils voyaient quelque ressemblance entre leur pays d'origine et l'Occident covidiste.

Kairos me demande une contextualisation philosophique des trois témoignages. Disons d'emblée que les propos de Maria, de Anke et de Jorge sont très révélateurs, et il est exclu pour moi de proposer une contextualisation « par en haut » : je la vois plutôt comme un éclairage « de côté », comme une proposition d'interprétation qui peut être discutée et enrichie. Cette proposition se présente sous la forme d'un petit lexique (dont les entrées viennent directement ou indirectement des trois témoins).

QUESTIONNER, RÉFLÉCHIR : les gens, disent Maria et Anke, ne réfléchissent plus, ne s'interrogent plus, ne questionnent plus les décisions des gouvernants. Certes des manifestations ont lieu (contre l'imposition autoritaire du masque et/ou de la vaccination), mais globalement la population se comporte en effet comme si elle avait renoncé à s'interroger sur le fond des choses (origines du covid, traitement liberticide). Je souligne le « comme si » pour faire preuve de prudence. Quelques mois avant l'essor du mouvement de mai 1968, un ministre déclarait : « La France est calme. » Prudence, donc. Mais il est vrai que pour l'instant l'« esprit de libre

examen » (Durkheim) ne semble pas souffler fort sur nos concitoyens. Il ne faut pas trop s'en étonner : nous subissons depuis longtemps deux matraquages, celui du biopouvoir étatique et celui du psychopouvoir des multinationales, double matraquage auquel il est difficile de résister dans l'encellulement individualiste de tous les jours. → *Biopouvoir et psychopouvoir.*

Disons de façon minimale : s'il est une forme socio-politique organisée autour du questionnement collectif ritualisé, donc autour du débat décisionnaire (qui n'est ni une décision sans débat, ni un débat décoratif sans décision), c'est bien la démocratie. De ce point de vue il est de plus en plus difficile d'affirmer que les pays occidentaux sont des démocraties → *Démocratie ?*

DÉMOCRATIE ? Maria parle de « démocratie autoritaire » (on connaît la série presque infinie des synonymes : « démocratie », « démocratie illibérale », etc.). J'aurais tendance à éviter tous ces termes ou locutions qui égarent la réflexion. On peut commencer par essayer de comprendre pourquoi les utilisateurs de ces expressions maintiennent le mot de démocratie : sauf erreur, ils disent par ce mot qu'il reste encore en Europe un peu de *tolérance*. En Hongrie ou en France, vous pouvez critiquer le gouvernement sans qu'on vous interne dans un camp. Le problème c'est que la *tolérance en soi* est loin de suffire à caractériser une démocratie. Exemple : en URSS, après le XX^e congrès du Parti (1956), s'installe une période de *tolérance* (dite « dégel ») : les gens se mettent à parler, on publie une bonne part des écrivains et des poètes interdits auparavant. Est-ce que cela suffit à faire de l'URSS de 1960 une démocratie ? Non, évidemment : le Parti, détenteur de la science marxiste de l'histoire, garde la haute main sur le pouvoir.

Il est probable que la tradition libérale (au moins depuis Constant et Tocqueville) ait largement contribué à *essentialiser* ou *naturaliser* la démocratie. L'axiome serait celui-ci : dès lors que l'Occident est un tant soit peu tolérant et superficiellement pluraliste, il est démocratique. Quoi qu'il arrive, son essence ou sa nature est immuablement démocratique. Le gouvernement français a beau bafouer le « Non » prononcé par les électeurs au référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, l'essence de la France reste « démocratique ». Comme cette essence paraît indestructible, nous sommes souvent tentés de la respecter : va donc pour la « démocratie ». Mais comme on sent bien qu'il y a quelque chose qui ne va pas, on ajoute un adjectif. C'est ainsi que la « démocratie » devient « autoritaire » ou « dictatoriale ». Ce procédé est dangereux : il entretient la confusion et incite un certain nombre de personnes à se dire que « si c'est ça la démocratie » (l'explosion des inégalités, la destruction de la nature, le mépris des puissants envers les populations), autant avoir une « bonne dictature ».

La tâche actuelle des vrais démocrates est de dire clairement que l'Occident depuis deux siècles n'est pas démocratique : on peut dire qu'il est vaguement libéral ou tolérant ou pluraliste. Mais en rigueur de termes, il n'est pas démocratique. Plus le temps passe, plus le « bricolage historique » nommé *démocratie libérale* se défait au profit de tendances anti-démocratiques (je parle de « bricolage » parce que de fait les mouvements sociaux divers ont contribué à façonner et à humaniser un « régime » dont Dickens et Zola ont montré combien il était peu humain et peu démocratique). Les tendances anti-démocratiques sont particulièrement flagrantes en notre époque ultra-libérale, mais sachons qu'elles étaient présentes dès l'origine sous la forme de l'État souverain, de



Illustration: Antoine Demant

ses états d'exception et de ses états d'urgence. Que les oligarques de la triade État-économie-technoscience aient la bouche pleine de la « démocratie », que des penseurs imprécis répètent le mot après eux, c'est une affaire entendue. Mais ce n'est pas une raison pour nous joindre au chœur de la novlangue. À ma connaissance, un seul philosophe — Cornelius Castoriadis — a eu la précision honnête de caractériser notre type de société non comme une démocratie, mais comme une « oligarchie libérale ». Et si l'on peut rendre synonymes les adjectifs « libéral » et « tolérant », on conviendra aisément qu'à l'âge ultralibéral les oligarchies occidentales (mondiales ?) sont de moins en moins tolérantes. Le moment covid en est la dernière preuve en date.

Une démocratie entendue en un sens minimal implique que les citoyens, dans les municipalités où ils vivent, s'assemblent régulièrement au sein d'instances civiques ou politiques (assemblées, comités, conseils) pour délibérer des affaires de la cité : pas de démocratie sans une présence rituelle active du *demos* au niveau le plus élémentaire : le quartier, la municipalité. Que tous les citoyens ne participent pas à ces assemblées n'est pas un problème : l'expérience historique montre qu'environ un tiers de citoyens actifs (éventuellement en rotation) suffit à faire vivre la démocratie, à assurer une *présence*. J'insiste sur ce dernier mot : car sans la présence (première) il n'y a pas de représentation (seconde). Autrement dit, sans la présence première, la « représentation » vire à l'usurpation, voire au coup d'État permanent. Seule la présence fait de la représentation une délégation vivante qui agit sur mandat des citoyens, à rebours des groupes parlementaires usurpateurs qui abusent du « chèque en blanc » que les électeurs leur remettent tous les cinq ans.

On sait qu'Aristote puis, deux millénaires plus tard, Montesquieu et Rousseau ont fait de l'élection le signe de l'aristocratie (la démocratie se caractérisant selon eux par le tirage au sort). Admettons qu'à l'échelle de nos sociétés grandes et vastes l'élection puisse devenir l'une des marques de la démocratie ; il est alors impératif qu'elle soit placée sous le signe du mandat précis que la présence première du *demos* donne à la représentation seconde des délégués. Les libéraux opposent souvent la démocratie directe (censément dangereuse car le peuple est réputé déraisonnable) à la démocratie représentative ou indirecte (censément bénéfique car les représentants sont censément sages). Le désastre écologique et sanitaire en cours montre en réalité le peu de sagesse des représentants depuis au moins un siècle. Pour cette raison, certains pensent qu'il faut en finir avec la représentation. Pour ma part, je n'oppose pas présence directe et représentation indirecte. La violence peut venir de partout : d'en bas et d'en haut. C'est pourquoi je pense que les deux — la présence et la représentation — peuvent chacune endiguer les violences de l'autre : chacune peut être le contre-pouvoir de l'autre. Encore faut-il, je le répète, qu'il y ait une présence du *demos* et que celui-ci ne donne pas de chèques en blanc à ses délégués.

Sans ces deux conditions apparaissent les deux fléaux notés par Maria : 1/ la distance se creuse entre l'oligarchie et la population, et donc la défiance s'installe, 2/ l'oligarchie ne peut plus imposer son pouvoir que par la violence policière (contre les Gilets jaunes), par la contrainte (confinement et pass sanitaire), et par la violence de la propagande, qui, dit justement Maria, « *perturbe l'environnement émotionnel des gens* ». J'ajouterai que cette perturbation émotionnelle paralyse la faculté de penser et d'agir. D'où l'obéissance résignée. Non qu'une société puisse se passer de l'obéissance, mais elle ne peut pas tenir longtemps debout si les gens ont le sentiment qu'ils obéissent à des oligarques pervers et malveillants, dignes plus de méfiance que de confiance.

Récapitulons provisoirement : nous vivons aujourd'hui non pas en démocratie, mais en oligarchie tolérante. Précision historique : depuis l'effondrement de l'URSS, l'oligarchie est de moins en moins tolérante.

QUELLE OLIGARCHIE ? Ici le témoignage de Jorge est décisif : « En 2021, dit-il, il est compliqué (...) de catégoriser le régime politique actuel de la Belgique et d'autres pays d'Europe. Si on parle de dictature, les gens pensent immédiatement aux mots fusils, enlèvements, torture, etc. Le terme totalitarisme convient mieux, à mon sens. Un totalitarisme n'est pas obligatoirement sanglant, d'autant plus que les moyens de communication et de surveillance de masse actuels sont bien plus performants que la violence physique ».

Je crois que Jorge a raison : les oligarchies contemporaines sont totalitaires — ne serait-ce qu'au sens où notre vie psychosociale est *totale*ment colonisée par des forces *objectives* (l'État, le capital, la technoscience) qui nous transforment en *objet*. Il n'y a pas une parcelle de notre vie qui échappe à ces trois forces alliées ou séparées. Dès que vous faites un pas dehors, l'État est partout (il vous surveille avec des millions de caméras fournies par le capital et par la technoscience). Quand vous vous croyez à l'abri dans votre intimité privée (y compris dans votre lit), l'État entre chez vous par l'intermédiaire du capital et de la technoscience : la

4G, la 5G, le compteur électrique Linky, votre téléphone portable, votre ordinateur connecté, la télévision avec son flot ininterrompu de propagande et de vulgarité médiatiques, gouvernementales, économiques, publicitaires.

Le témoignage de Jorge est en fait étonnamment proche de l'analyse proposée en 1964 par Marcuse : « *De la manière dont elle a organisé sa base technologique, la société industrielle contemporaine tend au totalitarisme. Le totalitarisme n'est pas seulement une uniformisation politique terroriste, c'est aussi une uniformisation économique-technique non terroriste qui fonctionne en manipulant les besoins au nom d'un faux intérêt général.* »

On pourrait encore affiner l'analyse à la lumière du covidisme. Pour formater-anesthésier la population, un totalitarisme dur (fascisme, bolchevisme, nazisme, maoïsme) a besoin de la terreur. Pour enrégimenter-anesthésier la population, un totalitarisme souple (une oligarchie totalitaire tolérante) a besoin de l'addiction techno-consumériste, soutenue par la propagande publicitaire ; et quand les contradictions de ce productivisme-consumériste provoquent des déséquilibres sociaux et naturels (pandémies, révoltes, dérèglements écologiques, migrations), il a besoin de la peur (degré immédiatement inférieur à la terreur) pour répandre la léthargie. Les médias privés et étatiques, sans avoir besoin de se concerter, diffusent une telle propagande de peur que les populations se sentent incitées à garder la niche et le silence. Dans ce constat, point de complotisme, point de fonctionnalisme du pire : en général, les oligarques de l'État, du capital, de la technoscience ou des médias ne cherchent pas à nuire. Discipliner les populations fait sans doute bien l'objet d'une stratégie (depuis les travaux de la Trilatérale dans les années 1970), mais l'oligarchie discipline le peuple pour son « bien », non pour lui nuire. En revanche, dès que la stratégie se met en place, elle échappe aux stratèges dans le mouvement même de son expansion. Sans même s'en rendre compte, les stratèges se mettent alors à « obéir librement » à la machine sans esprit, au canard qui court sans tête. Ce qui signifie que tout choc apparemment fortuit (ouragan, épidémie), mais en réalité provoqué par la machine, produit un effet d'aubaine : il permet de renforcer la tendance totalitaire à la phobologie (*phobos* : la peur). Maria voit bien cela quand elle dit que les gouvernements utilisent « *la santé publique comme prétexte pour imposer la nouvelle réglementation* ». Anke le voit tout autant lorsqu'elle constate qu'« *on a créé la peur* » et que l'ordre des médecins a obstinément traqué toute dissidence thérapeutique. Jorge généralise le constat en indiquant que le même mécanisme archaïque du bouc émissaire a joué sous Pinochet et pendant la pandémie.

En somme, la propagande de la peur n'a plus besoin d'orchestration : elle s'alimente elle-même. Quand Macron covidiste cherche à faire peur aux Français (« *Nous sommes en guerre* »), il est déjà victime lui-même de la propagande phobologique, de la peur systémique, qui ne fait que ricocher sur lui. Le libéral-totalitarisme ne peut pas se passer de l'automatisation de la peur, de la machine à tétaniser : peur des déferlements étrangers (xénophobie), peur du dérèglement climatique (éco-anxiété), peur de la maladie (pathophobie).

Je serais tenté ici de formuler l'hypothèse suivante : sur la trajectoire longue de l'histoire de l'Occident industriel, les totalitarismes durs du XX^e siècle furent des *accidents*. Cela signifie que le cours « normal » de notre trajectoire historique est celui qui fait advenir la forme (dis)sociale que nous connaissons aujourd'hui : l'oligarchie totalitaire souple et mondialisée. Cette hypothèse rejoint celle que le sociologue Matthieu Amiech propose dans un article récent : « *Les couches dirigeantes [...] profitent d'un problème sanitaire [...] pour promouvoir une nouvelle organisation sociale. Le trait essentiel de cette société en gestation est la sur-intégration des individus, obtenue par la peur et la connexion permanente aux réseaux informatiques. Les dirigeants escomptent que la soumission des populations [...] soit ainsi mieux assurée, en vue notamment des prochains épisodes de panique que vont provoquer les conséquences du réchauffement climatique.* »

BIPOUVOIR ET PSYCHOUVOIR. On le sait : le premier mot vient de Foucault, et le second de Bernard Stiegler. En réalité, on peut s'accorder avec Bernard Legros, essayiste et collaborateur à *Kairos* : il y a aujourd'hui un *psycho-biopouvoir*. Ce concept est-il contradictoire (esprit d'un côté, corps de l'autre) ? S'il n'est pas contradictoire, quel est son intérêt ?

Dans le phénomène du biopouvoir, il y a un aspect dont Foucault ne traite pas mais que Walter Benjamin a bien perçu avant lui — à savoir que les oligarchies réduisent la vie psychosociale à la sous-vie ou à la survie biologique (la « vie nue » selon Benjamin). Le problème, pour les oligarchies, est que même lorsqu'on réduit l'humain à sa santé biologique (et à son pouvoir de produire-consommer), il y en a encore une force — l'esprit — qui dépasse ou qui déborde du corps. Oui, l'esprit « fuit » (comme un robinet) — il fuit parce qu'il vient d'un trou sans fond qui s'appelle l'imagination (celle que Kant disait « transcendante », Fichte « productrice », et Castoriadis

« instituable »). En d'autres termes, l'esprit est la force qui vient de l'abîme de l'imagination et qui va vers une œuvre d'imagination. Pour l'oligarchie totalitaire, la question est donc la suivante : que faire de cet esprit, sachant qu'à tout moment il peut dresser le corps contre le biopouvoir ? Réponse (qu'on peut ajouter à l'analyse de Stiegler) : il faut neutraliser l'esprit, c'est-à-dire l'empêcher de fuir du corps biologique, le rabattre sur lui, il faut couper l'esprit de l'imagination d'où il vient et vers laquelle il va spontanément. Il faut *fabriquer un esprit sans imagination* (doté seulement d'une imagination industrielle qui n'imagine pas d'en finir avec la société industrielle).

Pourquoi l'esprit imaginant fuit-il du corps ? Parce que l'imagination est psychosociale et que le psychosocial n'est pas seulement dans le corps : c'est une *énergie commune* qui, comme la langue, *traverse* les corps en y suscitant la psyché (l'esprit), c'est-à-dire la faculté de sentir-penser-parler-agir. Quand on a compris cela, on comprend ce que fait le psycho-pouvoir télévisuel, numérique, informatique : il empêche l'esprit de dépasser du corps, il réduit le psychosocial au psycho-corporel.

Le psycho-biopouvoir n'est donc pas un concept contradictoire : pour traiter la santé des corps, le biopouvoir doit aussi traiter l'esprit comme si c'était un corps plein, hyper-dense, sans trou d'imagination. C'est pourquoi le biopouvoir psychiatrique abuse des substances chimiques. La chimie psychiatrique est l'une des deux grandes armes du biopouvoir contre l'esprit imaginant. L'autre arme est le psycho-pouvoir qui, avec quelques autres facteurs industriels, provoque les troubles de l'esprit que la chimie psychiatrique doit soigner. Complémentarité idéale des deux versants du psycho-biopouvoir : provoquer les maux et les soigner biomédicalement, sans les soigner psychosocialement.

Où est finalement l'intérêt du concept de psycho-biopouvoir ? Dans le fait de dire la double barbarie, celle qui ampute le corps de l'esprit psychosocial et celle qui, face à l'esprit toujours trop présent, l'ampute de l'imagination psychosociale qui le nourrit. Ainsi le psycho-biopouvoir défait le lien social sous l'apparence de le favoriser dans les « réseaux sociaux », dits sociaux, dissociaux.

Marc Weinstein, Philologie et anthropologie philosophique Université d'Aix-Marseille

1 Ceci n'est pas une crise sanitaire, brochure éditée par la Lenteur, Matthieu Amiech.

Illustration: Antoine Demant



2) Associations résistantes : Notre Bon Droit, CovidRationnel, Children Health Defense, Réinfocovid

Résister : « du latin *resistere*, "ne plus avancer" »

Ce n'est pas un vain mot que d'évoquer la résistance au sujet des associations qui ont vu le jour ou ont accentué leur combat depuis début 2020 et l'entrée dans l'ère inédite du Covid-19. Si en 1943, le Conseil national de la résistance pouvait compter sur le soutien de certains syndicats, médias et représentants politiques, aujourd'hui ce sont contre eux et leur propagande odieuse que la résistance doit s'organiser. Car tous, à quelques détails près¹, suivent le narratif officiel et participent à la grande mascarade.

Les quatre organisations que nous avons rencontrées reconnaissent que c'est ce narratif officiel mensonger qui dès le départ les a animés à dire la vérité et agir : résistance au discours dominant en offrant une autre information ; résistance à l'atrophie cérébrale par la peur, en désamorçant le matraquage des chiffres et en proposant de recréer du lien ; résistance aux attaques en proposant des outils de défense, juridiques notamment.

L'importance de cette présence hétérodoxe se mesure à l'aune de ce que signifierait son absence : une uniformité idéologique parfaite entre le pouvoir politico-médiatique et le corps social, une sorte de Paix dystopique². Dans celle-ci, la dissension individuelle n'a pas encore disparu, sa dissolution est en cours, mais tous ont déjà l'impression que collectivement elle n'existe plus - ceci donnant l'illusion qu'elle n'existe plus. Et pour le pouvoir, c'est bien cela le plus important : que les dissidents crient seuls dans leur coin, personne ne les entendant et tous pensant qu'ils n'existent pas ou plus de dissensus³. Le Truman Show version 2021, où tout

le monde joue le jeu et tout le monde s'y fait prendre, et où l'illusion du consensus devient plus importante que le consensus lui-même – inatteignable. Où les dissidents réels sont définitivement seuls, mentalement enfermés dans une contestation qui n'a plus aucune échappatoire dans le réel, car aucun n'est prêt à prendre le risque de demander à un voisin si, comme lui, il « n'est pas d'accord ». La fin de la perception d'une contestation publique est le signe avant-coureur de la fin de la contestation individuelle, et donc en bout de course la mort de la révolte collective.

Cette absence apparente d'opposition signerait donc l'apothéose du déploiement totalitaire où le pouvoir ne s'encombre plus de garde-fous, comme nous le disait Mattias Desmet, psychologue clinicien⁴. Ceci expliquant la censure dans le mode « chasse aux sorcières ». Continuer à crier pour se faire entendre au-dessus des hurlements médiatiques, c'est donc s'assurer de conserver une seconde voix, offrir une échappatoire, laisser une porte entre ouverte pour celui qui désire « ne plus avancer » avec la masse, qui se dirige au son de ses maîtres vers le mur. Persister à dire que tout cela n'est pas normal, c'est refuser leurs diktats normatifs, même s'il est difficile d'annoncer la vérité quand la plupart ne se rendent pas compte qu'ils vivent dans le mensonge.

Face au narratif officiel du Covid, certaines associations aident et ont permis d'aider des dizaines de milliers de personnes. Alors que nous avons vu que les mesures sanitaires se sont déployées au gré de l'évolution de la production industrielle des vaccins, il serait bon de se rappeler une des mesures reprises dans la

charte du Conseil national de la résistance : « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ». Depuis 1944, ces féodalités ont colonisé l'ensemble de nos vies. Sans Pfizer, GSK, AstraZeneca, Moderna..., organes politiques à part entière, les vrais « décideurs », avec leurs marionnettes aux gouvernements courroies de transmission de leurs intérêts, nous ne serions jamais arrivés où nous en sommes aujourd'hui.

Certains sont là pour continuer à nous le dire. Heureusement.

Alexandre Penasse

1 À l'instar du PTB qui soutient la politique vaccinale, mais demandait que les brevets passent dans le domaine public, ou encore les syndicats enseignants qui exigeaient que leurs affiliés soient vaccinés en priorité.

2 Voir l'interview de l'auteur de l'ouvrage Pax Dystopia: <https://www.kairospresse.be/pax-dystopia/>

3 C'est ce qui explique les censures des réseaux sociaux, des médias, mais aussi les censures dont nous avons été l'objet en conférence de presse.

4 Voir l'interview écrite <https://www.kairospresse.be/les-mesures-contre-le-coronavirus-revelent-des-traites-totalitaires/?highlight=matias%20desmet>, et l'interview filmée du 3/11 : <https://www.kairospresse.be/interview-de-mattias-desmet-psychologue-clinicien-a-luniversite-de-ghent/?highlight=matias%20desmet>



Notre bon droit... ne se négocie pas

Notre Bon Droit (NBD) naît de la rencontre entre Isabelle, une infirmière de Pont-à-Celles, et Stella, une juriste de droit européen vivant à Bruxelles. Isabelle, qui nous a accordé cet entretien, s'était rendu compte dès la fin mars 2020 du décalage abyssal entre les discours alarmistes du gouvernement, relayés tels quels voire amplifiés par les médias, et la réalité de terrain : « Où est la pandémie ?! ». Très vite, elle s'insurge contre le climat de peur visant à faire accepter aux citoyens la batterie de mesures attentatoires à leurs libertés fondamentales. Tant dans son milieu professionnel que sur les réseaux sociaux, elle s'efforce de rassurer quant à la nocivité réelle mais limitée du virus, et d'alerter contre la dérive sécuritaire. Pour sa part, Stella dresse le même constat au niveau européen, où, elle remarque un autre phénomène inquiétant : à quelques exceptions près – dont la Suède –, la majorité des États membres de l'Union européenne dévient, « à la virgule près », le même discours visant à provoquer panique et sidération, et adoptent souvent les mêmes mesures « qui ont mis en péril l'État de droit ainsi que les droits et libertés fondamentales des citoyens, depuis le début de cette crise inédite ». Les deux femmes décident alors d'unir leurs forces pour mieux résister. Début 2021, elles fondent NBD afin d'informer les citoyens sur

leurs droits fondamentaux, d'alerter les décideurs nationaux et européens, et de mener des actions en justice profitant au plus grand nombre (contrairement aux « Class Actions » des États-Unis, le droit belge ne permet pas d'ester collectivement en justice). Elles s'entourent de juristes, avocats de droit belge et européen, ainsi que de dizaines de scientifiques, chercheurs, médecins aussi bien belges qu'européens afin de mener à bien leurs actions. Avec un site web très fourni¹ et multilingue, un forum Facebook dynamique et une chaîne YouTube, l'audience de NBD s'accroît rapidement. Sa lettre d'information compte à ce jour 20.000 abonnés. « On peut estimer notre nombre de followers actifs sur l'ensemble des réseaux à 40.000 ». De plus, NBD essaime en France, au Québec, et elle agit aussi à l'échelle européenne, via NBD Europe. C'est ainsi que l'une des premières actions de NBD concerne les contrats passés entre la Commission européenne et les groupes pharmaceutiques à propos des vaccins. Il est important de noter que les parties contractantes ont élu la Belgique pour juridiction. Ayant obtenu, grâce à des lanceurs d'alerte, copie de ces contrats cachés tant aux citoyens qu'au Parlement européen sous prétexte de « secret des affaires » (!), NBD découvre que la Commission a accepté d'exonérer les groupes de toute responsabilité en cas d'inefficacité

ou de nocivité desdits vaccins. Or, grâce à une analyse juridique serrée menée par le cabinet Debandt, NBD démontre que ces clauses sont considérées comme léonines en droit belge, et devraient donc être frappées de nullité. NBD alerte donc le vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, lequel devait se sentir d'autant plus concerné que, tout comme les autres États membres, la Belgique était parfaitement au courant du contenu des contrats, le Conseil ayant donné en amont le mandat de négociation à la Commission et ayant, en aval, marqué son accord au texte final. Pourtant, après avoir nié l'évidence, Frank Vandenbroucke refuse tout dialogue avec NBD. En outre, suite à un bref passage sur Bel-RTL, les portes des médias claquent brutalement devant l'association, qui n'arrive pas même à publier la moindre carte blanche dans les journaux.

Loin de se décourager, l'asbl compte préparer un recours contre les contrats européens d'achat de vaccins covid et s'élève contre le certificat numérique européen. Aussi bien au niveau national qu'européen, elle mène des actions citoyennes, lançant notamment une campagne de lettres aux députés contre le projet de loi Pandémie en Belgique et une campagne de sensibilisation des

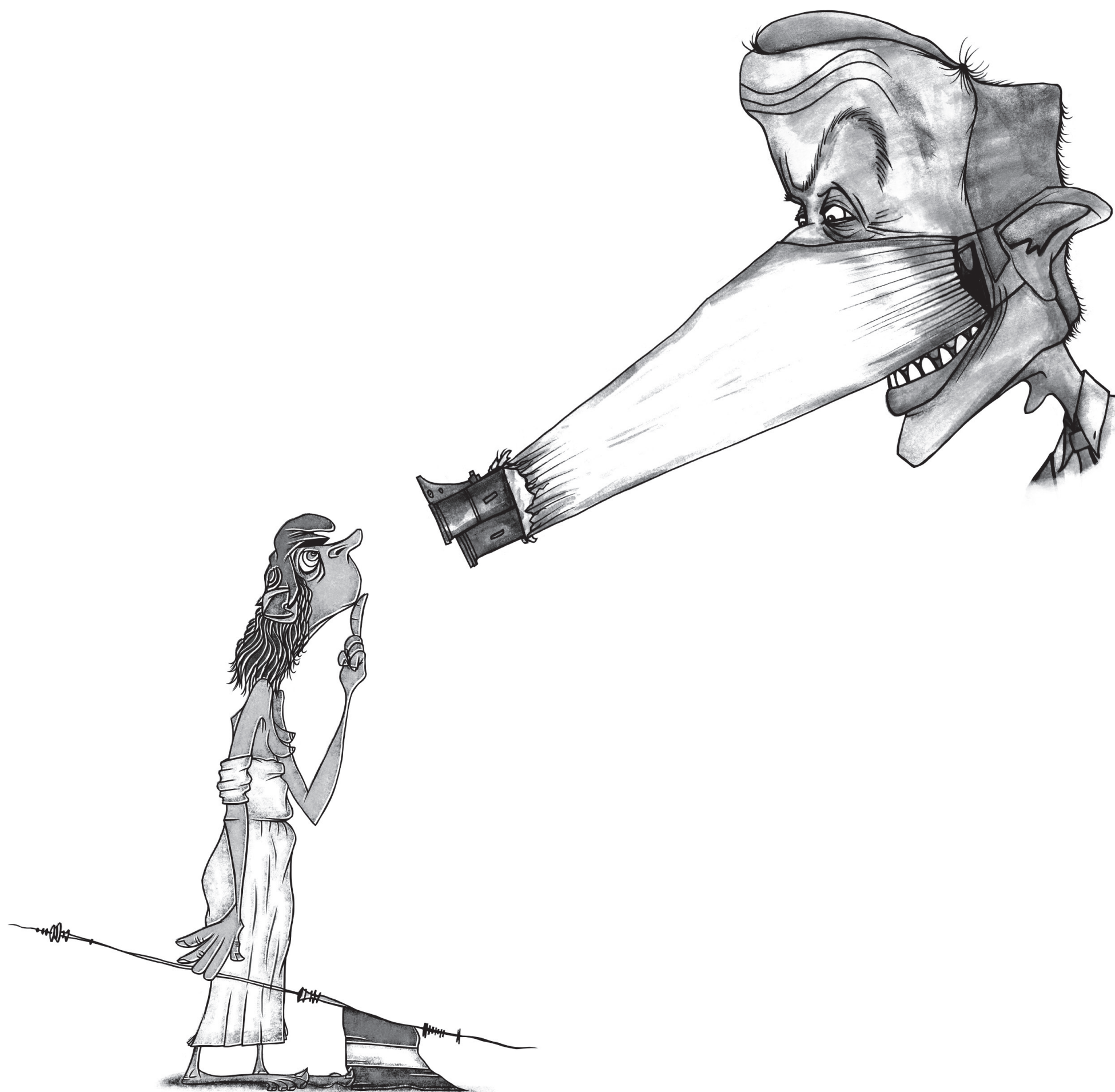


Illustration: Claire Cordel

députés européens aux problèmes juridiques et scientifiques que pose le certificat numérique européen. Optimiste, Isabelle estime que la pression citoyenne a fonctionné au sujet de la loi pandémie car, alors que le gouvernement comptait faire adopter la loi au printemps, le vote sera finalement repoussé au creux du mois de juillet, lorsque l'attention du public se porte vers les inondations. En parallèle, l'exécutif impose par un accord de coopération entre le gouvernement fédéral et les entités fédérées un « Covid Safe Ticket » (CST). Ce CST est alors présenté comme pouvant permettre à nouveau la tenue d'événements rassemblant plus de 5.000 personnes (puis 1.500). Concrètement, en cet été 2021, seules trois manifestations sont *a priori* concernées : les festivals de Tomorrowland, de Pukkelpop et le Grand Prix de Spa-Francorchamps. Deux en fait, car les organisateurs de Tomorrowland préfèrent annuler l'événement plutôt que de s'y plier. D'emblée, NBD estime que « *l'invention de cette énorme usine à gaz est en fait un cheval de Troie pour accéder à toutes les données personnelles, et donc à l'identité numérique de chacun, au mépris le plus complet du RGPD*² ». Le recours introduit par NBD a été débouté par le juge au moyen d'un argument curieux : si celui-ci s'accorde à reconnaître son caractère disproportionné et attentatoire aux libertés, il valide néanmoins le CST car, selon lui, « c'est cela ou le

retour au confinement », ce qui ne repose sur aucun fondement scientifique.

Hélas, l'analyse du « cheval de Troie » se trouve rapidement confirmée : dès le mois septembre, les parlements bruxellois et wallon votent la généralisation dudit CST aux cafés, restaurants, cinémas, théâtres, etc. ! Mais bien sûr, le tout pour une durée limitée, n'est-ce pas ?! Tous ceux qui n'ont qu'une confiance limitée dans cette énième promesse des autorités auront à cœur d'aider NBD et, s'ils en ont les moyens, de répondre à son appel de fonds pour soutenir notre « démocratie vacillante »³ : ne fonctionnant que grâce à ses bénévoles, NBD peine à trouver les financements nécessaires à ses recours juridiques, aussi bien au niveau belge qu'auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne. Toutes les informations nécessaires sont disponibles sur son site, lequel comprend en outre des « boîtes à outils » par pays, très claires pour informer les citoyens en matière juridique, scientifique et sanitaire.

Propos recueillis par S. Kimo

1 <https://notrebondroit.be/>

2 Depuis 2018, l'Union européenne s'est dotée d'un Règlement général sur la protection des données (RGPD) dont l'objectif est d'accroître la protection des personnes concernées par un traitement de leurs données à caractère personnel.

3 Terme utilisé par *The Economist*, l'hebdomadaire anglo-saxon de référence, pour désigner la Belgique en 2020.



CovidRationnel : retour à la raison

*Entrevue avec Bernard Rentier**

Comment l'association s'est-elle créée ?

De manière informelle, les membres-fondateurs se sont contactés parce qu'à l'époque, à la mi-2020, après avoir été consultés par les médias traditionnels, on a commencé à être confrontés à un message quasi évangélique et dont on ne pouvait plus débattre. On a tous commencé à comprendre qu'il n'y avait pas de place pour les opinions divergentes. Nous nous sommes appelés et avons conclu que nous ne pouvions pas continuer à laisser courir le récit officiel sans bouger. Puis nous avons choisi un nom. Au début nous étions tous académiques, aujourd'hui, plus. Mais la rigueur et la rationalité restent universitaires.

Vous trouviez que le débat manquait de rationalité ?

Au départ, avec l'appui de Marius Gilbert, j'ai critiqué Sciensano car il y avait des données essentielles qui manquaient. Ça a été repris par la presse. On ne pouvait laisser gérer une crise pareille en se basant sur des données non consolidées. Le problème a été en grande partie résolu. Ensuite, nous nous sommes aussi insurgés contre le matraquage d'informations anxio-gènes. On parlait de nombre de « cas » (en fait, de contaminations) sans mentionner le nombre de tests effectués. Bien sûr le nombre de cas est important, mais il doit toujours être accompagné du taux de positivité, aucun des deux ne suffit. Ça a fait des remous. Il n'y a pas eu de débat, mais des interviews successives à la RTBF, dont la mienne et celle du directeur de Sciensano qui me démentait. Heureusement, depuis lors, Sciensano fournit le taux de positivité. Mais il faut comprendre que si un biais est créé par la politique de testing (qui teste-t-on et pourquoi ?) le taux de positivité ne veut plus dire grand-chose. J'ai plaidé pour le testing d'un échantillon représentatif afin de connaître la prévalence précise de cette maladie dans la population belge, selon les méthodes éprouvées en épidémiologie. À ma connaissance, cela n'a toujours pas été réalisé un an plus tard, alors que c'est simple : il suffit de commander une étude à des universitaires. Aujourd'hui, nous ne savons toujours pas quelle est la prévalence réelle du Covid en Belgique...

Donc les mesures sanitaires s'appuient sur du sable ?

Elles s'appuient sur des modélisations, qui sont des extrapolations qui se sont montrées souvent fantaisistes et alarmistes, mais celles qui ont été démenties par les faits n'ont jamais été remises en question.

Comment expliquez-vous cela ?

Je ne sais pas, je suis dépassé ! Je pense qu'il y a une volonté de ne pas entendre les spécialistes de divers domaines qui ont des choses à dire. Les experts choisissent pour unique but l'éradication du virus, un objectif illusoire. Que le « commissaire corona » Pedro Facon soit un politologue me pose problème. Il me semble que ce serait plutôt la place d'un scientifique. Un politologue comme Vincent Laborderie est capable de comprendre aussi la science, c'est heureux. Mais quand P. Facon prétend que le danger pour la population se trouve dans les écoles primaires, c'est très exagéré. Personne n'a jamais démontré que les écoles représentaient un danger plus grand que d'autres foyers potentiels. On sent bien qu'il faut justifier la vaccination des enfants pour atteindre un niveau record. Nous avons été assommés par des déclarations infondées depuis le début de la crise, et quand des gens comme nous vont dans un autre sens, on nous querelle sur nos sources. Au moins, nous en avons et les communiquons.

C'est de la rhétorique...

Suite à une attaque qui nous reprochait d'avoir co-signé une pétition flamande qui ne citait pas ses sources, nous avons fourni un gros boulot pour reprendre point par point toutes les accusations et les étayer scientifiquement. Peu de gens l'auront lu jusqu'au bout et c'est épuisant d'être mis en situation de prouver la moindre référence, mais c'est encore pire de se le voir reprocher par des gens qui eux-mêmes ne font pas preuve de la même rigueur scientifique !

On vous fait perdre votre temps et votre énergie...

Ce n'est pas vraiment une perte de temps parce que nous apprenons énormément et que nous sommes en train d'engranger des

notions que nous n'aurions probablement pas acquises si nous n'y avions pas été poussés. Ce qui nous dérange, c'est de lutter à armes inégales avec des gens qui ne font pas ce travail mais qui sont écoutés parce qu'ils ont l'étiquette officielle.

Vos contradicteurs viennent autant de la science, des politiques que des médias ?

Oui, les médias relaient les scientifiques et les politiques. Certains journalistes ou animateurs sur les chaînes « mainstream » se permettent de « reprendre » des scientifiques dans leur domaine de compétence et sont systématiquement hostiles. Ils confondent « complotisme » et « vérificationnisme », finalement.

Allez-vous encore dans des médias comme la RTBF ?

Tout à l'heure, je suis invité à Vivacité, car un de ses journalistes s'est réveillé. J'ai aussi reçu des invitations pour lesquelles j'ai été décommandé en dernière minute. Les dernières fois où je suis allé à la RTBF, ça s'est plutôt mal passé, on m'a régulièrement coupé la parole. Ça ne donne pas envie d'y retourner.

Y a-t-il quelqu'un à sortir du lot ?

Dans les médias supposés neutres, c'est difficile à dire. Je ne sais pas bien quelle est leur politique, l'influence des rédacteurs en chef... Certains journalistes me soutiennent à fond comme Luc Widant du *Journal du Médecin* mais aussi de *Biotempo*, considéré comme un organe de presse dite « alternative », étiquette qui nous colle à la peau et tend à nous décrédibiliser. Donc l'interview que je vous donne me décrédibilisera encore un peu plus, mais certainement pas aux yeux de tout le monde !

C'est une guerre de l'information ?

Tout à fait ! Le document le plus édifiant, qui se suffit à lui-même, est la désormais fameuse conférence de Marc Van Ranst en janvier 2019 en Angleterre disponible sur le web. Un modèle du genre, bien construit, un chef d'œuvre de communication d'un cynisme absolu : il annonce comment on peut entuber le public. Cet exposé prévoit tout ce qui s'est passé en Belgique depuis 21 mois*.

Et cela ne le discrédite pas ?

Du tout, il est toujours en place. Et là on se dit « avons-nous la capacité de résister à cela ? Les dés ne sont-ils pas complètement pipés ? » On ne peut que tomber dans le complotisme, en admettant qu'il y a au moins un complot, celui du Big Pharma. Vu les casseroles que celui-ci traîne, j'ai du mal à avaler la manière dont la vaccination actuelle a été mise en place.

Avez-vous des contacts avec Didier Raoult ?

Non. Je ne l'approuve pas totalement, trouvant par exemple que sa communication médiatique est contre-productive, et qu'il a fait des erreurs majeures au démarrage de l'épidémie et qu'il s'est plongé maintenant dans une forme de provocation inutile. Cela dit, je pense que c'était un grand virologue, d'une envergure exceptionnelle, un homme de terrain et pas seulement de labo. Je peux être d'accord avec lui à 80%. On l'avait invité aux Grandes Conférences Liégeoises en 2020. Il n'est pas venu pour cause de confinement, mais avant même son annulation, il y a eu un tir de barrage, notamment de collègues de l'Université. Pourtant, c'eût été une figure intéressante à inviter.

Quel est le but de l'association ?

Saisir au bond tout ce qui se dit sur la crise sanitaire et qui n'est pas scientifiquement rigoureux comme, par exemple, l'affirmation qu'une troisième dose de vaccin est nécessaire. Si ça n'a pas marché les deux premières fois, pourquoi cela marcherait-il mieux à la troisième si rien n'est changé dans le vaccin ? De plus en plus de gens disent avoir eu le covid ou être vaccinés et n'avoir plus d'anticorps et ça les inquiète. Il n'y a pas de raison. L'immunologie nous apprend depuis des lunes qu'après une réponse primaire, le taux d'anticorps chute. En cas de rencontre postérieure avec le virus, une réponse secondaire, plus forte et plus rapide intervient. Ce qui me sidère est que tout se passe aujourd'hui comme si ce coronavirus était un extra-terrestre alors qu'il ne fait rien d'autre que ce que ses congénères ont toujours fait, à ceci près qu'il est

plus dangereux pour certaines catégories de personnes. S'il y a une quatrième vague, c'est aussi dû aux mesures sanitaires qui avaient pour objectif d'« aplatir la courbe ». Pari gagné, certes, mais à quel prix en termes de dommages collatéraux ? Quand on aplatit la courbe, on la prolonge dans le temps, avec la césure des saisons.

Est-ce un effet pervers de la politique sanitaire ?

C'est un effet logique, prévisible. En prolongeant l'épidémie, on se donne le temps d'avoir un vaccin, m'a-t-on rétorqué. Tout le monde a cru que c'était le Graal, en sous-estimant le problème des variants, un phénomène pourtant déjà connu, à peu de choses près, avec la grippe. Le vaccin, efficace à 95% en janvier dernier, ne l'est plus qu'à 45% aujourd'hui à cause du variant Delta. Ce qui est proposé n'est plus le vaccin qui convient car il a été mis au point à partir de la souche de Wuhan. Les vaccinés ne sont donc pas protégés contre la souche actuelle, encore moins contre celle qui apparaîtra en 2022. On pourrait se dire : administrons alors une troisième dose dirigée spécifiquement contre le variant actuel. C'est techniquement possible, il suffit d'ajuster informatiquement la séquence du variant, ce qui prend 5 minutes, elle est connue ! Le reste de la production est inchangé. Mais ce n'est pas le cas, on continue à administrer l'ancien vaccin. Pourquoi ? Je l'ignore mais officiellement, on dit que c'est le premier vaccin qui a été homologué et que si on produit un nouveau, il faudra repasser par toutes les étapes. Mais il est plus vraisemblable qu'étant donné que les États ont déjà acheté la troisième et quatrième dose, ils pourraient vouloir d'abord les écouler. Quant aux firmes pharmaceutiques, elles ne seraient pas d'accord de fournir gratuitement des vaccins mis à jour en remplacement des anciens qui seraient considérés comme périmés.

De plus ces vaccins sont d'une nouvelle génération, à ARN messenger...

L'idée de l'ARN messenger est en soi géniale, sauf qu'on n'en connaît pas les effets à moyen et long terme, elle est expérimentale, même si, à court terme, on sait maintenant que les effets secondaires semblent limités. Les firmes productrices préparent actuellement un vaccin à ARN messenger contre la grippe, donc je m'attends à une pression pour cette vaccination-là en janvier prochain puisque la grippe saisonnière fait environ 3.000 morts chaque année en Belgique, ce qui n'est pas rien. On nous concoctera certainement un « Influenza Safe Ticket » pour s'assurer de l'obéissance de chacun, comme d'ailleurs à l'avenir pour toutes les maladies virales. On est parti pour un processus sans fin, avec 3 ou 4 doses par virus et par an jusqu'à la fin de nos jours. C'est surtout cela qui m'inquiète : la dépendance à vie sans même savoir s'il n'y aura pas des effets indésirables dus à la répétition des injections.

Quelle dystopie !

Oui, c'est affolant. Beaucoup croient que tout va être réglé avec les vaccins à ARN messenger. Même si l'idée est théoriquement fort intéressante, je me dis que le principe de précaution doit s'appliquer. Sont-ce des vaccins ? Pas à proprement parler, ce sont des informations génétiques qui, une fois entrées dans nos cellules, les transforment en usines de production de vaccin dont nous ne maîtrisons pas le contrôle. Sont-ce des outils de thérapie génique ? Non plus. La thérapie consiste à soigner des malades, c'est ainsi qu'avant de produire ce vaccin-ci, l'ARN messenger n'avait pratiquement été testé que pour traiter certains cancers, avec des succès divers mais sans rapport d'effets secondaires notables. Mais il s'agit de thérapie compassionnelle, qui n'a rien à voir avec la vaccination de personnes en bonne santé. On devrait appeler cela plutôt une « prophylaxie génique ». Technique d'OGM, dira-t-on ? Pas vraiment car les gènes ne sont pas modifiés, c'est plutôt une intervention sur l'expression des gènes et c'est nouveau chez l'humain. On joue un peu à l'apprenti-sorcier, et ce qui me sidère, c'est que la planète entière participe à une *expérimentation humaine*. Attention, dire cela est considéré comme un blasphème ! Après quelques mois, on connaît certains effets, dont les micro-thromboses qui peuvent potentiellement poser de gros problèmes de santé, ainsi que des problèmes vasculaires, des péricardites et myocardites constatées chez les jeunes en particulier. Il y a matière à s'en

préoccuper et je ne comprends pas que tant de médecins n'en tiennent pas compte.

Ne sont-ils pas eux aussi victimes d'une politique de la peur ?

Probablement, ainsi que de l'habitude de suivre automatiquement les recommandations des délégués pharmaceutiques, qui sont des champions de la propagande. Il suffit de voir l'ampleur du budget publicitaire de Pfizer, par exemple.

Si je vous dis les termes eugénisme et transhumanisme...

Transhumanisme m'évoque les gens — nombreux — qui pensent que la technologie va les rendre immortels ou leur donner la santé parfaite pour très longtemps. C'est à rapprocher du solutionnisme technologique, comme de prétendre que le vaccin va tout résoudre à lui seul, ce qui est faux, presque tout le monde l'admet aujourd'hui. Pour la grippe (et, oui, je sais que c'est un autre virus !) le vaccin protège pour un an, l'immunisation naturelle, pour 7 ans en moyenne. J'ai été accusé d'eugénisme quand j'ai déclaré qu'il fallait laisser circuler au maximum ce virus chez les jeunes, pas concernés par les formes graves, contrairement à d'autres tranches d'âge. C'est un bon moyen de se débarrasser des épidémies et ça implique de protéger les personnes fragiles, mais moins se préoccuper des autres, qui acquerront une meilleure immunité que celle induite par le vaccin, sauf évidemment s'ils ont des fragilités particulières. L'eugénisme étant une volonté politique d'éliminer les « inaptes » pour « améliorer la race », je ne m'y reconnais évidemment pas le moins du monde. On peut par contre me taxer de « darwiniste ». J'ai proposé de vivre avec le virus et me suis fait incendier. Alors je dis qu'il faut vivre *malgré* le virus, ce qui revient au même mais est mieux compris. Le seul moyen de résister n'est pas uniquement le vaccin. Aujourd'hui, tout le monde, sans exception, admet qu'il va falloir vivre avec, donc, malgré le virus.

Le panmédicalisme ?

On y est depuis un certain temps, mais aujourd'hui il est devenu disruptif et excessif. Reconnaissons qu'il présente des avantages, moins d'enfants meurent en bas-âge, par exemple, mais il faut se demander jusqu'où on veut aller et quelles dépendances on est prêt à accepter.

Partagez-vous l'idée que nous sommes dans une syndémie⁵ ?

Oui. Un virus ne fait jamais ses dégâts tout seul, il profite d'un terrain déjà dégradé. Le Sars-cov-2 ne tue pas tout seul, mais il déclenche des phénomènes immunologiques anormaux chez certaines personnes, et c'est cette réaction qui les tue, ou les surinfections microbiennes. Donc, pensons toujours à tous ces éléments aggravants. Au niveau planétaire, il est clair que tout se met ensemble pour aggraver la situation : pollution, malbouffe, perturbateurs endocriniens, etc.

Dans quel régime politique sommes-nous en train de glisser ?

Pour moi, c'est inédit, nous ne devenons ni chinois ni soviétiques. Je ne pense pas non plus à une dictature classique au sens africain, par exemple, car il faudrait qu'une personnalité spéciale émerge. Ce qui nous guette est un affaiblissement du parlement qui laisserait la gestion du pays au seul exécutif. C'est ce qu'on vit depuis quelques années avec les pouvoirs spéciaux contre le



Illustration : Gabrielle Lacombe

terrorisme. La loi Pandémie ne définit pas clairement le moment auquel elle doit être activée. Par exemple, pour le moment, nous ne sommes pas dans les conditions pour cela. On l'active cependant, non pas sur des chiffres-clés, mais sur base de modélisations dont on peut se demander pourquoi elles seraient un meilleur indicateur que les précédentes. Les modèles effraient le public et préparent les esprits aux restrictions. Fait-on cela pour asservir la population ? Je ne pense pas, plutôt par excès de prudence. Si on enferme tout le monde, l'électeur ne va pas aimer ; si on n'enferme pas assez, que le virus circule et qu'il fait beaucoup de morts, le risque électoral est le même. La position est difficile, il faut le reconnaître.

Le « Covid Safe Ticket », est-ce une bonne idée ?

Pas du tout. Et si on suit la logique de son utilisation comme outil de sécurité, cela peut même être dangereux ! Pas seulement pour les libertés, mais dans une salle remplie de personnes ayant leur CST, seules celles qui ont fait un test sont sans danger pour les autres, contrairement aux vaccinés qui reçoivent un sauf-conduit automatique alors qu'ils peuvent transmettre le virus. Moins que

les autres dit-on, mais le risque existe et s'est déjà vérifié lors de plusieurs événements. Celui ou celle qui entre au théâtre après avoir fait un test prend le risque d'être contaminé(e), alors que tout le monde pense que c'est lui ou elle qui représente un danger ! Quand le Premier ministre dit que nous sommes dans une épidémie de non-vaccinés, c'est inexact. Je m'oppose aux gens qui prétendent savoir. Moi je reconnais que je ne sais pas ce qui arrivera dans le futur ; j'affirme cependant que ce CST est tout sauf « safe ».

Propos recueillis en direct par Bernard Legros, octobre 2021.

* virologue, professeur émérite de l'Université de Liège et membre-fondateur de CovidRationnel

4 Conférence traduite et portée à la connaissance du plus grand nombre par nos soins : <https://www.kairospresse.be/les-bons-conseils-de-marc-van-ranst-en-cas-de-pandemie/?highlight=chatam%20house>

5 NDLR : Une syndémie définit une conjonction de facteurs environnementaux et biologiques qui concourent ensemble à aggraver les conséquences d'une maladie (ex. stress, pollution de l'air, malbouffe, sédentarité ; obésité, hypertension, diabète...).

Children's
Health Defense



Children Health Defense débarque en Europe

Aux États-Unis, paradis des associations, Children Health Defense (CHD) est née peu avant la déferlante covidienne, fruit d'une autre association qui s'appelait World Mercuri Project, fondée par des parents d'enfants autistes ou victimes de dommages post-vaccinaux. Elle est cornaquée par Robert Kennedy Jr, fils de Bob Kennedy et neveu de l'ancien président qui ont tous deux été assassinés. Écologiste dans l'âme, il s'est attaqué à Monsanto à l'époque du DDT, au début des années 1970, et a consacré toute sa vie à la lutte contre les pollutions environnementales. « *À un moment donné, des parents lui ont fait remarquer que le mercure ne se trouvait pas que dans l'environnement, mais aussi dans les vaccins, et le lien s'est fait. En creusant, il s'est aperçu qu'il y avait un vide scientifique sur la question, que rien ne tenait. Il a découvert qu'il y avait aussi de l'aluminium dans les vaccins, ainsi le champ d'investigation et le champ d'action se sont étendus* »,

rappelle Senta Depuydt, journaliste et antenne européenne de CHD. Lorsque Kennedy est venu au parlement européen pour parler des grands procès faits à Monsanto à propos du Roundup, il lui a demandé d'être son relais en Europe, jusqu'à fonder une branche européenne du mouvement. Doit-on préciser qu'aucun média n'a parlé de lui, surtout quand il évoque la vaccination ? Le sujet tabou ?

Senta s'intéressait depuis un certain temps au Global Health Security Agenda (GHSA), au point de subodorer une déclaration de pandémie dans le courant de 2019, au vu d'un certain narratif ambiant, de stratégies, de discours, de techniques, d'articles, de règlements votés au parlement européen, qui annonçaient un agenda global de la vaccination. « *L'histoire a confirmé mes hypothèses. Les plans étaient là depuis 2014. Les débuts du GHSA ont marqué cette initiative de non seulement vacciner toute la planète,*

mais de changer les législations partout pour pouvoir la rendre obligatoire, sinon dans la loi, en tout cas, dans les faits. Donc le seul moyen de pouvoir outrepasser les garanties constitutionnelles qu'on avait dans la plupart des pays dits démocratiques, c'était de déclarer l'état d'urgence. J'ai écrit in extenso là-dessus avant la pandémie ».

À partir de la lutte contre le vaccin, Senta Depuydt a élargi l'objectif : « *Je considère que la mission de CHD Europe, c'est d'être un lien stratégique entre les différents pays de l'UE pour éclairer ce qui se passe au niveau de l'agenda global européen, et aussi être en rapport avec les États-Unis. Il y a régulièrement des rencontres de mise en commun entre les scientifiques, les avocats, les journalistes européens et étasuniens. Malheureusement, tous les pays ne sont pas encore représentés, même s'ils sont déjà nombreux. Pour cela, je voyage beaucoup pour parler des stratégies qui ont*

fonctionné ou pas, de tel ou tel type d'expertise qui peut être utile ou pas. Puis pour travailler sur des sujets communs. Kennedy va sortir ce mois-ci un bouquin sur Anthony Fauci qui va être traduit en français et dans d'autres langues européennes. J'espère le faire venir — Kennedy, pas Fauci ! — pour une mini tournée en Europe sur le thème de la corruption⁶. Ce qui se passe avec le covid ne peut se faire que parce que ça s'appuie sur un réseau, une mafia médicale qui existe depuis au moins 40 ans, dont 20 ans dans le réseau actuel. C'est un modèle qui s'est formé autour du sida, pour lequel Fauci était déjà dans le coup. L'Agenda global de la vaccination comme instrument de conquête et de contrôle géopolitique par les Américains a démarré il y a quatre décennies, notamment en Afrique. C'est tout ce réseau qui aujourd'hui est aux commandes au niveau opérationnel dans les différents pays européens ».

Comme il y a des différences de droit et de sol entre l'Europe et les États-Unis, la structuration en ASBL en Belgique s'imposait pour pouvoir ester en justice, également au niveau européen avec quelques actions en cours, par exemple une annulation contre les décisions du parlement européen ou le soutien à d'autres avocats dans l'UE qui introduisent des recours contre le vaccin anti-covid. « Mais pour cela, il faut avoir des membres en Europe, ajoute Senta. Nous informons au moyen d'une lettre d'information spécifiquement européenne où sont aussi republiés des articles provenant des États-Unis, pour composer le puzzle de la pandémie. Ces articles sont publiés outre-Atlantique dans un média, The Defender, qui a plusieurs millions d'abonnés et traite de tous les sujets qui importent : la pandémie, la vaccination, la corruption, la surveillance, Big Tech, Big Pharma, Big Brother, etc. Notre lettre d'information cherche à faire connaître les actions d'ailleurs, par exemple des grosses manifestations en Italie, en France ou en Allemagne, des pétitions au niveau européen ou encore une action

en justice ». Senta parle de la difficulté de traquer les infox, provenant selon elle de l'État profond : « Chaque fois qu'on a une bonne information, vérifiée et percutante, qui peut faire la différence, elle est pervertie : les sources vont être éliminées, un gros titre à scandale avec une fausse interprétation et une distorsion des faits apparaîtra. Puis ce sera "debunké" par les agences de presse ».

Comment voit-elle l'avenir de l'association? « Avec un grand point d'interrogation ! L'association croît rapidement, surtout aux États-Unis, où se trouve le cœur de la résistance. En Europe, j'ai eu l'impression de construire un navire au milieu de la tempête. Clairement, nous sommes en tête de liste des associations visées par l'État profond. Kennedy s'est fait censurer son Instagram avec 800.000 personnes, nous ne sommes pas à l'abri. Il faut créer une fédération, une espèce de coalition au-delà de nos petits désaccords. Parce qu'on sent encore trop de divisions, alors qu'en face de nous, le pouvoir est uni. Je dirais que cette expérience de CHD Europe doit amener à se fédérer par projet pour parler d'une seule voix. Ça peut passer par des associations, aussi en Belgique, comme Notre bon droit, qui fait un très bon travail, notamment sur le pass sanitaire. On a republié leurs analyses juridiques. En Allemagne, on collabore avec l'avocat Reiner Fullmich, qui agit au niveau national, où il intente des actions en justice. Mais son travail d'information est international. Des propositions pour la construction du "monde nouveau" vont se mettre en place et des personnes vont passer à la résistance active. On y sera forcé. Rien ne dit que dans six mois CHD existe encore, car nous sommes clairement attaqués, sur les plans judiciaire et financier. Nous ne sommes pas à l'abri d'une fermeture complète de l'association qui est réclamée à grands cris par les autorités étatsuniennes. Mais nous nous battons ».

Depuis le 11 septembre 2001, nous vivons sous l'institutionnalisation du mensonge. « Toutes les stratégies et les techniques qui sont utilisées aujourd'hui pour imposer cette vaccination contre le covid ont été mises en place par un système d'échafaudage de mensonges, et cela depuis la variole. Changer le nom d'un produit et le remettre sur le marché, amplifier le nombre de morts de la maladie, tous les stratagèmes d'aujourd'hui sont là depuis le début. La pharmacovigilance n'existe que pour protéger la vaccination. Quand quelqu'un est vacciné et développe la maladie quinze jours après, on dit que le vaccin n'a pas encore eu le temps d'agir. C'est donc que le patient avait déjà la variole, la polio ou la rougeole. On le dit depuis des décennies. Donc quand j'entends des gens me dire que ça va finir par se voir et qu'on va arrêter tout cela, je leur réponds que je n'y crois pas, parce que les gens tombent malades et morts depuis deux siècles, et on n'a fait que vacciner de plus belle ! La variole et la polio n'ont pas été éradiquées par les vaccins. Aujourd'hui, la campagne vaccinale est une mécanique bien rodée, c'est business as usual ». Santa va jusqu'à prédire « une hécatombe des morts du vaccin à partir de l'automne 2021 », terminant sur une touche plus encourageante : « Ça vaut le coup d'être abonné à The Defender où travaillent les meilleurs scientifiques, de grands journalistes d'investigation, bref le gratin de la résistance qui publie ».

Propos recueillis par Alexandre Penasse, mis en forme par Bernard Legros.

www.childrenhealthdefense.eu

6 Robert Kennedy Jr. est venu le 12 novembre à Berne, le 13 à Milan.



Réinfocovid, de la France à la Belgique

Réinfocovid est né en France en octobre 2020 sous l'impulsion du Dr Louis Fouché et de 400 médecins, chercheurs et scientifiques français, constatant un écart entre la réalité sanitaire et scientifique d'une part, et les informations et mesures insensées (taux de mortalité exagéré, obligation généralisée du port du masque facial, confinements, atteinte aux libertés thérapeutiques...) imposées par le gouvernement et relayées par les médias, sans aucun débat public.

L'espoir de permettre aux citoyens de se positionner et de refuser ce qui n'était ni juste ni bon pour leur santé a motivé différentes actions par le biais des réseaux sociaux et des médias, mais aussi par des conférences et des impressions papier.

Reinfocovid s'est constitué comme un collectif de bénévoles, articulé de manière horizontale dans une non-violence active, autour d'une double mission : d'une part de recréer du lien humain entre les soignants de plus en plus isolés, et ensuite de véhiculer une réinformation scientifiquement étayée, là où le discours officiel désinforme, et de proposer une prise en charge médicale alternative, précoce et elle aussi scientifiquement fondée. Parmi ces bénévoles, il y avait des soignants de tout bord, mais aussi des scientifiques, biologistes, mathématiciens, statisticiens, informaticiens, etc.

Le 5 janvier 2021 s'est tenue une réunion zoom avec des médecins de toute la France y compris des Domtom, de la Suisse et de la Belgique, pour constituer des antennes régionales permettant un maillage de tous les territoires (francophone dans un premier temps). C'est ainsi que se sont créées l'antenne suisse, devenue Reinfosanté Suisse, et l'antenne belge, devenue Reinfocovid Belgique, sous l'impulsion de quelques pionniers. Le premier zoom médecins a eu lieu le 15 janvier. Le collectif s'est progressivement étoffé, avec la participation de médecins, dentistes, vétérinaires, infirmiers, paramédicaux, soignants de toutes professions.

L'association à d'autres collectifs était nécessaire. C'est ainsi que des liens collaboratifs se sont tissés avec Notre Bon Droit, Le Grappe, Docs4opendebate, Artsen voor Vrijheid, Lawyers-4Democracy, CovidRationnel, pour ne citer qu'eux. La diffusion d'informations concernant l'existence des traitements précoces, l'inutilité des mesures liberticides, la sensibilisation à la santé

mentale et économique de la population, et notamment à la souffrance des plus jeunes, et finalement les principes élémentaires de précautions envers les procédés « vaccinaux » nouveaux, ont valu de nombreuses attaques, notamment de la part de l'Ordre des médecins qui a menacé ouvertement de sanctions sévères ceux qui refusaient de promouvoir la vaccination⁷. Si bien que, pour permettre la défense des médecins et la promotion d'une véritable déontologie médicale, une ASBL nationale a été créée avec la collaboration de Reinfocovid.be et de Artsen voor Vrijheid : Hippocrates Belgium.

Parallèlement s'est ouverte une véritable « chasse aux sorcières » sur l'impulsion de l'Ordre des Médecins. Des médecins sont suspendus pour délit d'opinion. Leur liberté de prescrire est contestée. Ceux qui résistent doivent rester discrets.

Et pourtant de plus en plus de patients réclament tous les jours d'être pris en charge par des médecins qui vont leur assurer un traitement précoce et efficace, au lieu du traitement officiel au paracétamol, sans faire de discrimination vis-à-vis de ceux qui refusent de se faire « vacciner ». Les noms de ces médecins qui continuent à faire honneur à leur profession doivent être donnés avec prudence pour éviter les sanctions, et souvent ils se retrouvent débordés.

Reinfocovid soutient, promeut et prend part à de nombreuses manifestations pacifiques, (comme « La Boum »), mais dont on sait la répression violente et complètement disproportionnée de la part des forces de l'Ordre.

Les seules plateformes de communication sont les médias alternatifs, car la porte des médias « mainstream » est totalement fermée à ceux qui parlent d'une voix différente du dogme officiel. Les demandes de débat en direct avec les autorités sanitaires et gouvernementales sont refusées par ceux-ci. La censure se durcit. Les cartes blanches sont interdites ou sanctionnées.

Aujourd'hui, la sensibilisation des jeunes et le soutien à leur liberté de choix vaccinal sont parmi les plus importantes des priorités. Des actions visant à leur permettre de respirer et de retrouver une joie de vivre ont été initiées. D'autres collectifs l'ont fait également.

Ensuite, Reinfocovid s'est investi dans le développement et l'organisation de soins multidisciplinaires à domicile, contrairement aux injonctions officielles de renvoyer les patients à domicile sans soin et avec comme seul traitement du paracétamol. Il s'ensuit que de plus en plus de patients sont pris en charge et, vaccinés ou pas, évoluent favorablement, évitant les admissions aux soins intensifs et rendant un nouveau confinement caduc.

Cette initiative, qui correspond au concept déontologique de Reinfocovid et de Hippocrates Belgium, s'appelle Covisoins est accessible via sa page web : <https://covisoins.be>

Parallèlement à cela, une révision de l'organisation interne et des réseaux est à l'œuvre afin d'améliorer le fonctionnement de l'intelligence collective, et de s'adapter aux nouveaux défis que l'évolution totalitaire nous impose, à savoir de continuer de soigner de manière optimale dans un climat hostile, et offrir une protection, une alternative et un refuge à ceux et celles qui refusent de se soumettre aux obligations, déguisées ou pas, d'injections de produits expérimentaux potentiellement toxiques.

Les pôles « citoyens » et « jeunesse » prennent de plus en plus d'ampleur. Le pôle « documents scientifiques » vise à trier les informations pertinentes afin de mettre à jour, le plus souvent possible, auprès des demandeurs (actions en justice ou interpellations des politiques et des citoyens, par exemple), les faits qui démontrent que les 4 piliers de la doxa médiatico-gouvernementale sont de purs mensonges (1. L'épidémie serait gravissime ; 2. Il n'existerait aucun traitement ; 3. Les mesures liberticides seraient utiles voire indispensables ; 4. Les « vaccins » seraient sûrs et efficaces et permettraient d'éradiquer le virus s'ils étaient injectés à tout le monde, à répétition).

www.reinfocovid.be

7 <https://ordomedic.be/fr/avis/maladies/covid-19/deontologische-aspecten-aangaande-het-vaccinatieprogramma-tegen-covid-19>

Diabolique duo du mépris et de la méprise

Citoyen lecteur, ne m'en veux pas ! Je ne voulais plus m'exprimer et donner mon avis piètre sur des sujets d'envergure. Mais l'actualité de ces dernières semaines m'a convaincu que je devais encore tremper ma plume dans l'encrier informatique d'un ordinateur auquel, par souci de respect et d'ouverture, j'ai appris à parler dans son langage. Je ne m'abaisserai pas à me reproduire ici, j'aurais assez peur que vous ne me preniez pour un de ces pédants dont on aime se moquer ou, au contraire, pour un de ces gougnafiers incultes dont France-Inter se moque quasi quotidiennement dans une émission diffusée l'après-midi et dont l'une des animatrices s'est distinguée en montrant un irrespect total pour une pseudo candidature d'un pseudo politique qui n'est pas encore politique mais qui dit des choses qui plaisent.

Or donc, plutôt que d'écouter la radio, et d'y entendre des imitations pourries de l'accent belge (qui n'existe pas), des moqueries sur les électeurs de droite (qui proviennent d'un prisme kaléidoscopique d'opinions), des regards de haut en bas sur les Asiatiques, les pauvres, les Gilets jaunes, les Africains, les élites, les nantis, les puissants, je me suis mis à lire des journaux. Caramba ! On m'y parlait de manifestations d'aide-soignants (qu'on déconsidère bien souvent, sauf quand on veut les applaudir de son balcon), de protestations contre la paupérisation d'une partie de la population (dont, la plupart du temps, les médias ne parlent pas, ou alors dans un entrefilet), de soulèvements populaires de parties des habitants contre des mesures discriminatoires. Et, entre deux récits enflammés de protestations vues sous un angle rarement journalistique, je tombe sur l'interview de Cécile de France (méprisée au départ parce que Belge dans la beeeeeeeille ville de Paaaaaaaris), l'entretien avec Pierre Rosanvallon, sociologue, qui déclare que « *le mépris est devenu systémique dans nos sociétés* », ce qui indique que cette tendance est devenue non plus épidermique et locale, mais globale et plus fréquente qu'on ne le croit, mais encore l'entretien avec l'un des directeurs de la rédaction du *Point*, Sébastien Le Fol, qui publiait voici quelque temps — parce que lui-même avait été concerné, mais pas que — « *Reste à ta place !* » où l'on apprend que (snif) Nicolas Sarkozy (re-snif) a lui aussi été victime d'une injustice de classe, d'une discrimination due à ses origines, en bref : à du mépris. On objectera qu'il est facile (mais j'ose) de regarder un homme comme l'ancien Président de la République de haut en bas, en le dévisageant (d'autant plus facilement que cela se faisait quand il était jeune, donc peut-être encore plus majestueux malgré sa taille, disons, assez petite). Néanmoins, cela m'a ouvert les yeux sur ce mot entendu de plus en plus, au fil des articles, des livres et des événements.

On ne sera pas étonné de savoir que ce mépris vient du verbe prendre. Littéralement, on « prend mal », c'est-à-dire qu'on donne une valeur, une prise en considération, moindre qu'à d'autres. Le mot « mépris » arrive dans un sens commercial à donner un prix inférieur à celui que la chose, ou le bien vaut... Foutus capitalistes ! Encore une question d'argent et de prix. Pourtant, telle est la vérité sinistre : *mépriser* quelqu'un, c'est lui accorder un prix inférieur (ou différent, mais rarement dans un sens positif) à une autre personne, à un bien ou à une classe sociale à celui qu'il mérite vraiment. Par essence, le mépris est donc consubstantiel aux sociétés organisées en classes sociales : on me souffle dans l'oreillette que, pour une fois, ce n'est pas une affection occidental-européenne, mais qu'elle se retrouve aussi dans des peuples des autres parties

du monde. Enfin, voilà un point négatif qu'on retrouve partout. Le mépris, pour le dire autrement, est un processus presque aussi normal que le stéréotype ou le préjugé. Le mépris doit être réévalué par la suite et mener à l'équilibre. Cela s'appelle la théorie (vous savez, ce machin merveilleux qui n'est quasiment jamais suivi de la mise en pratique). Ce qui est problématique, c'est quand cette disposition, théoriquement très provisoire et uniquement sur un registre commercial, devient permanente, entretenue, et surtout placée sur un plan moral. On rappellera que le terme « barbare », qui désigne initialement et uniquement les personnes qui ne parlaient pas la langue grecque et qu'on ne comprenait pas, a fini par devenir le synonyme de « étrange, non civilisé ». Drôle de glissement de sens, savamment nourri par les élites ou les dirigeants — allô, Macron, Trump et même De Croo avec sa fameuse trouvaille de l'« épidémie de non vaccinés » ? Ce mépris, volontaire, entretenu, prolongé, ne comporte aujourd'hui que des connotations négatives et toxiques pour une société qui se veut démocratique, dans laquelle chacun et chacune devrait pouvoir s'exprimer sans se faire rabrouer par quelqu'un qui s'estimerait supérieur. Mais ça, c'est encore la théorie et ça ne nous porte pas très haut. Mépris tellement installé qu'il a donné un verbe, « mépriser ». Le mépris donne le la et une tonalité bien fragmentée à la société — même si celle-ci n'est pas à la base une société de classes. C'est que le mépris est une notion qui se diffuse aussi vite que la mondialisation et la mauvaise communication qui transmettent des informations et des pseudo descriptions en tous sens. *Kairos* en fut, d'ailleurs, souvent victime.

Quant à moi, je privilégierais le terme de méprise. D'abord, cette méprise vient d'un verbe, « méprendre », souvent utilisé sous sa forme pronominale « se méprendre », c'est-à-dire « se tromper ». Au théâtre, le mot utilisé est « quiproquo ». On prend quelqu'un pour quelqu'un d'autre mais (à la base et en théorie) on ne le fait pas (ou jamais ?) exprès. Surtout, cette méprise peut toujours

s'arranger, se modifier, au contact de l'autre et de sa réaction. On est loin de ce mépris qui s'installe, s'insinue même dans notre langage, dans nos attitudes, dans notre comportement avec les autres : si le mépris est un processus mental souvent profond, la méprise est une erreur qui ne porte pas à des conséquences définitives (et offre l'avantage de pouvoir constituer la matière d'une bonne histoire à Noël entre deux bonnes vieilles histoires du grand-oncle). Naturellement, mon opinion n'engage que moi, mais il peut sembler pertinent de privilégier la lutte pour à la lutte contre ; la méprise qu'on peut rectifier par modestie au mépris qu'on ne tient pas à rectifier par conscience excessive de sa propre valeur.

Je proposerais donc de changer le fameux adage latin « *Errare humanum est, perseverare diabolicum* » (Se tromper est humain, mais persister dans cette voie est digne du diable) par « La méprise est humaine, le mépris ne mène qu'à la division ». Un vrai bol d'eau fraîche dans cette actualité brûlante de mépris et de colères¹...

Jean-Guy Divers

¹ Et au passage, qu'il me soit permis d'exprimer ma profonde reconnaissance pour le Professeur Rollin, dont les spectacles sont des merveilles de langage sans jamais aucun mépris.

→ suite de la page 9

par vos experts. C'est notamment le cas du groupe CovidRationnel, vous le connaissez peut-être [ADC: non]. Je voudrais quand même citer quelques personnes qui en font partie : il y a Christine Dupont, bio-ingénieure et doyenne de faculté, Olivier Servais, anthropologue et doyen de faculté, Raphaël Jungers, prof de mathématique et modélisateur, Vincent Laborderie, prof de science politique, Bernard Rentier, que vous connaissez, virologue, Élisabeth Paul, prof de santé publique, Irène Mathy, prof de droit, Pierre-François Laterre, chef du service des soins intensifs de Saint-Luc les cliniques universitaires ; mais il y en a d'autres encore que j'ai interviewés : Yves Couvreur, un anatomopathologiste, Yves Gailliez, un médecin de famille, Frédéric Goareguer, pédopsychiatre, Christophe De Brouwer qui vient d'être censuré sur notre chaîne YouTube et qui a des propos très intéressants !

Les Belges veulent un vrai débat. Pour la démocratie, pour le peuple belge, êtes-vous prêts à organiser un débat avec vos experts et certains professionnels que je viens de citer ? Alors Monsieur De Croo, c'est clair qu'il ne faut pas freiner dans le tournant [expression de ADC lors de la conférence de presse], mais tout le monde ne voit pas le tournant au même endroit. Ma question est simple, et demande un oui ou un non : êtes-vous prêt à faire un débat avec d'autres gens que vos experts ? Merci.

-Alexander De Croo : Mais Monsieur, il n'y a pas mes experts. Vous pensez que j'ai une sorte de collection de mes experts et que j'ouvre une sorte de canette avec mes experts ? C'est pas comme ça que ça fonctionne. On utilise plein d'expertises. On regarde plein d'opinions et je ne sais pas d'où vous avez l'idée que je refuserais d'aller en dialogue avec l'un ou avec l'autre. La liste de noms que vous avez donnée est probablement intéressante, mais je ne connais pas ces gens, Monsieur.

CODECO N°12 - 11 MAI 2021

-Alexandre Penasse : Ça fait depuis novembre 2020 que je vous pose des questions dans cette salle même, dans cette salle de presse. Je vous ai demandé notamment ce que vous avez fait pour les hôpitaux, je vous ai parlé des tests PCR qui pour moi et pour d'autres faussaient le nombre de malades, de vos critères pour définir ce qui est essentiel et non-essentiel, etc. J'ai l'impression de ne pas avoir eu de réponses honnêtes et franches. Vous voyez, une réponse où on regarde quelqu'un dans les yeux, on a l'impression de pouvoir avoir un dialogue. Peut-être que cette gestion froide par une élite en partie non-élue explique la défiance de la population. Peut-être que les dizaines de milliers d'enfants, d'ados, de parents et grand-parents qui étaient dans les parcs ces derniers jours, ce n'est pas le signe d'un irrespect ou d'un égoïsme mais que beaucoup [...]

-Alexander De Croo : Monsieur un instant, un instant! Si vous voulez faire un exposé quelque part, vous louez une salle, vous invitez du public, on viendra vous écouter. Le but ici c'est de poser des questions, je répondrai à vos questions mais il faut que vous posiez des questions.

-AP : Je vois qu'il y en a qui peuvent poser plusieurs questions, mais soit... À la dernière conférence de presse, vous avez prononcé 59 fois le mot vaccin, j'ai l'impression que le chemin était déjà tracé, d'où ma question : vous dites qu'il n'y a aucune obligation vaccinale mais en même temps vous en parlez tout le temps. Il y a une propagande énorme et incroyable, et vous avez avancé devant les médias que ceux qui sont vaccinés bénéficieront de certains avantages, ce qui est totalement contraire au droit le plus élémentaire. Comment pouvez-vous expliquer ça ?

-ADC : Honnêtement Monsieur, je n'ai nulle part dit que quelqu'un qui soit vacciné ait plus de droits que quelqu'un d'autre. D'ailleurs, dans la formule dont on a parlé pour les grands événements, l'alternative est toujours de vous faire tester et de montrer que vous avez un test négatif. Il n'y a pas d'obligation de se faire vacciner dans notre pays, je pense que c'est une bonne chose. Mais ce qu'il y a dans notre pays, c'est une grande motivation. Et cette motivation, elle est quand même assez extraordinaire. 90 % des gens au-delà de l'âge de 65 ans se sont fait vacciner. Et je pense que la motivation est beaucoup plus puissante que l'obligation et on voit que ça fonctionne dans notre pays.

CODECO N°13 - 4 JUIN 2021

-Alexandre Penasse : Vous m'avez dit lors de la conférence de presse du 11 mai dernier : « Si vous voulez faire un exposé quelque part, vous louez une salle, vous invitez du public, on viendra vous écouter. » J'ai tenu compte de votre proposition : j'ai loué une salle, invité sept intervenants du monde médical et scientifique qu'on a très peu entendu dans les médias dominants. J'ai aussi contacté les experts du gouvernement qui ne m'ont pas répondu ou m'ont dit non. Je vous ai envoyé un mail

pour vous demander si vous serez présent lors de ce débat, qui aura lieu le 10 juin. Vous ne m'avez pas encore répondu, est-ce que vous viendrez ?

-Alexander De Croo : Je ne sais pas monsieur, je n'ai pas vu votre invitation. On vous répondra, ce n'est pas le but de la conférence de presse, de répondre à des idées ici...

-AP : Mais vous m'avez parlé d'un débat, c'est pour ça que l'on fait un débat avec sept scientifiques.

-ADC : Monsieur, je ne peux pas réagir par rapport à quelque chose que je n'ai pas lu.

CODECO N°14 -18 JUIN 2021

-Alexandre Penasse : J'ai l'impression quand vous parlez, la vaccination paraît obligatoire. Ce n'est pas le cas Monsieur Vandembroucke, n'est-ce pas ?

-Alexander De Croo : Non monsieur, la vaccination n'est pas obligatoire en Belgique mais elle est importante. C'est une nuance.

-AP : C'était juste une précision. Puisque vous avez refusé vous, Monsieur De Croo et les experts du gouvernement, de venir au débat qu'on a organisé le 10 juin. Je voudrais vous annoncer quelques points dont on a parlé à ce moment-là puisqu'on est dans la joie vaccinale, le retour à la vie normale, mais c'est quand même important d'énoncer quelques points...

-ADC : Monsieur, le but c'est que vous posiez des questions. Si vous avez une petite question à poser, posez la question, mais aller débiter des textes ici n'est pas le but d'une conférence de presse. Si vous voulez faire une conférence de presse vous-même, vous pouvez l'organiser. Il y a peut-être des collègues à vous qui vont venir, mais en général, c'est vous qui posez les questions et c'est nous qui y répondons.

-AP : Mais c'est vous qui décidez les questions que je peux poser ?

-ADC : Posez une question alors, allez-y. Oui.

-AP : D'accord, ça fait quinze mois que d'autres experts ont d'autres points de vue qu'on ne peut pas entendre.

-ADC : On peut les entendre, Monsieur.

-AP : Si on nous parle de reconfinement, à l'automne, est-ce que ça aura une légitimité ? Est-ce que vous pouvez répondre à toutes les questions que je pose depuis quinze mois ?

-ADC : Monsieur, vous êtes invité ici à chaque fois, vous avez l'espace, mais posez votre question...

-AP : Vous ne répondez jamais à ma question... Est-ce que vous allez venir discuter avec d'autres scientifiques, avec monsieur Martin Zizi, Louis Fouché, avec d'autres gens qui ont d'autres points de vue ? Est-ce que vous, ou l'un de vos experts, va venir discuter avec quelqu'un d'autre ?

-ADC : Je ne connais pas ces personnes, Monsieur...

-AP : Mais l'important n'est pas si vous les connaissez ou pas. Je vous demande si vous allez venir ?

-ADC : Monsieur, on n'est pas à un endroit où on lance des invitations donc je ne sais pas de quoi vous parlez...

-AP : Il n'y a qu'un son de cloche depuis quinze mois.

-ADC : Mais pas du tout. En Belgique, toutes les opinions ont été discutées. Et même dans les médias classiques, il y a eu des gens qui ne croient pas du tout au vaccin. Et qui ont pu en parler. Et ils ont eu beaucoup d'espace dans la presse et je pense que c'est normal qu'ils aient eu beaucoup d'espace dans la presse. Ce que je vois, c'est qu'en général, les gens ne les croient pas. En général, les gens se font vacciner. Et vous savez ce qui se passe ? Les gens qui se font vacciner, ils ne se retrouvent plus à l'hôpital. Et c'est ça ce qu'on voit. C'est que les gens ont fait confiance à la science, et ceux qui ont fait confiance à la science, ils sont protégés. Et c'est plutôt une bonne chose.

CODECO N°15 - 17/09/2021

-Alexandre Penasse : Votre objectif est de vacciner le plus de personnes possible, les enfants aussi. Pourtant, de plus en plus de voix de scientifiques s'élèvent pour demander de suspendre la vaccination vu le nombre de morts et d'effets secondaires inquié-

tants post-vaccination. Ils se trompent peut-être, mais peut-être pas. Je vous propose comme il est normal en démocratie de venir débattre avec ces gens. Acceptez-vous ?

-Alexander De Croo : Vous avez déjà posé cette question monsieur. S'il y avait vraiment, comme vous dites, beaucoup d'effets secondaires, beaucoup de morts, pourquoi ce serait quelque chose dont vous êtes le seul au courant alors ? C'est quand même assez étonnant. Il y a au total dans le monde entier plus de 5 milliards de doses qui ont été administrées. En Belgique, on parle de 8.5 millions de gens qui ont été vaccinés. Nos services suivent ça de tout près. Il n'y a aucune indication que le vaccin ne serait pas sûr. Vous avez une information que personne d'autre n'a. C'est possible, mais c'est assez étonnant.

-AP : Mais on peut en débattre.

-ADC : Monsieur, moi je suis prêt à débattre plein de choses, mais avec des gens avec un certain sérieux.

-AP : Une petite question rapide encore. Pourquoi appliquer un Covid Safe Ticket qui va instaurer la ségrégation entre les gens, alors qu'on sait que les personnes vaccinées peuvent encore être contaminées et contagieuses. Je suppose que vous regardez les chiffres d'Israël, des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

-ADC : Comme je l'ai dit dans mon introduction, les vaccins sont sûrs et les vaccins réduisent le risque d'être malade ou de vous retrouver à l'hôpital avec plus de 90%. D'ailleurs dans tous les pays européens, on voit que, dans les pays qui ont beaucoup vacciné, la situation épidémiologique s'améliore nettement. Donc je trouve un peu bizarre que vous continuiez à douter. C'est un peu comme douter le fait que le soleil se lève chaque matin. Vous voyez tous les jours que les vaccins fonctionnent, vous voyez qu'il y a de plus en plus de gens qui sont motivés à le faire. Alors si vous dites "Je n'y crois pas", c'est votre choix. Mais s'il vous plaît, ne mettez pas en danger d'autres personnes.

CODECO N°16 - 26/10/2021

-Alexandre Penasse : Vous me permettez d'enlever mon masque, j'ai du mal à respirer. Je ferai comme vous... Monsieur Vandembroucke a reçu récemment un courrier lui indiquant notamment que la vaccination des soignants et des jeunes était inutile et contre-productive car elle ne permet ni de prévenir la contamination, ni de réduire la charge virale des personnes. Je vous cite un rapide exemple qui n'est pas une tartufferie : Le 23 septembre, l'Irish Examiner annonçait que dans la ville de Waterford 99,7 % des plus de 18 ans étaient complètement vaccinés. C'est le chiffre le plus haut d'Europe. Pourtant, le 11 octobre, Waterford News and Star annonce que la ville a le plus haut taux d'incidence d'Irlande. Je vous pose la question : le Covid Safe Ticket est-il inutile dès lors qu'il favorise la contamination ? Et c'est prouvé.

-Frank Vandembroucke : Soyons clair : sans les vaccins, on assisterait à une catastrophe sanitaire, économique et sociale inédite. Le risque de contamination et le risque d'hospitalisation est réduit de façon très très très significatif quand on est vacciné. Mais comme je l'ai déjà dit, c'est un peu comme un parapluie : les vaccins sont un parapluie excellent qui protège contre la pluie. Mais s'il pleut fortement, s'il vente, il y a des gens même avec des parapluies qui sont mouillés. C'est rare, mais ça arrive. Et c'est ce qu'on vit maintenant. Donc, il y a trop de virus. Mais grâce à la vaccination, on est pas dans une situation catastrophique, mais il faut réduire la circulation du virus. En ce qui concerne le Covid Safe Ticket, évidemment, ce n'est pas une sécurité absolue. Il n'y a aucune sécurité absolue. Et donc, comme le Premier Ministre l'a dit, il faut combiner les sécurités et il faut aussi compter sur le bon sens. Et je répète l'exemple : un organisateur d'un événement public très réduit, 45 personnes peut utiliser le Covid Safe Ticket. Et je crois qu'il y a beaucoup d'organismes qui préfèrent cela parce que ça crée quand même un peu plus de sécurité. Si en même temps, vous assistez à un événement où il y a le Covid Safe Ticket, ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas ventiler. Donc il faut combiner les mesures de sécurité. C'est l'addition des mesures de sécurité qui est la formule gagnante. Et donc, arrêtons des débats clichés, des débats simplistes tant sur la vaccination, le Covid Safe Ticket, la ventilation, le port du masque. Il n'y a aucun instrument qui est un silver bullet et qui réduit le risque à zéro, ça n'existe pas. Il y a la combinaison des instruments.

Le jour où Huntington sonna le glas de la fin de l'Histoire

Si un historien du futur devait se pencher sur les livres qui ont le plus profondément influencé la fin du XX^e et le début du XXI^e siècle, peut-être choisirait-il *La Fin de l'histoire* ou le *Dernier Homme* de Francis Fukuyama (1992) et *Le choc des civilisations* de Samuel Huntington (1996). Plus d'un quart de siècle après leurs parutions respectives, ces deux essais emblématiques de la période charnière qui s'étend de la fin de l'Union soviétique au 11 septembre 2001 et au-delà ont durablement polarisé le débat et continuent de susciter commentaires et controverses passionnés.

Ce n'est sans doute pas un hasard si, dans un chapitre de son dernier ouvrage, *Autodafés*¹, Michel Onfray dresse un parallèle entre ces deux livres et confronte, en une sorte de match rétrospectif, à la fois leurs contenus intrinsèques et leurs potentiels prédictifs. Une relecture en parallèle de ces deux ouvrages qui, ironie supplémentaire, sont ceux d'un professeur de Harvard (Huntington) et de son ancien étudiant (Fukuyama) s'avère en effet éclairante. D'un point de vue philosophique, Fukuyama et son ouvrage s'insèrent dans la tradition hégélienne, celle de l'idéalisme allemand qui a aussi influencé, sans doute davantage qu'ils n'ont voulu l'admettre, des penseurs comme Marx et Engels. Fukuyama reprend donc la thèse de la fin de l'histoire² pour l'appliquer à l'actualité.

Pour faire simple, la fin de l'empire soviétique serait l'annonce d'une « fin de l'histoire », au sens où un *Weltgeist* rationnel (l'« esprit du monde » hégélien) imposerait sans trop de difficultés le triomphe, au moins idéologique, de la démocratie (néo)libérale sur la planète entière. Au sens où l'entend Fukuyama, la « fin de l'histoire » ne signifie donc pas nécessairement la fin des conflits, mais rejoint plutôt l'idée que la démocratie (ou plutôt une forme particulière de démocratie, associée au régime économique néolibéral de libre marché) deviendrait l'horizon indépassable d'un monde unipolaire. On perçoit des échos manifestes de cette thèse dans le fameux « Consensus de Washington »³, ainsi que dans l'idéologie « TINA »⁴ qui en forme la matrice : il n'y aurait pas d'alternatives à l'expansion indéfinie d'un marché mondial libre-échangiste, censé s'autoréguler, apporter la prospérité et résoudre tous les conflits.

LE BRÉVIAIRE DES CHANTRES DE LA MONDIALISATION HEUREUSE

Assez rapidement, le livre de Fukuyama est donc devenu le bréviaire des chantres de la mondialisation « heureuse » et des thuriféraires d'un néolibéralisme reagan-thatchérien décomplexé. Quelques années plus tard, en 1996, voici qu'un professeur de Harvard publie ce *Choc des civilisations*, qui vient remettre en cause ce bel édifice « finito-mondialiste » à la sauce ultra-libérale. Ce *diabolus ex machina* d'Huntington (aux yeux des tenants du consensus et de la fin de l'histoire) ne pouvait-il donc rester dans les cintres ? D'entrée de jeu, le professeur d'Harvard et ex-conseiller du président Jimmy Carter remet en cause cette idée d'une mondialisation heureuse, qui signerait l'émergence d'une civilisation globale et d'un monde unipolaire. À y regarder de près, cette idée d'une civilisation unique n'est-elle pas le « *wishfull thinking* » d'une petite élite, politiquement et économiquement puissante, mais numériquement très réduite, et partageant ce que Huntington appelle la « culture de Davos » ? C'est en effet cette ville des Grisons qui accueille chaque année le Forum économique mondial où se retrouvent dirigeants d'entreprise, banquiers, hauts fonctionnaires et hommes et femmes politiques de premier plan. D'un point de vue purement numérique, cette élite mondiale et mondialisée ne représente pas grand-chose. Même si on y adjoint ceux qui partagent peu ou prou leurs options, on arriverait, selon



l'estimation de Huntington, à environ 1% de la population mondiale. Seulement voilà, ce 1% détient un pouvoir d'influence qui va bien au-delà de cette modeste numérique et peut compter sur des alliés parfois imprévus pour critiquer cet empêcheur de mondialiser en rond de Huntington.

LA GAUCHE « PROGRESSISTE » EN CROISADE CONTRE UN LIVRE QUE HUNTINGTON N'A PAS ÉCRIT

Car, une fois de plus, serait-on tenté de dire, les représentants d'une certaine gauche dite « progressiste » ne vont pas tarder à se joindre au chœur critique des dévots de Davos, marris de voir démenti leur mantra d'une mondialisation triomphante et heureuse. Que reprochent-ils au *Choc des civilisations* ? Tout d'abord, d'être paraît-il trop « simpliste ». C'est par exemple le cas d'Edward Saïd qui, dans *Le Monde*, fait grief à Huntington d'établir une opposition factice entre Orient et Occident qui sont, selon lui, des « *étiquettes empêchant de voir la diversité du monde* »⁵. En réalité, bien loin de se limiter à décrire une confrontation manichéenne, Huntington définit dans son ouvrage pas moins de huit aires civilisationnelles, en interaction les unes avec les autres. Le même Saïd lui reproche également de présenter les civilisations comme des entités hermétiquement closes sur elles-mêmes, figées, et de négliger les échanges et le métissage qui les caractérisent. Or, il suffit de lire Huntington pour s'apercevoir qu'il dit exactement le contraire : « *Les civilisations n'ont pas de frontières clairement*

établies, ni de début ni de fin précis. On peut toujours redéfinir son identité, de sorte que la composition et les formes de civilisations changent au fil du temps. Les cultures interagissent et se chevauchent⁶ ».

Dans une interview donnée à *L'Express* en 2008, l'écrivain Jean-Marie Le Clézio, qu'on a connu mieux inspiré, en rajoute une couche. Il y déclare notamment : « *Je déteste Samuel Huntington et sa théorie du choc des civilisations* ». Pourquoi ? Parce que « *les cultures sont toutes métisses, mélangées, y compris l'occidentale, faite de nombreux éléments venant d'Afrique, d'Asie. On ne peut pas faire barrage au métissage* »⁷. On l'a vu, le professeur d'Harvard ne dit rien qui aille à l'encontre de ces affirmations. À croire que ces éminents critiques ont lu un livre... que Huntington n'a pas écrit.

Pourtant, si la réussite et l'intérêt d'un livre se mesurent à l'aune de sa justesse prédictive, il paraît indéniable que le maître dame le pion à son ancien étudiant Fukuyama. Entre autres exemples, les analyses de Huntington sur la Chine en tant que pôle civilisationnel (ré)émergeant et concurrençant avec succès le pôle occidental paraissent quasiment prémonitoires : « *La victoire de l'Occident dans la guerre froide n'a pas produit son triomphe, mais son épuisement... La puissance économique se déplace rapidement vers l'Extrême-Orient, lequel commence à acquérir plus d'influence politique et de puissance militaire* »⁸. Et les actuelles velléités du gouvernement chinois par rapport à Hong-Kong, Singapour et, plus encore, Taïwan se trouvent déjà inscrites en filigrane chez Huntington lorsqu'il écrit que « *Le gouvernement (chinois) considère que la Chine continentale est le noyau d'une civilisation chinoise vers laquelle toutes les autres communautés chinoises devraient se tourner... Il cherche à se positionner comme le représentant mondial de la sinitude. Pour le gouvernement chinois, les personnes d'ascendance chinoise, même si elles sont citoyennes d'un autre pays, sont membres de la communauté chinoise et donc sujettes dans une certaine mesure à l'autorité du gouvernement chinois* »⁹.

À le relire aujourd'hui avec plus de sérénité, dans un contexte où les polémiques acharnées se sont calmées (quoique...), on découvre en fait une œuvre bien différente du brûlot sulfureux et simpliste que certains

se sont plu à caricaturer. Ancien conseiller du président Carter, inscrivant sa réflexion dans une optique géopolitique et pragmatique, Samuel Huntington décrit, avec vingt-cinq ans d'avance, un monde multipolaire complexe où des blocs civilisationnels anciens ou émergents affirment leur volonté de jouer un rôle majeur et où la prétention occidentale à l'universalisme est de plus en plus remise en question. Et ce monde, où l'histoire est loin d'être clôturée, c'est bien le nôtre.

Alain Gailliard

1 Michel Onfray, *Autodafés*, *L'art de détruire les livres*, Les Presses de la Cité, 2021.

2 Voir Georg Friedrich Hegel, *La philosophie de l'Histoire*, La Pochothèque, 2009.

3 Le Consensus de Washington est un accord intervenu entre les grandes institutions financières siégeant à Washington (Banque mondiale, FMI, etc.) et le département du Trésor américain sur les moyens, d'inspiration néolibéraux, de remettre sur pied des économies en difficulté, telles celles de pays d'Amérique du Sud. Au premier rang des « recettes » prônées par ses initiateurs : privatisations, déréglementation des marchés, réductions drastiques des dépenses publiques, libéralisation du commerce extérieur. Pour une évaluation des résultats de l'application de ces préceptes, voir notamment : Eric Berr et François Combarrous : *L'impact du consensus de Washington sur les pays en développement : une évaluation empirique*, sur le site : <https://core.ac.uk/download/pdf/7359087.pdf>

4 Acronyme de « There Is No Alternative », l'un des slogans favorisés de feu Margaret Thatcher.

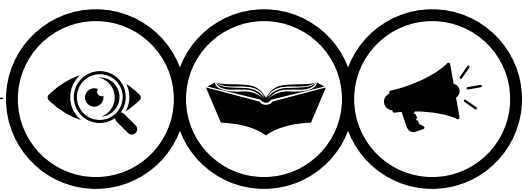
5 Cité par Michel Onfray dans *Autodafés*, p. 129.

6 Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, p. 48.

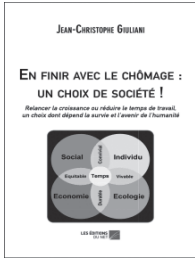
7 https://www.lexpress.fr/culture/livre/j-m-g-le-clezio_823105.html

8 Samuel Huntington, *op. cit.*, p. 108.

9 Samuel Huntington, *op. cit.*, p. 246.



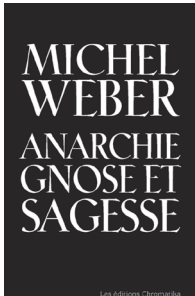
VU, LU, ENTENDU



Le point de départ de la réflexion de Jean-Christophe Giuliani est simple : que faire pour résorber le chômage ? Comment faire ? Avec qui le faire ? La question est ancienne, les réponses, nombreuses, et souvent, hélas, inefficaces. L'homme n'en est pas à son coup d'essai : la question du travail le taraude depuis longtemps, il l'a abordée notamment dans le livre *Le travail, et après ?* (Éco-société, 2017). Bien avant le chômage technique

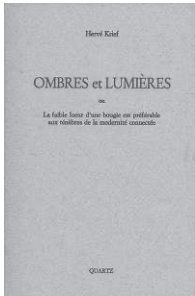
provoqué autant par les crises pandémiques que par les choix politiques, économiques, sociaux des dirigeants, il posait déjà la question des causes et des conséquences du travail et du chômage sur tout un modèle social et sociétal. Il décortique les raisons invoquées pour la croissance du chômage et analyse ses conséquences avec froideur. Selon lui, les méthodes utilisées sont trop tardives, trop circonscrites, trop dévolues à une frange déjà fragilisée de la population. Les raisons évoquées sont toutes fausses, ou trop approximatives pour être honnêtes. Comme si les mots ne suffisaient pas, il y ajoute un nombre époustouflant de graphiques, schémas et démonstrations chiffrées. Pour résoudre le problème du chômage, ce créatif culturel propose une nouvelle voie, celle d'une décroissance heureuse autant pour les travailleurs — qui n'officieraient plus que 4 jours sur 7 — que pour leur entourage — qui les verrait davantage, et dans des conditions sereines — et pour la société — qui verrait ses composantes plus équilibrées, plus complètes en somme, dans des vies pleines qui ne réserveraient pas la part du lion au métro-boulot-dodo. La nature y gagnerait aussi, puisque l'emploi moindre exige moins d'emploi des ressources naturelles, autant pour des besoins artificiels nés de la frustration du travail qui bouffe l'existence que pour l'*hubris* de ceux qui veulent toujours plus avoir, posséder, gagner et l'emporter. Une civilisation en somme plus morale, plus juste, plus épanouissante, où l'Homme apprendrait à être plutôt qu'à avoir.

Jean-Christophe Giuliani, *En finir avec le chômage, un choix de société. Relancer la croissance ou réduire le travail, un choix dont dépend la survie et l'avenir de l'humanité*, Les éditions du Net, 391 pages.
D. T.



Les lecteurs de *Kairos* connaissent bien le philosophe Michel Weber, dont la pensée agile, originale et radicalement libre irrigue depuis les débuts notre réflexion collective. Aujourd'hui, l'auteur nous invite à un voyage intellectuel étonnant : il s'agit de mettre en regard anarchie, gnose et sagesse, trois mouvements appartenant, *a priori*, à des registres très différents. Au moyen d'une enquête historique et conceptuelle serrée, Weber démontre de manière claire et concise qu'il n'en est rien. Tandis que l'anarchie cultive l'autorité et la responsabilité débarrassées du pouvoir de l'État et de toutes autres structures de domination (aujourd'hui encastrées dans la méga-machine de la technoscience), la gnose est l'une des voies que l'homme a empruntée depuis le chamanisme du paléolithique pour atteindre la connaissance, et ce de manière personnelle et immédiate, sans se fier à l'opinion reçue ou aux églises. Quant à la sagesse, si la Grèce antique nous en offre une manifestation emblématique pour l'intelligence du propos, car philosophie et science y naissent en même temps que l'idéal de la démocratie directe, la figure du sage est universelle, ainsi qu'en témoignent les mondes de l'hindouisme classique et de la pensée chinoise du Tao. Le sage y pratique l'autorité et la responsabilité de soi et d'autrui tout en fuyant le pouvoir ; il recherche la connaissance de soi et du cosmos tout en se défiant de l'orthodoxie et de la loi séculière. Anarchie, gnose et sagesse sont autant de balises qui permettent de repenser, chacune à leur manière, les conditions de possibilité d'une vie authentique. C'est-à-dire d'une vie dans laquelle l'homme est tout à la fois libre, créateur et autonome, mais aussi soucieux du bien commun et solidaire de son prochain, considéré d'égal à égal. Par contraste avec les chocs dystopiques qui tétanisent et mettent à mal notre monde, l'auteur conclut en insistant sur l'urgence de renouer avec une pensée utopique nourrie par de tels enseignements : ancrés dans la tradition, ils sont toujours bien vivants et plus nécessaires que jamais.

Michel Weber, *Anarchie, gnose et sagesse*, Chromatika, 2021, 120 pages.
François Massoulié



Membre du collectif Écran Total, le musicien Hervé Krief avait exposé dans *Internet ou le retour à la bougie* (Quartz, 2018) le refus d'une société dominée par la technique. Nourri par ses multiples échanges avec des citoyens « *qui ont pris conscience de l'ineptie dans laquelle nous vivons* », il a repris la plume lors du « printemps silencieux » du confinement de 2020 pour répondre à la question fondamentale que son premier livre a suscitée : quelle alternative à Internet et à la société techno-industrielle mortifère dont elle est l'emblème ? Selon lui, une faible lueur subsiste : la réappropria-

tion des savoirs traditionnels paysans d'une part, enrichie des réflexions de penseurs tels que Pierre Kropotkine et Ivan Illich d'autre part, nous aident à dessiner le contour de communes libres et sociales, libérées du techno-capitalisme et unies par un esprit d'entraide tels qu'on le retrouve dans les sociétés rurales traditionnelles du monde entier, guidées par le souci du bien commun et recherche de consensus, comme par exemple la *djemaa* des villages kabyles. Or, conclut l'auteur, un tel projet « *est inconciliable avec la présence d'un État centralisé et coercitif. Celui-ci organise la normalisation de tous et le contrôle absolu de tous les pans de nos existences. Le basculement dans l'an 01 du confinement lors du "printemps silencieux" de l'année 2020 en est la preuve la plus tangible. [...] Nous sommes étouffés, bâillonnés, traités comme des flux, gérés par des smartphones connectés. [...] Le peu de liberté véritable a disparu. [...] Si nous voulons préserver notre dignité humaine, qui ne peut s'accomplir dans la solitude de nos écrans et sans la flamme de nos libertés, alors il nous faut essayer de bâtir des communes libres et sociales* ». Hervé Krief nous offre une lueur d'espoir et une boussole pour inventer ensemble un avenir désirable en ces temps si sombres et incertains. Merci Hervé !

Hervé Krief, *Ombres et lumières. La faible lueur d'une bougie est préférable aux ténèbres de la modernité connectée*, Quartz, 2021, 140 pages.
François Massoulié



Fabrice Flipo actualise et poursuit le travail engagé avec Michelle Dobré et Marion Michot dans *La Face cachée du numérique* (2013) : ils y démontaient alors le mythe séduisant selon lequel la montée du numérique serait transparente, légère, immatérielle, *soft*, instantanée, propre et sans nuisances. Aujourd'hui, tous les travaux sérieux, tel le rapport du « Shift Project » intitulé « *Pour une sobriété numérique* » (2019) s'accordent sur le fait que, loin

de contribuer à la décarbonation du monde, la diffusion du numérique contribue au contraire à une croissance matérielle incompatible avec les objectifs climatiques. Au contraire, augmentant au rythme infernal de 9% par an, le numérique contribue d'ores et déjà à 4% des émissions de gaz à effet de serre, soit davantage que le secteur de l'aviation. Outre la masse impressionnante de matériaux et d'énergie nécessaires à la production et au fonctionnement des terminaux (smartphones, etc.), réseaux (5G, etc.), usages (jeux immersifs, internet des objets, etc.) et centres de données, la numérisation de tous les secteurs de la société induit un « effet rebond », c'est-à-dire que le surcroît d'efficacité ainsi généré entraîne une expansion de chacun de ces secteurs, et la dévoration du monde. Et pourtant, entreprises et pouvoirs publics continuent de promouvoir, comme si de rien n'était, la numérisation accélérée du monde « au nom de la transition écologique ». C'est ainsi que, dans le cadre du « Pacte Vert » européen (2019), le Conseil de l'Union européenne a adopté en décembre 2020, pour les décennies à venir, des conclusions prônant « la transformation numérique au bénéfice de l'environnement ». Flipo dénonce le cadre dit libéral de « croissance durable » ainsi imposé à un consommateur dont le mode de vie est conditionné par les architectures de la société dite de l'information : « Est-on libre de choisir le vélo lorsqu'il n'y a que des autoroutes ? ». Appelant à une réappropriation de sa vie par tout un chacun, l'auteur conclut par un plaidoyer vigoureux en faveur d'une sobriété numérique placée sous le contrôle effectif des citoyens.

Fabrice Flipo, *La numérisation du monde, un désastre écologique*, L'Échappée, 2021, 173 pages.
François Massoulié

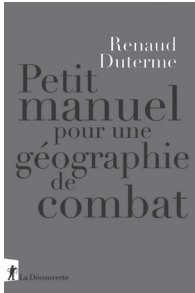


Lire ou relire *Naissance d'une contre-culture* (*The Making of a Counter Culture*, 1969) de Theodore Roszak, c'est comme se plonger dans une capsule temporelle nostalgique, celle d'une époque définitivement révolue, la fin des années 1960 aux États-Unis, avec les révoltes étudiantes, le mouvement hippie, les manifestations contre la guerre du Vietnam et les coups fourrés de Richard Nixon. Joan Baez chantait à Woodstock, les *bikers* Dennis Hopper et

Peter Fonda roulaient dans *Easy Rider* et Dustin Hoffman s'affirmait dans *Le Lauréat*, sur l'air de *Mrs Robinson* de Simon et Garfunkel. Roszak rend bien compte de cette ambiance d'étouffement et de claustrophobie dans le chapitre intitulé *Les enfants de la technocratie* qui, s'appuyant sur les thèses de Jacques Ellul, n'a rien perdu de sa pertinence et de son actualité. Oui mais voilà, la contre-culture qui entendait s'ériger contre cette domination technoscientiste, que nous subissons plus que jamais, ne faisait vraiment pas le poids. Dans son introduction datant de 1995, Roszak reconnaît d'ailleurs avoir largement sous-estimé les capacités de mue et de résistance de cette techno-structure capitaliste. Pire, récupérée et digérée par le système, la contre-culture est devenue une nouvelle *doxa*, celle du conformisme de l'anti-conformisme, parfaitement acclimatée par le marché ultra-libéral mondialisé. Les enfants les plus « brillants » de la contre-culture, ayant troqué cheveux longs et pattes d'éph contre *sportswear* Benetton et Nike, s'appellent Bill Gates, Marc Zuckerberg et Jeff Bezos. Et il y a bien longtemps que Woodstock et le Flower Power ont cédé la place à la Silicon Valley, à Wall Street et aux stratégies marketing les plus

finies. Le rêve de Roszak était pourtant beau : remplacer le capitalisme technocratique par un écologisme mâtiné de romantisme, plongeant ses sources dans les poèmes et les récits de William Blake, de Walt Whitman et de H. D. Thoreau. Une grande partie du charme de *Naissance d'une contre-culture* provient d'ailleurs de ce substrat littéraire et poétique qui entend s'abstraire d'une rationalité trop étouffante. Et les pages qu'il consacre à la magie et au chamanisme, où se croisent les figures de Mircea Eliade, Martin Buber et Carlos Castaneda, s'illuminent de leurs fauves qui finissent de vous emporter vers un ailleurs délectable. En dépit des ruses de l'histoire, reste donc une œuvre à l'aura particulière, qui distille une alchimie indéfinissable, entre politique et poésie, à la fois pamphlétaire et romantique, programmatique et utopique.

Théodore Roszak, *Naissance d'une contre-culture*, La Lenteur, 2021, 348 pages.
Alain Gailliard



Oublieux de l'œuvre d'Élysée Reclus, on ne pense pas de suite à la géographie comme outil de connaissance pour comprendre le capitalisme, et à partir de là de pouvoir mieux le combattre. C'est à cette tâche que s'adonne Renaud Duterme, lui-même professeur de géographie dans l'enseignement secondaire et essayiste, dans ce livre concis et pédagogique qui se réfère aux travaux de David Harvey, Alain Bihr, Lewis Mumford, Immanuel Wal-

lerstein et Ernest Mandel. Il y est aussi question d'histoire, que l'auteur résume d'une manière vivante, en développant sa thèse principale : jamais le capitalisme n'aurait pu s'imposer à ce point sans la possibilité de s'étendre dans l'espace planétaire, à partir du XVI^e siècle avec la colonisation, puis grâce au développement progressif des transports motorisés (trains, puis avions, camions et porte-conteneurs) et des communications, de plus en plus performantes (du téléphone à Internet). 500 ans plus tard, la mondialisation et l'économie-monde atteignent forcément les limites. Il y est encore question des principaux principes d'économie, que l'auteur parvient à vulgariser. La dette, l'urbanisation, les tensions géopolitiques, les migrations « carburant du capitalisme » et la mise en concurrence des territoires au moyen du marketing urbain sont des phénomènes également examinés. Cette dernière nous touche directement. Le but est d'insérer « *le territoire administré dans la hiérarchie géo-économique mondiale* » par la compétitivité. La grille de lecture Nord-Sud a maintenant fait place à la grille « gagnants/perdants » de la mondialisation. Duterme n'a pas non plus oublié l'écologie, remarquant que la destruction de la nature et les dérèglements climatiques représentent autant d'opportunités pour le capitalisme à poursuivre l'accumulation. Il ressort de cette lecture que l'action politique reste indispensable si on veut avoir une petite chance de s'en sortir...

Renaud Duterme, *Petit manuel pour une géographie de combat*, La Découverte, 2020, 204 pages.
B. L.

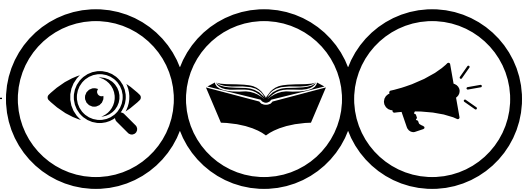


Le monde de la 5G : la démocratie en péril



Annoncée dans les médias au premier semestre 2020, l'arrivée du protocole de transmission sans fil de la cinquième génération, autrement dit la 5G, a déjà fait l'objet de plusieurs ouvrages critiques, dont un hors-série de *Kairos* (n° 5). Sociologue et militant à l'association Robin des Toits, Denis Bourgeois se concentre sur les aspects et conséquences politiques du phénomène, en élargissant aussi le propos à la tyrannie technologique dans sa globalité. Son essai est à la fois synthétique et documenté, proposant de nombreuses références bibliographiques et audiovisuelles. Sa thèse est explicite : le déploiement de la 5G représente un danger pour la démocratie et ouvre la route à une dictature numérique dont le crédit social à la chinoise est l'idéal-type. Les opérateurs ont profité de l'épidémie, présentée comme une grande menace, pour passer en force, usant de manipulation (surtout) et de coercition (parfois), s'appuyant sur des bases idéologiques et psychosociales apparemment légitimes : le « je n'ai rien à cacher », le mythe du Progrès, le solutionnisme technologique, les bienfaits de l'économie de marché. En échange du confort, la grande majorité des électeurs-consommateurs se rendent dépendants d'un système technologique sur lequel ils n'ont aucune prise. Le front de lutte passe entre systèmes de valeurs opposés : domination/compétition versus coopération/démocratie. Un des chapitres les plus intéressants décrit les manœuvres des lobbies pour contrôler l'information, l'opinion et les lois, ainsi que les rapports incestueux entre industriels, scientifiques, médias et autorités publiques. Je ne suivrai pas l'auteur sur deux points : il semble apprécier Yuval Noah Harari, le transhumaniste qui avance masqué, cité plusieurs fois, et il fait l'apologie de l'alter-numérisme, qui est une impasse écologique (pour le moins).

Denis Bourgeois, *Le monde de la 5G : la démocratie en péril*, Yves Michel, 2021, 255 pages.
B. L.



VU, LU, ENTENDU

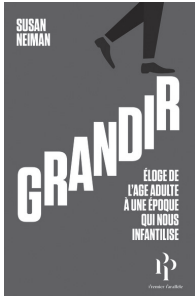


Né en 1940, Serge Latouche est toujours partant pour défendre le projet de la décroissance. Il l'aborde ici sous l'angle du travail, qui s'est avéré être un casse-tête pour les politiques, les économistes et les philosophes. Ça tombe bien, puisqu'il marie ces deux dernières disciplines – une caractéristique de son œuvre. L'ouvrage se mérite, car l'auteur ne masque pas la difficulté théorique de son sujet. Les questions fondamentales se trouvent

dans le titre. « *Résoudre à court terme le problème du chômage, sans renoncer à abandonner la religion de la croissance, et sans perdre de vue l'horizon de sens à long terme de l'abolition de l'esclavage salarial, tel est le double défi qu'affronte le mouvement de la décroissance [...]* ». Relocalisation de l'économie et de la politique, réduction du temps de travail, promotion de l'économie informelle (telle qu'elle se pratique en Afrique sub-saharienne), économie du don, questionnements sur la dotation inconditionnelle, décolonisation de l'imaginaire, on retrouve dans cet ouvrage les « indispensables » de Serge Latouche. Toutefois, sans sortir préalablement de l'économie de marché, du travailisme et du salariat, les alternatives au travail sont plus ou moins vouées à l'échec, nous explique-t-il. Mais où est la poule, où est l'œuf ? Pour pouvoir répondre à cette question, une seconde lecture plus approfondie s'imposerait... sans être certain de trouver le fil de la pelote. Le travail, un débat et une réflexion inépuisables !

Serge Latouche, *Travailler moins, travailler autrement ou ne plus travailler du tout*, Rivages, 2021, 155 pages.

B. L.



Il n'est pas obligatoire d'être enseignant ou éducateur pour prendre acte du jeunisme ambiant. La philosophe Susan Neiman n'utilise pas ce terme, mais celui de néontocratie, « *les cultures qui placent les enfants au sommet de leur hiérarchie de valeur et de statut* ». Tout le monde reconnaîtra que le capitalisme préfère, au moyen de la publicité et du divertissement, générer des électeurs-consommateurs infantiles, immatures et dépendants, plutôt que des citoyens matures, critiques et autonomes. Les individus ne sont donc que partiellement responsables de leur propre immaturité car immergés dans des forces sociales qui font tout pour encourager celle-ci. Qu'est-ce que grandir, au sens psychologique du terme ? Oser juger par soi-même à partir de sa raison et de son expérience, autrement dit rejoindre la synthèse d'Emmanuel Kant qui dépasse les positions respectives de David Hume (sceptique, empiriste) et de Jean-Jacques Rousseau (idéaliste) : reconnaître le monde tel qu'il est tout en travaillant à faire advenir ce qu'il *devrait être*, entretenir un idéal que l'on sait inatteignable. « *Il faut avoir le courage de reconnaître que nous n'aurons jamais le monde dont nous rêvons tout en refusant de nous persuader qu'il ne sert à rien de l'espérer.* » Pour l'auteure, trois choses aident à mûrir : l'éducation, les voyages et le travail. Elle fait appel à l'anthropologie (Margaret Mead), à la philosophie (les pré-cités, Platon, les stoïciens, Locke, Leibniz, Arendt, Beauvoir, Paul Goodman), à la psychologie (Erik Erikson) et encore à un essayiste actuel (Nicholas Carr) pour cerner les conditions historiques de la maturité. Sans surprise, elle s'attarde sur *L'Emile* de Rousseau, un des premiers traités modernes de pédagogie. Elle plaide pour un retour à l'esprit des Lumières, pour la maturité comme idéal subversif. Enfin, contrairement à ce que clame la *doxa* néontocratique, vieillir n'est généralement pas perçu comme une déchéance, ce que montre une étude réalisée dans le monde entier par l'Université de Harvard : « *La plupart d'entre nous préfèrent la vie qui forge l'âme au corps intact de la jeunesse. Au fond, la peur de grandir est moins la peur de mourir que la peur de la vie* ».

Susan Neiman, *Grandir. Éloge de l'âge adulte à une époque qui nous infantilise*, Premier Parallèle, 2021, 293 pages.

B. L.



La Lenteur réédite *Sortie de Secours*, publié pour la première fois en Italie en 1965, dans une traduction révisée et annotée. L'auteur y rassemble une série d'essais qui retracent son parcours de vie et l'évolution de sa pensée, depuis son enfance dans un village pauvre des Abruzzes jusqu'à l'âge mûr du bilan désenchanté. Ignazio Silone est un enfant du tragique XX^e siècle. Né en 1900, il perd toute sa famille – à l'exception d'un frère – lors d'un grand tremblement de terre, en 1915. Le soutien d'un prêtre lui permettra d'étudier dans un collège romain. Tôt révolté contre l'injustice et la guerre, Silone rejoint le parti communiste italien, dès sa fondation en 1921. Pourchassé par le régime fasciste, il devient un des dirigeants de l'intérieur. En 1927, lors d'une mission à Moscou, il découvre la brutalité du stalinisme. Cet épisode entraîne son départ sans bruit d'un Parti auquel il avait consacré toute sa vie. Amer, Silone s'exile. Fidèle à ses idéaux marxistes, il se rapproche aussi du christianisme des origines : « *socialiste sans parti* », il devient aussi « *chrétien sans église* ». Dès les

années 1950, alors même que la majorité des Italiens vit encore dans des conditions précaires, il met en garde contre les ravages d'une société de consommation de masse destructrice des liens et des valeurs humaines. C'est à ce titre que Silone a parfois été décrit comme un « *Orwell italien* ». Si les réflexions de l'auteur à propos des affrontements idéologiques d'après-guerre apparaissent quelque peu datées, ce recueil vaut surtout pour l'évocation de son enfance à Pescina dei Parsi, un village montagnard isolé. Les terres de ce lac asséché vers 1860 avaient été transformées en un latifundium affermé à 8.000 paysans, lesquels subsistaient dans des conditions misérables. Dans un style mélancolique et dépouillé, Silone relate la vie de ces gens ordinaires. Son échange avec un groupe de paysans, aussi méfiants que curieux, lorsque le jeune Ignazio leur lit des récits de Tolstoï, la campagne électorale menée en trombe par le grand propriétaire terrien dans la seule automobile du pays, ou encore le retour de l'auteur au village, après des décennies d'exil, sont autant de petits chefs-d'œuvre.

Ignazio Silone, *Sortie de secours*, La Lenteur, 2021, 236 pages.

François Massoulié



Il faut se méfier *a priori* des explications mono-causales, mais tant pis, examinons celle développée ici par A. Vaillant. Selon lui, et à partir d'une vision anthropologique et historique, c'est la *libido cogitandi* – la jouissance cognitive pour elle-même, détachée de la pression de l'environnement – qui expliquerait la voie qu'a empruntée l'humanité depuis le néolithique, voie qui apparaît aujourd'hui sans issue dans l'anthropocène. La

libido cogitandi s'exprime, souvent inconsciemment, par des pratiques culturelles polymorphes qui mettent le monde à distance, diminuant les interactions avec lui et les risques afférents, et augmentant le sentiment de liberté : le rire, le jeu, la religion, l'art, la fiction et la recherche scientifique. Mais il y a un problème : l'homme est rapidement devenu drogué ou « *addict* » à cette *libido cogitandi*. L'addiction, ou la recherche du plaisir, n'a rien de pathologique en soi, dit l'auteur, mais est un mécanisme fondamental du vivant, attestant de son bon fonctionnement. Elle a toutefois son revers : illimitée, elle provoque une « *anesthésie euphorisante* » dans « *un univers étrangement déréalisé* ». Le capitalisme, adossé à la révolution industrielle et à l'empire médiatique, a optimisé et individualisé la jouissance cognitive dans tous les domaines (économie, finance, science, art, sport, consommation, etc.), aboutissant à l'individualisme occidental et au consumérisme, aujourd'hui en voie de mondialisation. Mais cela ne peut pas durer ! Jusque-ici, nous sommes plutôt d'accord, mais sa conclusion pose problème. Vaillant annonce l'ère du post-individualisme qui verra les logiques systémiques prendre le dessus, définitivement. Remplaçant la *libido cogitandi*, la *libido vivendi* naturalisera les interactions sociales, l'auteur n'hésitant pas à comparer les sociétés humaines à venir comme des fourmilières abreuvées de « *sophistication scientifique, technologique et organisationnelle* ». Son utopie ressemble furieusement à une dystopie qui plaira à Klaus Schwab, et il l'associe à... la décroissance !

Alain Vaillant, *L'anthropocène ou l'âge de l'addiction cognitive*, Le Bord de l'eau, 2021, 246 pages.

B. L.



Depuis la publication en 1976 de sa thèse consacrée à la sociologie politique du sport, Jean-Marie Brohm creuse son sillon avec une constance remarquable. Sa Théorie critique du sport déconstruit les illusions des « *valeurs sportives* » pour dévoiler l'homologie structurelle entre le sport-spectacle de compétition et un capitalisme mondialisé dont il découle et qu'il renforce. L'essor prodigieux, depuis les années 1980, du capitalisme néolibéral et de son corollaire du sport-spectacle n'a fait que renforcer la validité et l'actualité de ses analyses. Contre le mythe propagé par Pierre de Coubertin d'une continuité avec les jeux antiques, l'auteur démontre que l'invention du sport de compétition moderne dans l'Angleterre de la Révolution industrielle introduit une rupture fondamentale. Paramétrage objectivant et règne du chronomètre contribuent dès lors à domestiquer le corps de l'« *homme-machine* » dans une logique de marchandisation du monde et d'aliénation des esprits. Le sport moderne promeut le « *Struggle for life* » et la lutte de tous contre tous. En outre, la fausse conscience sportive offre de fausses solidarités – autour du club ou du drapeau national – qui effacent la solidarité de classe des exploités. Il idolâtre les champions du jour, humains asservis à la performance chiffrée, réduits à la fonction de panneaux publicitaires, portés aux nues d'une popularité mesurée en termes monétaires pour être bientôt remplacés par plus jeunes, mieux entraînés voire « *dressés* » selon des technologies de pointe, lesquelles incluent un recours systémique au dopage. Le sportif élevé en batterie et jetable s'impose comme modèle à la conscience aliénée du spectateur. S'appuyant de manière rigoureuse sur les travaux de Marx et de Freud principalement, mais aussi Horckheimer, Adorno, Marcuse, Mumford, Canetti, Ellul, Anders ou Debord, Brohm n'en finit pas de briser des lances contre un

système hégémonique qui ne souffre plus de critique. Un ouvrage émancipateur qui, au travers du prisme sportif, offre une analyse implacable de nos sociétés de masse.

Jean-Marie Brohm, *Le sport-spectacle de compétition. Un asservissement consenti*, QS ?, 2020, 483 pages.

François Massoulié



Si « l'affaire de la chloroquine » a constitué un des plus grands scandales médicaux du 21^e siècle, celle-ci dévoile plus largement le fonctionnement d'une science prise dans l'état de la rentabilité à tout prix, et ce qui va nécessairement avec : conflits d'intérêts, censure, diffamation, harcèlement. Didier Raoult, scientifique de renommée mondiale avant l'ère covid, sera voué aux gémonies en quelques semaines, par une presse aux abois et des politiques serviles. Tout cela en raison de ses déclarations et de ses publications sur l'hydroxychloroquine, médicament utilisé depuis des décennies et sans danger. Son dernier ouvrage veut « *montrer toutes les armes qui ont été utilisées contre nous pour nous empêcher de traiter les patients avec un succès inégalé* ». Curieux, non, qu'on fustige une équipe qui a traité depuis des années des milliers de patients avec l'hydroxychloroquine, qui « *était prescrite sans ordonnance dans les pharmacies, et en 2019, 62 millions de comprimés ont été distribués en France sans la moindre ordonnance* », mais qui début 2020 en France devait faire l'objet d'une prescription sur ordonnance obligatoire demandée par la ministre de la Santé Agnès Buzyn. La saga de l'HDC met à jour les pratiques d'escroquerie légalisée habituelles, où des auteurs ayant des conflits d'intérêts avec un autre produit, en l'occurrence ici le Remdesivir, toxique et dangereux, publient des articles démontant l'hydroxychloroquine, les médias du pouvoir rabâchant d'une même voix et une presse scientifique majoritairement financée par l'industrie pharmaceutique (mais les revues indiennes et chinoises risquent « *de changer les équilibres actuels* »). Didier Raoult nous rappelle que l'obsolescence programmée a lieu pour les nouvelles molécules comme dans tout autre secteur économique. Pas de place ici pour l'infection dont les équipes de Raoult ont montré qu'elle était « *beaucoup plus protectrice que la vaccination* »...

Professeur Didier Raoult, *Au-delà de l'affaire de la chloroquine*, Éditions Michel Lafon, 2021, 235 pages.

A. P.



Parti d'entretiens qui ont été visionnés des millions de fois sur YouTube, Louis Fouché poursuit et approfondit ici sa réflexion. L'ouvrage débute par cette lettre co-écrite avec sa femme, résumant bien l'essence de sa pensée, qui ne se veut pas amère, mais voit dans l'époque une opportunité : « *Chapeau bas à tous ceux qui ont réussi à transformer le coronavirus en "crise sanitaire mondiale", en "pandémie globale". Merci aux médias alarmistes, merci aux politiques dictatoriaux, merci aux scientifiques corrompus ou dogmatiques (...)* Nous avons été touchés par la grâce, grâce à vous ». Les chapitres du livre développent la pensée riche et multiple de Louis Fouché : santé et néolibéralisme, transhumanisme, déferlement totalitaire et libertés, immunité et autonomie en santé, permaculture humaine, arts militants. Se clôturant sur la question du « *et demain ?* », l'auteur montre que le Covid et sa gestion ne sont que les symptômes d'un système malade, que tout cela devait arriver un jour car nous étouffions déjà depuis longtemps, que c'est le moment de se demander ce que nous pouvons et voulons faire.

Louis Fouché, *Tous résistants dans l'âme*, Guy Trédaniel éditeur, 2021, 243 pages.

A. P.

